

**Assemblée générale**

PROVISOIRE

A/40/PV.67
12 novembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 7 novembre 1985, à 15 heures

Président : M. SHAH NAWAZ (Vice-Président) (Pakistan)
puis : M. de PINIÉS (Président) (Espagne)
M. MAKEKA (Vice-Président) (Lesotho)
M. MARINESCU (Vice-Président) (Roumanie)

Organisation des travaux

Situation économique critique en Afrique : Rapport du Secrétaire général [30]
(suite)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Shah Nawaz (Pakistan), vice-président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 30.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de poursuivre l'examen du point 30 de l'ordre du jour, je voudrais préciser le programme de travail de la semaine prochaine.

Le lundi 11 novembre dans la matinée, l'Assemblée poursuivra l'examen du point 146 de l'ordre du jour, intitulé "Appel solennel aux Etats en conflit à cesser sans délai les actions armées et à résoudre leurs différends par la voie des négociations et aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à s'engager à régler les situations de tension et de conflit et les différends existants par la voie politique, et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et de toute intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats".

L'Assemblée examinera également le point 27, "Année internationale de la paix".

L'après-midi, l'Assemblée commencera l'examen du point 28, "La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales".

Le Président

Le mercredi 13 novembre, dans l'après-midi, l'Assemblée commencera ses réunions plénières désignées "Conférence mondiale des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse", au titre du point 89 de l'ordre du jour, "Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix".

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

SITUATION ECONOMIQUE CRITIQUE EN AFRIQUE : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
(A/40/372-E/1985/104 et Add.1 et 2)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je tiens à informer les membres qu'un projet de résolution a été soumis au titre de ce point de l'ordre du jour et qu'il sera distribué cet après-midi. Le projet de résolution ayant des incidences sur le budget-programme, il ne sera mis aux voix que lors d'une réunion ultérieure annoncée dans le Journal.

M. LI Luye (Chine) (interprétation du chinois) : Nous voudrions remercier le Secrétaire général et le représentant du Sénégal, qui a fait une déclaration liminaire au nom de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Sa déclaration et les rapports pertinents du Secrétariat et du Bureau des opérations d'urgence en Afrique témoignent du travail considérable fait par le système des Nations Unies pour aider les pays africains touchés ainsi que de la préoccupation que la situation en Afrique suscite au sein de la communauté internationale.

Il y a un an, nous avons adopté à l'unanimité une Déclaration sur la situation économique critique en Afrique. Depuis lors, une campagne mondiale a été lancée pour venir en aide à l'Afrique. Grâce aux efforts des pays africains eux-mêmes, à l'assistance internationale et à une certaine amélioration des conditions climatiques, il semble que la situation en Afrique soit en train de s'améliorer, ce qui est fort encourageant pour nous tous.

Toutefois, comme l'indique le second mémoire spécial de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), dont d'autres rapports se sont fait l'écho, bien que dans certains pays la situation économique se soit quelque peu améliorée, dans d'autres, elle ne cesse d'empirer. Il y a encore pénurie de denrées alimentaires, de matériel médical et de produits de première nécessité dont les populations affligées ont désespérément besoin. Des dizaines de millions de personnes déplacées, qui ont été chassées par les catastrophes naturelles, sont toujours confrontées à la malnutrition, à la maladie et même à la mort. La production

M. Li Luye (Chine)

agricole n'a pas encore été pleinement rétablie et la production alimentaire a continué à diminuer. L'énergie et les transports sont plus que jamais insuffisants. En outre, le service de la dette des pays africains a augmenté à un point tel que les gouvernements africains ne peuvent plus y faire face. En d'autres termes, la crise n'est pas complètement maîtrisée et les problèmes critiques n'ont pas été réglés.

Comme le fait remarquer à juste titre le mémoire spécial adopté lors de la dixième Réunion ministérielle de la CEA, l'Afrique est confrontée à un double défi : la survie et le développement.

Du fait d'une domination coloniale prolongée, les pays africains souffrent d'un grave déséquilibre de leurs structures économiques fondamentales. Le fait que leurs économies soient assurées par un seul produit et qu'ils sont tributaires des marchés étrangers, sans parler de leur manque d'infrastructure, les a rendus extrêmement vulnérables aux effets néfastes des conditions extérieures. Tout problème de l'économie internationale les frappe plus durement que quiconque. La crise actuelle fait bien ressortir ces insuffisances structurelles. Si l'on veut aider l'Afrique à surmonter ses difficultés économiques, il est impératif non seulement d'essayer de résoudre ses problèmes immédiats, mais aussi d'assurer son développement économique et social à moyen et à long termes et d'opérer des réformes structurelles afin que l'Afrique puisse peu à peu assurer sa propre production et se prémunir contre les catastrophes naturelles. Le Plan d'action de Lagos, tourné vers l'avenir, tend précisément à cela. L'été dernier, à Addis-Abeba, les dirigeants des pays africains ont une fois encore discuté très sérieusement de toutes les questions liées au problème et ont adopté un programme quinquennal prioritaire en vue du développement de l'économie africaine. A nouveau, voilà qui montre bien que les pays africains veulent non seulement surmonter la crise actuelle, mais aussi trouver des solutions fondamentales et à long terme à leurs problèmes économiques.

Les gouvernements africains ont déclaré que c'est tout d'abord aux pays africains qu'incombe la responsabilité de relever et de développer leurs économies. Toutefois, étant donné la multitude des problèmes et l'ampleur de la tâche que représente l'élimination des causes profondes de la crise actuelle, les pays d'Afrique n'y parviendront pas tout seuls. La situation d'urgence en Afrique

M. Li Luye (Chine)

exige l'aide de toute la communauté internationale. Le développement à moyen et à long termes de l'Afrique exige aussi un appui généreux sur le plan international. La communauté internationale devrait, tout en continuant à apporter une aide d'urgence, appuyer activement les efforts tentés par les pays africains pour rétablir et améliorer leur production agricole, pour ériger et améliorer leur infrastructure et pour réajuster et réformer leurs structures économiques. Mais avant tout, il est nécessaire de créer un climat extérieur qui leur soit propice en supprimant les contraintes imposées à leurs économies par des relations internationales injustes. Pour cela, il faut notamment stabiliser les prix des matières premières et des produits de base, améliorer leurs termes de l'échange, augmenter l'aide octroyée à des conditions de faveur en vue du développement des pays les moins avancés et régler le problème de la dette en tenant compte des conditions particulières qui sont celles des pays africains. La communauté internationale devrait également leur apporter une aide financière, matérielle et technique suffisante afin de réaliser rapidement les objectifs fixés par la Décennie des transports et des communications en Afrique et par la Décennie pour le développement industriel en Afrique.

Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours éprouvé la plus grande sympathie pour les peuples africains en butte à tant d'infortunes et de problèmes; ils ont toujours suivi avec beaucoup de préoccupation l'évolution de la situation sur ce continent. Du moment où le Secrétaire général a lancé son appel concernant la situation critique en Afrique et jusqu'à la fin du mois de juin de cette année, la Chine a fait don de 170 000 tonnes de céréales aux pays africains affligés et en a assuré la livraison. Mon gouvernement a par ailleurs contribué à l'exécution de sept projets réalisés dans le cadre du plan de redressement de la FAO.

M. Li Luye (Chine)

En outre, le Comité national de la Croix-Rouge de Chine, ayant envoyé pour 680 000 dollars de denrées alimentaires, de médicaments et d'autres produits en 1984, a lancé une campagne nationale pour obtenir davantage de dons. Nous continuerons de soutenir les efforts des pays africains pour surmonter leurs difficultés et développer leurs économies. Mon gouvernement appuie la proposition de la Réunion au sommet de l'OUA tendant à la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique en Afrique. En raison de la situation actuelle, la convocation d'une telle session fournirait l'enceinte souhaitable pour des discussions complètes et efficaces sur les questions fondamentales relatives au développement à moyen et à long termes de l'Afrique.

L'Afrique, avec ses abondantes ressources humaines et naturelles, a de vastes perspectives de développement. Les pays africains sont actuellement, individuellement ou collectivement, en train de prendre des mesures en vue d'accomplir une double tâche : faire face à leurs besoins immédiats et encourager le développement à moyen et à long termes. Plusieurs d'entre eux sont en train de remanier leurs politiques et de formuler des stratégies et des plans de développement en fonction de leurs propres conditions particulières. Nous sommes convaincus que, grâce à une aide internationale puissante et à leur dur labeur, les pays africains arriveront certainement à inverser la tendance actuelle de la situation et à faire de l'Afrique un continent plein de vitalité et au développement prospère.

M. LEWIS (Canada) (interprétation de l'anglais) : La situation d'urgence en Afrique n'a pas pris fin. En dépit de la venue de pluies providentielles dans certaines régions et de récoltes miraculeuses, d'innombrables Africains connaissent encore la famine, la faim ou la malnutrition. Il y a encore de la misère. La famine y règne encore dans beaucoup d'endroits. La situation est maintenant nettement meilleure qu'il y a un an, mais beaucoup reste encore à faire.

Au prix d'indicibles souffrances humaines, le monde a appris certaines leçons depuis le début de l'urgence en Afrique. Laissons assumer que ces leçons ne seront pas oubliées et que, par la suite, nous allons mettre en place une série de réponses, de politiques et de programmes qui, collectivement, rendront une catastrophe semblable impossible.

M. Lewis (Canada)

Le Canada pense que si l'état d'urgence reste, bien sûr, un impératif, il faut de plus en plus souligner la nécessité pour la communauté internationale de prendre par la suite des mesures pour établir un programme de relèvement ayant les deux principaux buts à long terme suivants : aider l'Afrique à mieux prévoir et à mieux gérer toute éventuelle future situation d'urgence; et mettre l'Afrique sur une voie économique qui permettra d'inverser le déclin récent du continent de sorte qu'un développement soutenu puisse être réalisé à l'avenir.

Ces deux objectifs ne seront atteints que grâce à un apport immédiat et durable de ressources assorti de changements de politique de grande envergure et une étroite coordination entre la communauté internationale et les pays africains. C'est là une tâche ardue. Elle requiert une volonté politique déterminée pendant longtemps.

La situation d'urgence en Afrique a eu un effet frappant sur le monde. Elle a fait renaître la bonté humaine même chez les plus dures des cyniques. Elle a donné naissance à un mouvement très généreux d'assistance d'urgence à l'Afrique. Le système international a montré qu'il pouvait répondre avec rapidité, compassion et générosité. En aide alimentaire seulement, en 1984-1985, les pays donateurs ont expédié quelque 11,7 millions de tonnes de céréales à l'Afrique. Voici quelques chiffres saisissants : l'aide alimentaire à la région subsaharienne de l'Afrique présentera plus de la moitié du total des importations de céréales et un sixième du total de la production de céréales dans cette région. Vous faut-il des statistiques plus moroses pour illustrer l'incidence de la sécheresse sur la production agricole, tout comme d'ailleurs son remède réparateur : le fort soutien de la communauté mondiale?

L'agriculture, cependant, n'est qu'un des aspects de la situation critique en Afrique. Les effets plus durables de l'urgence ont été de dramatiser et d'exacerber les problèmes économiques déjà graves et de freiner de façon radicale le développement économique. La Commission économique pour l'Afrique (CEA), comme le savent les représentants ici présents, a calculé que le revenu total par habitant sur le continent avait baissé de 10 p. 100 entre 1980 et 1984, et que la production alimentaire par habitant n'était plus maintenant que de 94 p. 100 de ce qu'elle était il y a 10 ans.

On pourrait aussi bien noter en termes cliniques que cette absence de réelle croissance de la production a eu visiblement des conséquences défavorables sur la

M. Lewis (Canada)

balance des paiements et a grandement accéléré l'accumulation de la dette. D'un point de vue émotif, on pourrait noter que ces chiffres constituent une calamité économique monumentale.

Sans vouloir le moins du monde lancer dans des prêches et jouer les moralisateurs, il faut reconnaître que les causes profondes nous mettent tous en cause, qu'il s'agisse de politiques internes mal choisies, de faibles taux d'investissement, en particulier dans l'agriculture, de mauvaises gestions, de taux d'intérêt élevés, de stagnation dans le commerce des produits de base mondiaux, quoi qu'il en soit, la rupture des fondements de l'économie primaire en Afrique a grandement ajouté à la tragédie. Le défi qu'il faut relever consiste à inverser la tendance à la baisse de la production dans son ensemble et traiter le problème de façon réaliste - certains pourraient dire de façon courageuse - en face de tous ces problèmes économiques interdépendants. Nos objectifs immédiats dans le cas de la crise africaine devraient être une reprise rapide de l'économie et l'instauration d'une base pour un développement à long terme. Cela va sans dire. Un relèvement rapide signifie, entre autres choses, de tirer profit des bonnes pluies actuelles en fournissant des outils et des engrais ainsi qu'une capacité accrue de stockage alimentaire. L'évolution à plus long terme exige une réponse coordonnée pour assurer la transition de l'urgence à la sécurité. Diverses suggestions utiles ont été faites par différents groupes, y compris l'International Development Research Centre du Canada, le Groupe au sommet d'experts sur la situation d'urgence en Afrique et le Commonwealth. Qu'il me soit permis de proposer quelques mesures raisonnables et pertinentes : premièrement, améliorer et intégrer des systèmes d'avertissement rapide pour les diverses institutions multilatérales et les pays africains; deuxièmement, renforcer le système de réaction aux situations d'urgence par une meilleure gestion fondée sur les dures leçons que nous avons apprises à ce jour; troisièmement, s'efforcer de parvenir à une véritable coopération efficace entre les donateurs et les institutions s'occupant de développement, d'une part, et d'autre part les gouvernements et les peuples d'Afrique; quatrièmement, intégrer l'aide alimentaire aux politiques nationales de production alimentaire; et cinquièmement, avoir recours aux ensembles de repeuplement et à d'autres stratégies innovatrices d'aide directe en vue de fournir une assistance immédiate à ceux qui en ont le plus besoin.

M. Lewis (Canada)

Les buts de l'aide à l'Afrique, si l'on veut gérer de façon plus satisfaisante les futures éventuelles situations d'urgence et renverser la tendance au déclin du développement économique, ne sont pas difficiles à énoncer. Néanmoins, pour les atteindre, il faudra déployer des efforts herculéens et fournir des ressources sans précédent sur une longue période. La communauté internationale connaît ses responsabilités, mais lorsque tout aura été dit et fait, l'effort principal et les ressources devront être trouvés en Afrique. Aucun continent ne peut vivre en comptant sur la seule aide. De quelles ressources parlons-nous? Tout simplement de la coordination de l'environnement, avec les domaines financier et politique. Toutes ces ressources existent sur place et doivent être exploitées avec imagination.

Développons quelque peu ce point.

Premièrement, les ressources, en matière d'environnement, cela signifie le sol, l'eau, les pâturages et les forêts. C'est là le grand héritage de l'Afrique et il a été dévasté pour le proche avenir. Il en est résulté désertification, sécheresse accrue, mouvements de population non planifiés et récoltes diminuées. La dégradation du milieu rural est le résultat d'un déséquilibre entre les activités humaines et l'environnement lui-même, pour ne pas mentionner la priorité accordée au secteur rural dans la plupart des économies africaines.

M. Lewis (Canada)

Les pays africains et les donateurs internationaux doivent prêter plus d'attention à l'environnement, tant au niveau régional qu'au niveau des projets. Comme les représentants le savent, une conférence sur la désertification se tient actuellement à Dakar; on dispose également du rapport du Sommet du Groupe d'experts sur la crise en Afrique qui propose une conférence semblable, qui se tiendrait à Paris en février 1986. Le Canada attend avec intérêt les résultats de ces réunions pour mieux coordonner ses propres travaux dans ce domaine. En fait, l'un des trois éléments centraux du programme d'assistance du Canada au Sahel est la stabilisation de la couverture végétale pour protéger précisément l'équilibre délicat du milieu.

Deuxièmement, les ressources financières comprennent toutes les liquidités nationales, telles que l'épargne publique et privée, ainsi que l'aide étrangère et les recettes à l'exportation. Nous nous félicitons de la Déclaration de la Réunion au sommet de l'Organisation de l'Unité africaine de 1985, qui demande que la part de l'agriculture dans l'investissement national total soit augmentée de 20 à 25 p. 100 d'ici à 1989. Manifestement, l'agriculture ne peut se développer indépendamment des autres secteurs. Les taux d'investissement nationaux doivent donc être augmentés dans tous les secteurs.

La Commission économique pour l'Afrique estime que le taux de l'épargne pour les pays africains non exportateurs de pétrole a atteint à peine 15 p. 100 entre 1980 et 1984. Il n'est pas suffisamment élevé pour favoriser la croissance. La question des recettes à l'exportation, de la dette et des flux de capitaux joue un rôle important dans la détermination des ressources disponibles pour l'investissement et est partie intégrante de l'infrastructure économique internationale. D'une façon ou d'une autre, on doit améliorer cette infrastructure de manière à développer les possibilités de développement de l'Afrique.

Depuis 1980, l'aide publique au développement destinée à l'Afrique - y compris celle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) -, s'est chiffrée au total à plus de 10 milliards de dollars par an, alors que les économies des pays développés connaissent la récession. L'aide publique au développement représente 48 p. 100 de l'investissement total régional dans les pays subsahariens africains non exportateurs de pétrole. Cette dépendance extravagante à l'assistance au développement est insensée. Elle est destructive. Un

M. Lewis (Canada)

investissement régional plus authentique et une redistribution des ressources dans le secteur agricole s'imposent manifestement. Il faut donc que s'instaure une coordination plus étroite entre les gouvernements africains et les donateurs.

Troisièmement, la politique en matière de formation doit être, elle aussi, traitée en tant que ressource clef. Si les ressources naturelles et financières ne sont pas utilisées efficacement, l'Afrique ne passera pas du stade de la crise de la gestion à celui de la croissance et du développement à long terme. Il faut donc que les politiques économiques nationales facilitent les adaptations nécessaires et que les politiques sectorielles encouragent l'accroissement de l'investissement et de la production grâce à des arrangements en matière de prix, à l'utilisation des terres, aux intrants agricoles, aux transports et au marketing.

Quatrièmement, la coordination, elle aussi, doit être considérée comme ressource clef - sans étendre outre mesure le sens de ce terme. La coordination entre les donateurs, les institutions multilatérales et les gouvernements africains peut réduire les chevauchements, éviter les goulets d'étranglement et améliorer l'utilisation des fonds. Les gouvernements africains doivent assumer le rôle directeur, mais la responsabilité d'assurer que la coordination sera élevée au niveau d'ordonnance économique sacrée incombe à tous.

C'est avec ces ressources - l'environnement, les finances, les politiques et la coordination - que l'on doit s'attaquer aux problèmes à très long terme de l'Afrique. En gros, ces problèmes sont les suivants :

Premièrement, la production alimentaire : l'agriculture de subsistance ne permet pas l'accumulation de surplus alimentaires importants. Les politiques destinées à accroître les revenus réels de ceux qui produisent des vivres stimulent la production alimentaire - pardonnez le truisme. Il ne suffit pas cependant de ne modifier que la politique des prix agricoles. Il existe d'autres facteurs, dont les transports, l'emmagasinage des récoltes et les intrants agricoles. En outre, la recherche agricole intensifiée appliquée aux produits locaux constitue un facteur important pour accroître la production. Tous ces aspects, considérés sous le même angle, peuvent édifier une base agricole propre à la région et suffisamment viable pour résister aux ravages futurs.

Deuxièmement, l'infrastructure : la première Décennie des Nations Unies des transports et des communications pour l'Afrique a, selon la CEA, été

M. Lewis (Canada)

encourageante. La deuxième phase requiert un investissement de 18 milliards de dollars. L'infrastructure doit jouer un rôle indispensable au renforcement de l'aptitude de l'Afrique à faire face à des situations d'urgence futures ainsi qu'à développer la production d'ensemble. Nous pourrions dire que, dans certains cas, la restauration et le maintien de l'infrastructure existante devraient avoir priorité sur les nouveaux investissements.

Troisièmement, développement des ressources humaines : l'utilisation des ressources humaines, particulièrement dans l'agriculture, est vitale pour une gestion appropriée de l'industrie. Reconnaître, en particulier, le rôle clef des femmes dans le développement, revaloriser leur travail et intégrer leurs contributions à la production et au revenu sont des objectifs essentiels. C'est l'un des grands défis que l'Afrique contemporaine doit relever. Ces objectifs doivent être atteints si l'on veut réaliser à long terme des progrès réels et soutenus en Afrique.

Quatrièmement, le taux de croissance annuel de 3 p. 100 de la population : ce taux de croissance est un élément essentiel de l'équation vivres-par habitant. Une diminution à long terme réduirait les incidences des situations d'urgence futures.

Je voudrais maintenant aborder le point central de notre débat d'aujourd'hui. Le Canada est fermement convaincu que le système des Nations Unies, en coopération avec les institutions multilatérales et bilatérales et les organisations non gouvernementales, doit contribuer considérablement à remédier à la situation d'urgence actuelle en Afrique, notamment par l'intermédiaire de la Banque mondiale et de son programme en six points. Déjà, se tournant vers l'avenir, la communauté internationale, par l'intermédiaire des Nations Unies, a formulé un certain nombre de plans d'action cohérents à long terme pour l'Afrique. Le Fonds spécial pour l'Afrique subsaharienne a reçu plus d'un milliard de dollars dont, je suis heureux de le dire, 100 millions représentent la contribution du Canada. Je voudrais ajouter, en aparté, non pour faire preuve d'outrecuidance mais pour montrer l'ampleur de notre réaction aux situations d'urgence, que le Canada a augmenté ses débours bilatéraux à l'Afrique en 1985-86 de presque 50 p. 100 par rapport à 1983-84. Cette somme a maintenant atteint 430 millions de dollars; le montant total des ressources canadiennes dirigées vers l'Afrique se chiffrera à 850 millions de dollars en 1985-86. Nous devons tous nous assurer, cependant, que

M. Lewis (Canada)

ces fonds seront effectivement utilisés pour apporter le maximum de profits. A court terme, cela signifie sauver des vies humaines; à moyen et à long termes, cela signifie édifier, soigneusement et laborieusement, une base invulnérable pour la survie de ce continent.

Les pays africains eux-mêmes ont désormais une vision plus claire de leurs tragiques difficultés, mais ils ont, par ailleurs, développé leur aptitude à faire face à ces difficultés. La communauté internationale, en particulier les nations occidentales, a également reconnu que lui incombait la responsabilité de fournir une assistance d'urgence, prompte et massive, à une échelle inimaginable à ce jour. Manifestement, l'Afrique et la communauté internationale regardent désormais au-delà de la crise immédiate et contemplant un effort de collaboration soutenu dont le succès permettra à l'Afrique dans son ensemble - les pays, les communauté et les peuples - de se développer. Dans les ruines de l'expérience humaine repose un triomphe potentiel de l'esprit humain.

Il serait étrange de faire cette déclaration - en fait, cela a pu sembler étrange jusqu'à maintenant -, sans parler de la question de la session extraordinaire de l'Assemblée générale proposée qui serait consacrée à la situation critique en Afrique. Le Canada est heureux d'appuyer cette proposition. Nous espérons que l'Assemblée générale en temps utile examinera les deux questions primordiales : amoindrir les effets de toute situation d'urgence actuelle ou future et consolider la stratégie à long terme pour le continent. La session extraordinaire, en son temps et à sa façon, renforcera et englobera les nombreuses initiatives et politiques déjà envisagées ou déjà en place dans le système des Nations Unies. Après tout, nous avons déjà un excellent schéma : la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique.

Nous attendons des résultats pratiques et concrets qui pourront être appuyés par tous et qui auront des effets bienfaisants permanents et incontestables pour l'Afrique.

M. Lewis (Canada)

Il me reste une dernière chose à dire - et il faut absolument qu'elle soit dite. Je me rappelle très bien, ainsi que d'autres, la réunion historique du 17 décembre 1984 qui s'est tenue dans une petite salle de comité, au sous-sol, lorsque le Bureau des opérations d'urgence pour l'Afrique a été créé. Je me rappelle très bien cette tristesse insidieuse mais aussi la volonté stoïque de ceux qui nous faisaient l'honneur de leur présence en cette occasion - M. Stern, le Secrétaire général de la Banque mondiale, M. Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et, bien sûr, M. Bradford Morse, qui a été chargé de cette opération massive et urgente. Je me rappelle très bien les observations de mes collègues, leurs appréhensions, leur pessimisme, leur perplexité, leur agitation. Je me rappelle très bien toutes les réunions qui ont suivi en 1985, présidées par M. Morse, avec M. Strong à sa droite, où les pays Membres, en particulier les pays donateurs, dont le Canada, ergotaient et étaient dans tous leurs états au sujet des problèmes d'argent, des effectifs complémentaires, de double emploi de coordination, de prestations et de mille autres détails déconcertants qui minaient la confiance et suscitaient des préoccupations légitimes. Mais, surtout, je me rappelle très bien, et je le reconnaît avec joie, que le Bureau des opérations d'urgence a refusé de se laisser traumatiser, qu'il s'est attelé à la tâche et l'a accomplie de façon magnifique.

Cette dernière année a sûrement été l'un des plus beaux moments de l'histoire des Nations Unies. Le Secrétaire général a exercé son mandat avec la plus grande hauteur de vue, la plus intense concentration et la plus grande clarté. La communauté internationale était galvanisée. Cette petite opération de Brad Morse, agissant au nom de nous tous, collaborant avec les pays donateurs, les pays bénéficiaires, les organisations non gouvernementales, et toutes les institutions concernées des Nations Unies, coordonnant sur le terrain la distribution de l'aide, surmontant ce qui semblait dans bien des cas être des difficultés logistiques insurmontables; ce bureau des opérations d'urgence a prouvé que les Nations Unies, lorsqu'elles se mobilisent, peuvent sauver des centaines de milliers, peut-être des millions de vies.

Il y a une tendance ici à définir la légitimité des Nations Unies exclusivement en termes de questions politiques. Mais c'est là un exemple pourtant où la légitimité et l'objectif ont été confirmés par la qualité de notre réaction face aux problèmes humains.

M. Lewis (Canada)

Tout cela est mémorable et nous rappelle fort à propos ce quarantième anniversaire. Nous devons maintenant faire en sorte que dans 40 ans fleurissent sur le continent africain une multitude d'économies où l'homme pourra s'épanouir.

M. MOYA PALENCIA (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : L'Afrique - la terre qui ne connaît pas le froid - est menacée aujourd'hui du gel de son développement économique et social, de famine et de mort. Il est normal que les pays d'Amérique latine, comme le Mexique, bien qu'ayant eux-mêmes de graves problèmes de croissance économique et de sérieux retards sur le plan social, se présentent à cette tribune pour exprimer leur solidarité avec les peuples africains et contribuer, avec le reste de la communauté internationale, à la solution de la crise que connaissent ces pays.

En adoptant à l'unanimité, en 1984, la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique, l'Assemblée a reconnu l'existence de l'un des problèmes communs les plus importants de notre temps. Un an après, nous constatons que la situation demeure très grave et bien que certains efforts aient permis de réduire les pertes de vies, des efforts concertés accrus sont nécessaires pour résoudre les problèmes à court terme.

L'Afrique, comme le dit la Déclaration, demeure le moins développé de tous les continents. Ses perspectives de relèvement, de croissance et de développement sont sombres et menacées de surcroît par la situation précaire de l'économie internationale. Cette situation oblige la communauté des Etats à mobiliser, à tous les niveaux, les ressources qui permettront d'alléger le fardeau et d'inverser les tendances.

L'économie africaine a pour moteur principal le commerce des matières premières, dont les cours qui n'ont cessé de se détériorer, ont porté préjudice aux pays les moins avancés, et cette économie fait l'objet de fortes pressions. L'augmentation faible ou nulle du produit national, la chute des prix des produits d'exportation, la stagnation nette de l'aide publique au développement, le protectionnisme des pays industrialisés et le fardeau de la dette extérieure sont autant d'exemples des déséquilibres structurels dont elle souffre.

La sécheresse et la malnutrition sont venues exacerber cette situation déjà difficile. Dans la période biennale 1984-1985, il a fallu 6,6 millions de tonnes de vivres et environ un milliard de dollars en aide de différents types.

M. Moya Palencia (Mexique)

La FAO a dénombré 27 pays au sud du Sahara qui, en raison de la sécheresse et d'autres problèmes, connaissent de graves pénuries alimentaires. Sur les 200 millions de personnes qui vivent dans ces pays, 35 millions ont été gravement touchées, 10 millions ont dû émigrer en quête de nourriture, d'eau et de pâturages et l'on a calculé qu'un million de personnes ont perdu la vie. La faim est la conséquence directe de la diminution de la production agricole par habitant dans ces pays. En 1984, le taux de croissance de cette production par habitant a été inférieur à 1,7, et inférieur à 2,5 dans les pays les plus ravagés par la sécheresse.

Au cours des cinq dernières années, la population a augmenté au rythme de 3 p. 100 environ, alors que la production alimentaire n'a augmenté que de 1 p. 100. Les recettes d'exportation des pays de la région demeurent à un niveau extrêmement bas du fait de la détérioration des prix de leurs principaux produits, comme le café, le cacao, le cuivre, le coton et le sucre.

Par ailleurs, la région a connu une forte réduction des flux financiers internationaux. Les prêts de sources officielles ont diminué de 33 p. 100 en valeur nominale entre 1980 et 1983. Les paiements au titre du service de la dette extérieure ont limité de façon tragique la capacité de relèvement des pays africains, tout comme ils ont freiné celle de plusieurs pays d'Amérique latine. Le service de la dette a absorbé 22 p. 100 des recettes d'exportation et les remboursements de capitaux entre 1985 et 1987 seront le double et le triple de ceux effectués entre 1981 et 1983. Frappés par la sécheresse et par la famine, des millions d'Africains se trouvent au bord de la catastrophe alors que les besoins en aide alimentaire de toute la région en 1985 sont inférieurs à 1 p. 100 des dépenses totales de la course aux armements.

Il est nécessaire de s'attaquer aux racines de la crise en adoptant des mesures d'ordre structurel et de transformation durables et à long terme, comme celles mentionnées dans le Plan d'action de Lagos.

Les perspectives sont encore plus incertaines compte tenu de l'évolution de l'économie mondiale. La révision en baisse des projections des institutions financières le confirme également.

Une session extraordinaire de cette assemblée, consacrée à la situation économique de l'Afrique, permettrait de progresser vers l'adoption de mesures

M. Moya Palencia (Mexique)

concernant la fourniture de vivres, d'eau potable, de moyens de transport, la réinstallation de la population dans des zones moins touchées par la sécheresse, des programmes de santé et de nutrition, c'est-à-dire de prendre les décisions qui favoriseront l'énorme potentiel humain et matériel de l'Afrique.*

* Le Président assume la présidence.

M. Moya Palencia (Mexique)

Malgré les pluies qu'ont connues certains pays d'Afrique, la situation dans ce continent s'est aggravée. Cette situation est source de grandes préoccupations.

Depuis plus de 10 ans, la production alimentaire n'est plus suffisante étant donné la croissance démographique. Auparavant, l'Afrique exportait des denrées; aujourd'hui elle importe annuellement plus de 20 millions de tonnes de céréales; une personne sur cinq s'alimente de produits importés. L'hémorragie de devises n'est pas compensée par la vente d'autres produits à l'extérieur. Le quart des devises est utilisé à l'achat d'aliments contre 10 p. 100 il y a 15 ans.

Aujourd'hui il ne suffit pas d'obtenir les moyens financiers nécessaires ni de résoudre les difficultés structurelles. Nous sommes convaincus qu'il convient plutôt de mettre en oeuvre un programme de redressement de l'agriculture et de l'élevage dans les pays les plus gravement touchés. Le but de ce programme devrait être de fournir aux exploitants agricoles les moyens nécessaires pour permettre la production rapide de denrées de base. Des méthodes de production agricole plus efficaces devraient être mises en application.

Les problèmes du continent africain sont nombreux et variés. Leur solution exige que des mesures d'urgence soient prises sans qu'elles s'appliquent pour autant au court terme. Ces mesures doivent permettre de sortir de la situation critique et de jeter les bases d'un développement efficace à long terme.

Le XXI^e siècle doit être un siècle d'espoir et de développement. Nous ne devons pas laisser des divergences conjoncturelles et des intérêts à court terme entraver notre tâche commune. Nous devons participer, dans la mesure de nos moyens et en fonction de notre place dans l'économie, aux efforts pour le développement de ce continent.

Les études entreprises par le système des Nations Unies ont mis en évidence le fait que la capacité de développement de l'Afrique est menacé. L'Afrique ne se trouve pas aux prises avec un problème temporaire susceptible d'être surmonté grâce à l'application d'une politique d'ajustement; elle doit faire face à un double défi : survie et développement.

Les mesures d'ajustement dont la mise en application a commencé dans certains pays ont eu pour effet de réduire la demande interne, de diminuer fortement les importations et de provoquer un effondrement de la consommation et de l'investissement. Mais ces mesures d'ajustement ont, parallèlement, pesé sur les

M. Moya Palencia (Mexique)

structures économiques et provoqué une diminution du niveau de vie compromettant la capacité de développement.

Pour permettre à l'Afrique et aux autres régions de surmonter la grave crise qui les affecte, il faut adopter des mesures susceptibles de rétablir la capacité de développement, d'accroître la production et la productivité, d'améliorer la qualité de la vie, de rénover les structures économiques et de transformer le contexte économique international.

La question qui se pose à nous est toujours la même : comment établir à nouveau un lien sain et bénéfique entre ce continent et l'économie mondiale, particulièrement dans les domaines du commerce, de la monnaie et des finances.

Pour le monde en développement et pour l'Afrique en particulier, un accès plus ouvert de leurs produits aux marchés et l'amélioration des termes de l'échange de même que la possibilité de disposer de ressources financières nouvelles représentent les éléments essentiels de toute stratégie.

Le Mexique est lié d'une manière toute particulière aux pays d'Afrique. Notre patrimoine culturel a été enrichi par leurs apports, leurs traditions, leurs coutumes, leurs rites et leurs couleurs qui, aujourd'hui, font partie de nous-mêmes. Tout comme l'Afrique, nous avons dû lutter pour l'autodétermination et l'indépendance. Aujourd'hui, nous luttons ensemble pour le développement. Nous avons participé aux efforts concrets bien que limités. Les Africains de différents pays ont bénéficié de bourses attribuées par le Mexique et ont pu étudier dans nos universités et nos écoles d'enseignement technique. Nous pensons que les perspectives d'une collaboration future sont immenses; nous espérons qu'elles se concrétiseront.

A cette occasion, nous exprimons notre profonde solidarité et notre appui indéfectible aux peuples de l'Afrique qui luttent pour l'autodétermination, le développement et pour sortir de la situation critique dans laquelle ils se trouvent faute d'un ordre économique international plus juste et plus humain.

M. OTT (République démocratique allemande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation prend la parole dans le cadre du débat sur le point de l'ordre du jour intitulé "Situation économique critique en Afrique" car elle pense que les problèmes ne sont pas seulement régionaux mais touchent bien plutôt à l'ensemble des relations économiques et au développement économique à travers le

M. Ott (RDA)

monde et qu'ils sont étroitement liés aux problèmes politiques, sociaux et humanitaires de notre temps. Au cours du débat général, et dans le cadre de la session marquant le quarantième anniversaire des Nations Unies, de nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement, ainsi que des ministres ou envoyés spéciaux des pays d'Afrique ont souligné que la situation économique dans nombre de pays d'Afrique se caractérise, d'une part, par une nouvelle aggravation des immenses problèmes économiques et sociaux du continent et, d'autre part, par les efforts énormes des pays et des gouvernements africains pour mettre un terme à cette situation économique critique.

Au nom de l'Organisation de l'unité africaine, M. Massamba Sarré, du Sénégal, dans l'allocution remarquable qu'il a faite aujourd'hui, a mis en lumière les activités pertinentes des Etats telles qu'elles ont été soulignées lors de la vingt et unième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet 1985. En même temps, l'opinion publique mondiale est de plus en plus consciente que cette situation précaire doit être redressée par l'adoption de mesures efficaces et l'octroi d'une assistance internationale globale. La République démocratique allemande a suivi cette évolution avec beaucoup d'intérêt dans le cadre d'un engagement actif. A cet égard, la politique de mon pays s'inspire des principes suivants :

Premièrement, l'appui apporté aux Etats d'Afrique et la coopération avec ces pays ont pour but, en premier lieu, de promouvoir le développement équilibré et généralisé de leur potentiel économique. Dans la conduite de ses relations économiques extérieures avec ces pays, la République démocratique allemande s'attache particulièrement aux domaines qui revêtent une importance cruciale pour leur développement indépendant.

Deuxièmement, pour la République démocratique allemande, le développement complexe des relations économiques, scientifiques et techniques avec ces pays est une contribution à une restructuration démocratique des relations économiques internationales.

Troisièmement, il existe un lien intrinsèque entre l'élimination du danger d'une guerre mondiale nucléaire et la prévention de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique, l'arrêt de la course aux armements, les mesures concrètes de désarmement et les mesures visant à résoudre les problèmes économiques. Les Etats

M. Ott (RDA)

membres du Traité de Varsovie, dans leur déclaration adoptée récemment à Sofia, ont à nouveau accordé une grande attention à ce fait. Il est évident que la mise en application des propositions importantes présentées par les membres du Traité de Varsovie en vue d'arrêter la course aux armements - et notamment la proposition concernant une réduction substantielle des dépenses des Etats dans le domaine de l'armement et l'utilisation d'une partie des fonds ainsi économisés à la réalisation de programmes économiques et sociaux des pays en développement - permettrait également d'améliorer la situation régnant sur le continent africain.

M. Ott (RDA)

Quatrièmement, l'assistance de la RDA aux pays d'Afrique et aux mouvements de libération, ainsi que sa coopération avec eux, s'inspirent d'un esprit de solidarité avec les peuples africains qui luttent pour le développement et la paix et contre l'apartheid et l'oppression. Je tiens à rappeler les données complètes sur l'assistance globale de la RDA, qui ont été publiées dans un document officiel des Nations Unies, sous la cote A/C.2/40/2, du 3 octobre 1985.

Dans la Déclaration sur la situation économique en Afrique, adoptée à leur récente réunion au sommet, les membres de l'OUA ont réaffirmé ce qui suit :

"Nous avons par conséquent résolu de prendre des mesures concrètes, à titre individuel et collectif, pour assurer le développement économique de notre continent dans l'unité et la solidarité avec les peuples et les Etats membres africains."

Le Plan d'action de Lagos et la stratégie de base qu'il contient symbolisent par conséquent la volonté collective des Etats africains de sortir de leur situation économique critique. La RDA souscrit pleinement à ce document.

La Déclaration sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique, adoptée à Lomé en août 1985, souligne à juste titre le lien étroit qui existe entre les objectifs de sécurité, de désarmement et de développement non seulement en Afrique mais dans le monde entier.

Les documents dont je viens de parler indiquent la voie à suivre pour résoudre les problèmes économiques et sociaux du continent africain. Malgré les énormes efforts consentis par les Etats concernés et l'importante assistance de la communauté internationale, la situation n'a pas changé pour l'essentiel. Les raisons profondes de cette situation sont bien connues. La RDA partage l'opinion selon laquelle l'une des principales raisons est la déformation des structures économiques, causée par le colonialisme. L'économie mondiale capitaliste, que son développement prédispose aux crises, représente un énorme fardeau pour l'Afrique. Les taux d'intérêt élevés, le dollar surévalué et l'évolution des prix, qui ont des effets négatifs sur les exportations des principaux produits de base des Etats africains, ont encore détérioré les termes de l'échange de ces pays sur les marchés internationaux. De nombreux Etats de la région ont dû à ce jour réserver entre 50 et 60 p. 100 de leurs recettes d'exportation au service élevé de la dette. Au cours des dernières années également, les sociétés transnationales ont

M. Ott (RDA)

constamment augmenté leur superbénéfices en dépit de la pauvreté, de la faim et des problèmes économiques qui font rage dans les pays d'Afrique. Les faits détruisent le mythe de ce que l'on a appelé une assistance désintéressée et montrent que la fuite de capitaux vers les pays occidentaux dépasse de loin l'entrée de capitaux. La situation déjà dramatique est encore aggravée par les catastrophes naturelles.

Avec d'autres Etats socialistes, membres du Conseil d'assistance économique mutuelle, la République démocratique allemande affirme de nouveau sa solidarité et son appui aux peuples africains dans leur juste lutte pour l'indépendance et le progrès économique. Un pourcentage considérable de l'aide fournie par la RDA en 1984 aux pays en développement et aux mouvements de libération nationale, de l'ordre de 1,82 milliard de marks, est allé à l'Afrique, plus de 270 millions de marks ont été affectés ces dernières années aux mesures de secours accélérés comprenant des vivres, des semences, des médicaments et d'autres produits d'importance vitale pour les pays affectés. En 1985 également, la RDA a continué d'apporter des secours aux pays africains. A cet effet, plus de 130 millions de marks ont été alloués et la plus grande partie des services ainsi financés ont déjà été fournis. Des expéditions importantes ont été faites par exemple à la Zambie, à la Tanzanie, au Mozambique, à l'Angola et à l'Ethiopie, pays particulièrement frappés par la sécheresse. Là-bas, des avions et des équipages de la RDA ont cette année transporté 9 000 tonnes de marchandises à titre de secours. Dans la seule province de Tigre, ils ont quotidiennement ravitaillé en vivres 60 000 personnes. Les dons recueillis auprès de la population de la RDA ont été utilisés pour financer au titre de la solidarité des expéditions de médicaments et de matériel médical ainsi que de vêtements, du matériel scolaire et des véhicules.

Une assistance d'urgence a également été fournie à des pays d'Afrique, comme le Bénin, la Guinée-Bissau, le Ghana, le Congo, Madagascar, le Zimbabwe, le Mali, Sao Tomé-et-Principe et à d'autres Etats.

Cependant, les mesures d'urgence ne sont qu'un élément des mesures complexes nécessaires pour surmonter la situation économique critique en Afrique. Par conséquent, dans la conduite de ses relations de coopération avec beaucoup de pays de ce continent, la RDA a mis l'accent sur les projets et accords à long terme. Mon pays participe à l'établissement d'une base industrielle nécessaire, à la promotion d'une productivité agricole accrue, à la création de secteurs publics et

M. Ott (RDA)

coopératifs efficaces dans les économies nationales, à la formation de la main-d'oeuvre requise, autant de domaines qui représentent un véritable défi pour ces pays. Je voudrais mettre en particulier l'accent sur la coopération à long terme qui s'est établie dans ce sens avec l'Algérie, l'Egypte, l'Ethiopie, le Mozambique et la Tanzanie. La RDA a aidé ces pays à construire des usines et des projets d'infrastructure. Près de 880 ressortissants zambiens achèveront un programme de formation professionnelle en République démocratique allemande vers la fin de 1985, tandis que 5 000 Mozambiquais suivent des cours de formation professionnelle.

La solution des problèmes économiques en Afrique est un défi pour les Nations Unies également. Nous apprécions les efforts et le dévouement personnel du Secrétaire général des Nations Unies à cet égard. Il est indubitable que les Nations Unies doivent contribuer à la mobilisation de nouvelles possibilités et de nouvelles réserves pour donner un cours positif aux tendances de développement dans cette région. Il est vrai que la coordination des mesures de secours dans le cadre du système des Nations Unies demeure une tâche importante. Ce qui s'impose d'urgence c'est une action concrète pour promouvoir la production alimentaire dans les pays africains, pour mobiliser les importantes ressources humaines de l'Afrique, pour accroître les possibilités d'éducation ainsi que les compétences et pour promouvoir de manière équilibrée le développement agricole et industriel en Afrique.

Ce ne sont là que quelques-uns des domaines prioritaires qui doivent faire l'objet de programmes opérationnels et d'activités connexes des Nations Unies. Nous estimons que ces efforts doivent en même temps être liés à la nécessité de mettre en oeuvre les décisions relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de faire démarrer les négociations qui s'imposent dans ce domaine au sein des Nations Unies.

M. Ott (RDA)

La République démocratique allemande partage l'avis de nombre de pays en développement selon lequel la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique en Afrique et celle d'une conférence internationale sur la situation de la dette extérieure africaine favoriseront la solution des problèmes actuels.

Le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est, pour nous, une occasion de souligner avec force que l'apartheid persiste encore au sud du continent africain. Une politique d'agression et de terrorisme d'Etat poursuivie par le régime raciste d'Afrique du Sud à l'intérieur et à l'extérieur du pays et une politique dite "d'engagement constructif" avec ce régime non seulement mettent en danger la paix et la sécurité dans la région mais la coopération internationale en général. Cette situation gêne les efforts que font les nations africaines pour réaliser des progrès économiques, résoudre leurs problèmes socio-politiques et éliminer la faim et la misère.

Pour terminer, permettez-moi de vous assurer, monsieur le Président, que la République démocratique allemande demeure prête à participer à la lutte commune pour résoudre les problèmes économiques internationaux.

M. MACIEL (Brésil) (interprétation de l'anglais) : La solidarité et l'assistance humanitaire sont des devoirs moraux dans les relations internationales qui nous imposent la responsabilité de répondre énergiquement à la situation dramatique que connaît l'Afrique.

Il convient pourtant d'établir clairement une distinction entre les besoins à court terme et les besoins structurels à long terme, qui sont étroitement liés au processus de développement d'ensemble et qui s'insèrent dans la crise générale de l'économie mondiale, dans son ensemble, et des économies des pays en développement, en particulier. Le Brésil, on le sait fort bien, n'est pas dans une situation qui lui permette de fournir une assistance d'urgence très importante dans absolument tous les cas. Néanmoins, nous cherchons à intensifier nos programmes de coopération visant à atteindre les objectifs fixés par les pays africains eux-mêmes, comme nous le demande l'Assemblée générale aux termes des résolutions qu'elle a adoptées relativement au point 30 de notre ordre du jour intitulé "Situation économique critique en Afrique".

Au cours des quelques dernières années, ma délégation a eu l'occasion de présenter ici et dans d'autres forums de brèves descriptions de nos programmes avec

M. Maciel (Brésil)

plusieurs pays africains. Nous nous sommes engagés à accroître cette coopération. A cet égard, nous cherchons à donner plus d'ampleur à notre coopération avec l'Afrique dans le cadre des plans de la Décennie des transports et des communications pour l'Afrique. Il s'agit là d'un domaine où le Brésil a acquis expérimentalement de très grandes connaissances en ayant à oeuvrer à partir de situations géographiques et économiques très diverses que présente son territoire. Depuis que le Pr Adedeji s'est rendu, en 1983, au Brésil, nous avons intensifié notre coopération avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et avons déjà entrepris plusieurs tâches relatives à la Décennie des transports et des communications.

Cette entreprise implique, cependant, l'assistance d'organisations internationales pour le développement et, compte tenu de la priorité reconnue à la situation économique critique en Afrique, nous espérons que celles-ci pourront être à même d'appuyer de nouvelles initiatives présentées dans le cadre de la coopération Sud-Sud dans cette région. A cet égard, et dans le but d'accroître les possibilités de renforcer notre coopération avec l'Afrique, ma délégation, parallèlement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la CEA, a envisagé différentes autres méthodes qui nous permettraient d'obtenir un financement supplémentaire, notamment en ce qui concerne les besoins de monnaies convertibles pour les différents programmes que nous mettons en oeuvre avec les pays africains.

Puisque j'ai abordé la nécessité de la participation des organisations internationales, qu'il me soit permis de parler du rôle directeur joué par l'Organisation des Nations Unies et par les organisations qui lui sont apparentées. Ces organisations ont été appelées à jouer un rôle central dans la promotion, la mise en oeuvre et la coordination de diverses activités qui sont déjà en cours. Ce fut, pour elles, une lourde charge à cause des tâches supplémentaires et des responsabilités nouvelles qui leur incombaient, une charge qu'elles ont tout de même assumée, bien qu'elles n'aient point bénéficié de l'appui financier dont elles avaient besoin. C'est ce qui s'est passé pour le PNUD, qui cherche à accroître la portée et le nombre de ses opérations, mais qui ne dispose pas des ressources nécessaires pour s'acquitter de ces nouvelles tâches sans porter atteinte à la poursuite d'autres activités. Il est de fait, cependant, que les ressources consacrées aux secours d'urgence, bien qu'elles ne correspondent manifestement pas aux besoins réels, représentent un montant substantiel fourni, en

M. Maciel (Brésil)

grande partie, par le biais du système des Nations Unies. Il n'en reste pas moins qu'une part très faible de ce montant est consacrée au financement des dépenses engagées par plusieurs organisations intervenant dans ce processus.

Je voudrais maintenant parler des besoins à long terme. Au cours des discussions que nous avons eues sur cette question, les rapports entre les problèmes de l'Afrique et les problèmes du monde ont été mis en lumière dans plusieurs déclarations, notamment celles des chefs d'Etat et de gouvernement africains, du Secrétaire général, de l'administrateur du PNUD, du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Directeur exécutif de la CEA. Il existe manifestement une série de problèmes qui sont particuliers à l'Afrique, mais les besoins à long terme sont étroitement liés à la grave crise de l'économie mondiale et doivent être traités en conséquence. A ce propos, les programmes d'assistance humanitaire, pour importants qu'ils soient, ne sauraient remplacer les plans et programmes de développement à moyen et à long terme qui sont nécessaires.

Nous notons avec plaisir que les pays africains eux-mêmes se préoccupent également de cette question et ont présenté une série de besoins d'ensemble relatifs aux déséquilibres structurels de l'ordre économique actuel. Cette observation a été clairement formulée lors de la discussion de ce point à la session de juillet du Conseil économique et social, lorsque des questions telles que l'amélioration et la stabilisation des prix des matières premières, l'accentuation de la tendance protectionniste et la gravité de la dette étrangère ont été soulignées.

La communauté internationale a prouvé qu'elle était prête à répondre aux besoins d'urgence de l'Afrique. Les questions plus profondes soulevées par les besoins à long terme exigent, cependant, une réaction positive analogue. Les questions du rapport entre les questions monétaires et financières et le commerce sont au centre des problèmes que connaît l'Afrique, de même que d'autres régions en développement du monde. L'Assemblée générale, aux termes de la Charte des Nations Unies, est non seulement habilitée à examiner ces questions, mais elle a le devoir de le faire. Nous espérons donc que cette quarantième session réagira également à ces problèmes structurels.

M. REED (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis se félicite de l'occasion qui nous est donnée de discuter de la situation économique en Afrique et de faire des recommandations sur ce que le système des Nations Unies et les gouvernements africains peuvent faire à ce sujet. Notre premier objectif doit être le redressement de l'Afrique pour la sortir de la crise la plus dévastatrice de ce siècle; il faut faire redémarrer le moteur "gommé" du développement à long terme. Mais il faut aussi passer en revue les 18 derniers mois pour revoir ce que la communauté internationale, ce que nous-mêmes avons appris dans notre action commune devant les souffrances des peuples d'Afrique. En outre, bien que les pluies soient revenues dans beaucoup de régions et qu'il y ait des signes encourageants dans le secteur agricole, le cycle pernicieux de la sécheresse ne manquera pas de réapparaître à un moment ou à un autre au cours de la présente ou de la prochaine décennie. Les gouvernements africains et la communauté internationale doivent prendre des mesures préventives maintenant pour en minimiser l'impact futur.

Si nous analysons l'action entreprise au cours des 18 derniers mois, devant l'urgence de la situation en Afrique, nous pouvons dire que nous avons assisté à l'une des campagnes les plus herculéennes de solidarité et d'appui de la part de la communauté internationale, une campagne de mobilisation sans précédent ces dernières années. Des noms comme Erythrée, Tigre, Darfour et Gao nous sont maintenant familiers à tous, car ils ont été au centre d'une tragédie humaine et sont le symbole des difficultés que nous avons rencontrées pour maîtriser ces situations tragiques. Devant les catastrophes et les souffrances humaines, nous donnons le meilleur de nous-mêmes, mais les activités de secours ont connu certaines difficultés. Dans une action d'une telle complexité, entreprise à une telle échelle, il ne peut pas ne pas y avoir de difficultés. Des obstacles politiques, par exemple, ont été semés sur la voie de la livraison rapide des secours dans certains pays. Certains intérêts acquis, au sein même du système des Nations Unies, continuent de se manifester, rendant plus difficile notre effort collectif de secours.

Néanmoins, les Nations Unies et la communauté internationale ont tout lieu d'être fiers de leur action, de leur dévouement et de leur efficacité, ainsi que du leadership manifesté par le Bureau des opérations d'urgence des Nations Unies

M. Reed (Etats-Unis)

pour l'Afrique dans cette opération massive de secours. La capacité du Bureau des opérations d'urgence de mobiliser des ressources, de servir de liaison entre les différentes institutions au siège et hors siège, a permis de maintenir l'élan de l'appui de la communauté internationale. Cela a montré aux détracteurs des Nations Unies et aux sceptiques que l'Organisation sait se montrer à la hauteur de sa tâche. Gardons en mémoire les activités du Bureau des opérations d'urgence des Nations Unies au moment où nous nous apprêtons à quitter la phase des secours d'urgence pour passer à celle du développement à plus long terme. L'efficacité du Bureau des opérations d'urgence et des institutions qui travaillent étroitement avec lui, telles que le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) illustrent bien ce qu'il est possible de faire devant une situation d'urgence généralisée et peuvent nous aider à redécouvrir la véritable vocation des Nations Unies.

Aux Etats-Unis, nous sommes fiers de la manière dont nous avons réagi devant les problèmes des peuples africains en une heure désespérée. Cette action représente l'union d'intérêts disparates, resserrés par une volonté commune : aider ceux qui sont moins fortunés que nous. Des particuliers, des écoles, des universités, des entreprises, la presse, des organisations bénévoles, des églises, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif du gouvernement, au niveau de chaque Etat et au niveau national, ont tous travaillé de concert pour mettre au point des programmes, recueillir l'assistance et faire parvenir les secours aux victimes. L'esprit qui a régné est bien celui de la coopération internationale. Le sentiment que les besoins de l'Afrique sont nos besoins et que cette question dépasse la ligne des partis politiques nous unit tous.

Au cours des seuls 12 derniers mois, mon gouvernement, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, a fourni plus de la moitié de toute l'aide alimentaire de secours destinée à l'Afrique : plus de trois millions de tonnes métriques, équivalant à 1,1 milliard de dollars. En outre, les Etats-Unis ont fourni 135 millions de dollars sous forme de fonds d'urgence non alimentaires à l'Afrique sub-saharienne. Je souligne que ces chiffres dépassent de loin le programme d'assistance économique régulier à l'Afrique, qui a dépassé un milliard de dollars en 1985, et s'y ajoutent. Un autre fait important est que des citoyens américains

M. Reed (Etats-Unis)

et des organisations privées ont fourni plus de 200 millions de dollars pour faire face aux besoins urgents de l'Afrique cette année seulement.

Nous avons réappris, grâce à la crise tragique de l'Afrique, ce qu'est une collaboration efficace. Nous avons réappris ce que nous pouvons faire en mettant en commun nos ressources et nos compétences pour atteindre un même but. La télévision et la presse libre ont joué un rôle considérable pour permettre à la communauté internationale de rester informée. Maintenant que s'effacent de nos écrans l'image d'enfants affamés, nous devons absolument continuer de nous attaquer aux problèmes moins "visuels", moins "spectaculaires" du développement économique à long terme de l'Afrique. Le développement est un problème à long terme pour lequel il n'y a pas de remède immédiat ou miraculeux et, après la sécheresse paralysante qui a causé la détérioration, pour ne pas dire l'effondrement d'une grande partie de l'infrastructure, la tâche est doublement difficile.

La sécheresse de ces dernières années a accentué la crise économique la plus grave de l'histoire moderne en Afrique sub-saharienne, mais n'est pas la cause principale de la crise. L'Afrique est un continent de jeunes nations dont la plupart sont devenues indépendantes au cours du dernier quart de siècle. Plusieurs de ces jeunes nations ont traversé le processus souvent coûteux et douloureux de l'expérimentation de toute une série de modèles de développement économique et politique, certains de ces modèles réussissant tandis que plusieurs autres échouaient. Il y a 20 ans à peine, plusieurs membres de la communauté internationale voyaient ces nations naissantes avec beaucoup d'optimisme et comparaient l'Afrique, avec son vaste potentiel de ressources humaines et naturelles et de sa capacité de développement, à un géant endormi.

Déjà vers la fin des années 70 et au début des années 80, avant la sécheresse, on était moins euphorique au sujet du potentiel de l'Afrique. La plupart des indicateurs du développement - l'analphabétisme, mortalité infantile, production alimentaire et espérance de vie - ralentissaient, voire se détérioraient. Certains pays tels que le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Botswana, le Malawi, faisaient exception et la croissance semblait y être efficace et équitable dans presque tous les secteurs. Mais pris dans leur ensemble, alors qu'en Amérique latine et en Asie les progrès se faisaient sentir, l'Afrique semblait immobile.

M. Reed (Etats-Unis)

De même que les solutions du développement africain sont complexes, les causes de l'échec de ce développement le sont tout autant. Si nous nous permettons de généraliser cependant, nous disons que dans beaucoup trop de cas les gouvernements africains semblaient décidés à étouffer les initiatives de leurs agriculteurs et du secteur privé afin de privilégier une petite élite urbaine, politiquement influente. Cela, ajouté à d'importants investissements dans l'industrie et à la protection de l'industrie, d'une part, et au peu de priorité accordé à l'agriculture, d'autre part, a conduit aux résultats que l'on ne connaît que trop bien : érosion du secteur de la production alimentaire; importation de denrées alimentaires à bon marché; industrie très peu rentable mais lourdement subventionnée; pénurie d'investissements venant de l'épargne nationale; exode, le plus souvent en raison des possibilités limitées, de la main-d'oeuvre qualifiée vers des pays à l'économie plus dynamique. Le déclin de la production alimentaire, la croissance démographique, un profond endettement et une base de ressources limitées sont autant de facteurs qui ont contribué à la crise économique et à la diminution persistante du niveau de vie. Aujourd'hui, l'Africain moyen est plus pauvre qu'il ne l'était en 1970. Si les tendances et les politiques ne sont pas modifiées, il deviendra plus pauvre encore.

Au lieu de remédier aux piètres résultats des politiques économiques des années 70, nombreux sont les pays qui ont beaucoup emprunté quand les pétrodollars étaient abondants et que les flux de capitaux montaient. Les flux de capitaux ont permis à ces pays de remettre à plus tard des ajustements structurels pourtant nécessaires. C'est ainsi que leur situation interne s'est détériorée au point que nous connaissons. A présent, ils ne peuvent plus méconnaître la nécessité de réformes de politique générale, et ces réformes qui se sont tant fait attendre ne seront pas aisées.

De plus, les donateurs bilatéraux et multilatéraux à de nombreuses nations nouvelles ont souvent orienté leur aide à des conditions de faveur vers des projets coûteux d'infrastructure, dont beaucoup aujourd'hui ne peuvent même pas être maintenus en raison des coûts renouvelables très élevés qu'ils occasionnent et des faibles revenus qu'ils génèrent. Les donateurs des années 60 et 70 semblaient plus décidés à répondre aux souhaits des gouvernements qu'à travailler en collaboration avec eux et avec d'autres donateurs à la réalisation des objectifs prioritaires de

M. Reed (Etats-Unis)

développement. On peut encore voir les vestiges de ces vastes projets de développement industriel un peu partout en Afrique. Ceux qui fournissent une aide au développement et les bénéficiaires de cette assistance ne peuvent revenir aux pratiques du passé. Ces pratiques ont échoué dans une grande mesure, et il nous faut trouver de nouveaux modèles d'aide au développement.

Comme je l'ai déjà dit, la sécheresse tragique a ranimé l'intérêt à l'égard de l'Afrique et a accru la prise de conscience de la nécessité d'envisager des méthodes de développement à long terme pour répondre aux besoins à long terme. On a beaucoup analysé les causes des échecs, et nous avons nous-mêmes présenté notre analyse à ce sujet. Certains continuent d'être pessimistes quant aux perspectives d'une croissance économique soutenue dans nombre de régions du continent. Il y a à peine 10 ans, certains avaient des doutes analogues au sujet de la capacité de l'Inde d'arriver un jour à se nourrir. Et pourtant, ce pays vaste et complexe, qui a bien plus de bouches à nourrir que toute l'Afrique sudsaharienne, a prouvé que c'était possible en remaniant ses priorités afin d'obtenir une production alimentaire maximum. Cela est possible dans le cas de l'Afrique et cela doit être fait.

La situation d'urgence en Afrique nous a tous profondément troublés et choqués. Mais ce choc nous a conduits à un nouveau réalisme. Les gouvernements africains commencent à changer leur politique de manière à encourager les agriculteurs à produire davantage. Le Ghana, qui glisse sur la pente économique depuis au moins 10 ans et qui se remet seulement de la sécheresse, a accordé une attention prioritaire au secteur rural. Faisant une remarquable volte-face, le Ghana a connu sa première récolte excédentaire de maïs depuis des années. Quelques pays qui ont toujours mis l'accent sur le secteur agricole semblent s'être sortis un peu mieux que la plupart des difficultés économiques.

Autrement dit, il est possible de relancer le moteur du développement économique et de progresser vers l'autosuffisance alimentaire. Nous nous félicitons de voir que la Déclaration publiée par les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au mois de juillet a adopté un point de vue réaliste au sujet des problèmes et des échecs du développement. Nous sommes heureux qu'elle ait reconnu que les gouvernements africains eux-mêmes sont responsables de la formulation des politiques et des programmes devant assurer le

M. Reed (Etats-Unis)

développement et que le secteur agricole doit se voir accorder la priorité.

En fait, les participants au Sommet de l'OUA ont engagé leurs gouvernements :

"à accroître progressivement la part des investissements publics de [leurs] pays respectifs dans le secteur agricole pour tendre vers l'objectif minimum de 20 à 25 p. 100 d'ici à 1989." (A/40/666, p. 6, par. 11)

C'est un énoncé très positif des nouvelles priorités qui mérite l'appui de la communauté internationale.

Devant ces signes encourageants et ce nouveau réalisme dans nombre de pays africains, les Etats-Unis d'Amérique sont attachés plus que jamais à un développement à long terme. Depuis que le Gouvernement du président Ronald Reagan est au pouvoir, notre programme régulier d'aide économique à l'Afrique sudsaharienne a été augmenté de plus de 55 p. 100. Nous nous efforçons, en étroite collaboration avec nos partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), du Fonds arabe et des institutions de financement internationale, d'éviter les doubles emplois dans les programmes. Près de 86 p. 100 de toute l'aide reçue par l'Afrique provient de ces sources. Nous regrettons sincèrement que les pays du bloc de l'Est ne fournissent qu'environ 2 p. 100 de l'assistance économique à l'Afrique.

L'assistance bilatérale des Etats-Unis à l'Afrique est axée sur des programmes de réforme des politiques générales susceptibles d'encourager la croissance et de permettre aux agriculteurs et aux hommes d'affaires africains de jouer un rôle plus dynamique. Des programmes étroitement reliés entre eux sont conçus pour développer les techniques, les institutions et le capital humain. Après 30 années d'assistance au développement faites d'expériences et d'erreurs, nous avons fini par comprendre que le secteur privé est le meilleur moteur de croissance. Une étude de la Banque mondiale a montré que les pays les moins développés qui ont créé un environnement favorable au secteur privé connaissent un taux de croissance beaucoup plus élevé que les pays qui n'ont pas procédé ainsi.

Nous donnons une priorité considérable au secteur agricole. Nous appuyons des réformes et des programmes de marchés et du système de fixation des prix afin d'augmenter la productivité agricole. Au cours des quinze prochaines années, nous avons l'intention de dépenser environ un milliard de dollars pour la recherche agricole en Afrique, et en janvier dernier le président Reagan a annoncé une nouvelle initiative d'assistance alimentaire sur plusieurs années conçue pour appuyer des réformes de politique générale dans le secteur agricole.

M. Reed (Etats-Unis)

Outre le fait que nous fournissons une aide de soutien rapide à la balance des paiements par des dons en espèces et le truchement de programmes de produits de base, 75 millions de dollars distribués par le Programme de réforme des politiques économiques ont été fournis sous forme d'une aide supplémentaire et plus souple à ceux des pays africains qui ont accepté de réaliser des réformes importantes de leur politique économique.

Les Etats-Unis reconnaissent clairement toute la gravité des problèmes économiques de l'Afrique et le lourd fardeau de la dette dans la région. Si nous voulons que le nouveau réalisme des gouvernements africains et leur acceptation de procéder à des réformes de leur politique portent leur fruit, la communauté des pays donateurs doit avoir un programme d'assistance bien coordonné. S'ils n'agissent pas ainsi, ils prêteront le flanc à ceux qui critiquent ces réformes et compromettront les efforts des dirigeants africains qui ont eu le courage et la prévoyance d'adopter des mesures énergiques. C'est pourquoi nous avons prêté la plus grande attention aux propositions que notre secrétaire au trésor, M. James Baker, a faites le mois dernier à la réunion de Séoul de la Banque mondiale. Nous sommes encore en train d'examiner ces propositions et d'en discuter avec nos partenaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Elles ont pour but d'augmenter de manière substantielle le financement à des conditions de faveur que l'on pourrait accorder aux pays africains et aux pays les moins développés par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale du FMI. Ainsi, les remboursements du Fonds d'affectation spéciale seraient réservés aux pays les plus pauvres et nous sommes heureux que le Comité intérimaire ait adopté cette proposition à Séoul. En outre, une proposition d'une portée plus étendue prévoit un rôle plus important pour la Banque mondiale pour ce qui est des prêts structurels aux pays les plus pauvres, ce qui implique d'ailleurs une collaboration plus étroite entre la Banque mondiale et le FMI. Il reste beaucoup à faire pour donner une forme précise à cette proposition plus étendue et nous travaillons activement avec les dirigeants africains et ceux de l'OCDE, ainsi qu'avec les institutions financières internationales, pour mettre ce programme en pratique. Les Etats-Unis envisagent de consacrer des ressources additionnelles à cette approche générale Banque mondiale/FMI, si d'autres sont disposés à apporter une contribution complémentaire équitable.

M. Reed (Etats-Unis)

Les événements du passé et l'actuelle situation d'urgence nous ont appris beaucoup, et nous nous faisons aujourd'hui une idée beaucoup plus réaliste des besoins de l'Afrique. Ainsi que je le faisais remarquer auparavant, l'élan en faveur de l'Afrique et l'intérêt suscité à la suite de la tragique sécheresse qui s'est abattue sur elle doivent être maintenus au cours des prochaines décennies, en vue d'assurer le développement à long terme dont l'Afrique a besoin pour réaliser tout son potentiel économique. Beaucoup a déjà été fait pour soutenir cet intérêt dans le contexte des Nations Unies. L'an dernier, notre délégation a soutenu fermement le point de vue qu'une attention prioritaire devait continuer d'être portée à l'Afrique. Grâce à cela et aux efforts déployés par d'autres, nous avons fait connaître nos vues sur les besoins à court et à long termes de l'Afrique lors de la session du Conseil économique et social de l'été dernier, et maintenant, quatre mois plus tard, nous sommes de nouveau en train de discuter cette importante question à la quarantième session de l'Assemblée générale. Les chefs d'Etat africains, conformément à la Déclaration de l'OUA, demandent que l'on organise une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la crise économique africaine. Les Etats-Unis d'Amérique estiment qu'il est nécessaire de consacrer une attention prioritaire constante à l'Afrique afin de maintenir l'élan d'assistance. En fait, le président Reagan, en discutant avec le Président de l'OUA, le président Diouf, a appuyé récemment l'idée de tenir une session extraordinaire. Néanmoins, notre délégation croit fermement qu'une telle réunion doit être structurée de manière très méthodique et qu'elle doit mettre très nettement l'accent sur les besoins de l'Afrique en matière de développement et sur les réalités africaines. Elle doit se garder de demander des solutions dont on sait qu'elles sont irréalisables, ni de nouvelles structures faisant double emploi avec d'autres. En plus de cela, la session extraordinaire devrait définir de manière détaillée les mesures que les gouvernements africains eux-mêmes prennent pour remanier leurs priorités de développement, revoir les modalités de l'assistance multilatérale et bilatérale existantes et déterminer toute insuffisance éventuelle. Les Etats-Unis, à ce stade, se proposent de mettre au service de cet objectif toutes leurs connaissances en matière de développement.

En outre, nous devons éviter soigneusement de créer des malentendus aux yeux du public sur les buts de la session extraordinaire. Les Etats-Unis recommandent

M. Reed (Etats-Unis)

donc qu'afin de réduire les dépenses, la session extraordinaire soit organisée en même temps, ou juste avant ou juste après la reprise de la session de l'Assemblée générale.

Les Nations Unies, par l'intermédiaire de son Bureau des opérations d'urgence en Afrique, des institutions collaborant avec lui, ainsi que de la communauté internationale, ont prouvé leur capacité de coopération, leur intérêt et leur capacité de répondre aux problèmes posés. Il ne faut pas que cet intérêt s'estompe car, il est évident qu'il n'y a aucune raison de perdre confiance dans les possibilités de réponse de l'Afrique et de son développement à long terme. Evidemment, il reste beaucoup à faire. La tâche à accomplir dépasse les capacités d'un seul pays. Le système des Nations Unies dans son ensemble, - et chacun de nous individuellement - doit rester attaché à la réalisation de cette tâche.

M. KULAWIEC (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Je voudrais pour commencer, au nom de la délégation tchécoslovaque, féliciter les délégations de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine à l'occasion de l'anniversaire de la Grande Révolution d'octobre.

L'humanité est actuellement confrontée à plusieurs problèmes globaux, parmi lesquels, à part le conflit nucléaire, un des plus importants est le problème de la famine et de la malnutrition, dont souffrent des centaines de millions d'habitants de plusieurs pays en développement, principalement en Afrique. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative des Nations Unies lorsqu'elles demandent aux pays de les aider à apporter une solution à ce problème.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

Nous pensons qu'il est parfaitement justifié que l'on ait, pour la deuxième année de suite, décidé d'examiner la question de la famine et de la situation critique en Afrique à l'Assemblée générale.

La Tchécoslovaquie a souvent exposé sa position sur les problèmes de la famine et de la malnutrition dans les pays en développement, fondée sur des analyses approfondies des causes réelles de ces problèmes, sans perdre de vue d'autres aspects qui rendent le problème de la famine plus complexe. Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'émergence d'Etats politiquement indépendants a été un succès éclatant des mouvements de libération nationale des anciennes colonies. Cependant, les problèmes économiques croissants dans les pays en développement prouvent à l'évidence que, pour surmonter les conséquences de siècles de pillage colonial, il ne suffit pas simplement d'assurer l'indépendance politique de ces pays. Seule l'étape suivante, la décolonisation économique - et je souligne, "économique" - et son corollaire, l'instauration d'un nouvel ordre économique international, peuvent prévenir l'usage de pratiques néo-colonialistes de plus en plus perfectionnées et par conséquent améliorer les conditions de vie de la population.

A cet égard, je voudrais souligner que la solution de tous les problèmes mondiaux, y compris la situation peu satisfaisante de l'approvisionnement en produits alimentaires dans les pays en voie de développement n'est possible que dans des conditions marquées par la paix, la confiance mutuelle, la cessation de la course aux armements et un processus progressif du désarmement. Nul ne peut nier que, malgré les pluies qui tombent maintenant depuis quelques mois dans la plupart des pays d'Afrique, le problème de la famine persiste. Des difficultés nouvelles sont apparues, dont les plus graves sont l'insuffisance des semences et des installations d'entmagasinage dans un certain nombre des ports africains et les effets négatifs, sans cesse plus marqués, d'une infrastructure inadéquate.

La sécheresse et l'augmentation du taux de croissance démographique sont sans aucun doute des facteurs importants qui influent sensiblement sur la capacité d'assurer aux populations les denrées alimentaires nécessaires. Cependant, ces facteurs ne font que rendre encore plus complexe une situation économique déjà critique, dont l'origine réside dans l'insuffisance des structures matérielles et technologiques des pays africains, séquelle de leur passé colonial.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

La plupart des pays africains ont des économies essentiellement agricoles, qui prédéterminent la place qu'ils occupent dans le système actuel de division internationale du travail. Cette division dans la pratique est déséquilibrée par les activités des sociétés transnationales, qui cherchent à s'assurer une sortie constante de capitaux dont le volume est de plusieurs fois supérieur aux investissements initiaux qui ont été faits dans des secteurs sélectionnés des économies des pays en développement. Ainsi se développe une tendance croissante à préserver une économie monoproductrice dans les pays en développement, ce qui entraîne la vulnérabilité de leurs économies et accroît leur dépendance à l'égard des pays capitalistes. A l'heure actuelle, alors que des millions de personnes souffrent de la faim dans les pays en développement, certains pays capitalistes détruisent leurs excédents agricoles afin de maintenir aux niveaux actuels les prix des produits agricoles. Or, pour détruire ces excédents qui se chiffrent à plusieurs millions de tonnes, on dépense des centaines de millions de dollars des Etats-Unis. Il y a là une anomalie qui découle de la logique même du fonctionnement des forces de marché libre - système que vantent tellement à l'heure actuelle certains pays capitalistes. Et cette façon d'agir est en contraste frappant avec la manière dont ces pays accordent une soi-disant aide publique au développement au Etats en développement.

Les pays en développement connaissent les effets négatifs de l'infiltration des capitaux privés et publics dans leurs économies et des fluctuations des marchés mondiaux. A un degré plus ou moins grand, ils dépendent tous de l'importation de produits alimentaires et se heurtent à toute une série de conséquences négatives : accès de plus en plus difficile aux marchés mondiaux, par suite de l'application de mesures protectionnistes; de politiques d'intervention dans les prix; d'une dépendance accrue à l'égard de taux de change instables ou des conséquences des taux d'intérêt élevés. Par conséquent, la situation économique critique de certains pays africains, particulièrement celle des pays essentiellement agricoles, ne peut être examinée isolément mais doit être considérée dans le contexte de l'économie capitaliste mondiale.

Les pays africains nouvellement indépendants doivent faire face à une tâche difficile : aborder les problèmes de la répartition défavorable de la propriété et de l'organisation du travail. Ces problèmes ne peuvent être résolus qu'avec

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

l'assistance internationale et, en même temps, dans le plein respect de la souveraineté de ces pays.

Selon les données de l'ONU, à la suite de la famine et de la malnutrition en Afrique, 30 millions de personnes sont entre la vie et la mort et le montant nécessaire pour les sauver ne représente pas moins de 1,5 milliard de dollars.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

Au premier plan, on invoque la nécessité de résoudre au plus vite la situation économique extrêmement critique de l'Afrique, et en particulier l'aide humanitaire doit être au premier rang des préoccupations. La République socialiste tchécoslovaque n'a jamais sous-estimé l'importance de l'aide alimentaire pour surmonter les difficultés les plus graves que sont la famine et la malnutrition dont souffrent des dizaines de millions de personnes en Afrique. Nous mêmes participons à cette assistance dans un cadre tant bilatéral que multilatéral. Néanmoins, nous considérons qu'il faut souligner que cette forme d'aide, qu'il s'agisse d'une assistance bilatérale à court terme ou de dons sous diverses formes ou d'autres formes d'assistance apportées par des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, ne pourra jamais éliminer les conséquences néfastes des relations néo-coloniales et, par conséquent, ne pourra jamais constituer une solution fondamentale à la situation critique qui règne en Afrique.

En effet, la solution des problèmes économiques de l'Afrique est un long processus qui dépend d'une transformation radicale des structures économiques des pays de ce continent. Un problème d'une importance capitale est la façon dont il faut comprendre la notion même de restructuration. Dans l'une des publications récentes du Fonds monétaire international (FMI), il est indiqué que le financement extérieur ne fait que retarder la restructuration, car il a pour conséquence principale la simple accumulation des problèmes économiques des pays en développement. Nous sommes entièrement d'accord sur cette conclusion, mais nous devons souligner cependant que le concept de "restructuration" ne correspond pas toujours pleinement, en pratique, aux besoins réels d'un développement indépendant dans ces pays.

Dans bien des cas, les pays en développement sont touchés par des restrictions en matière de budget et d'investissement, par la promotion du secteur privé et par l'influence accrue des sociétés transnationales. Mais ce type de restructuration ne fait que maintenir le colonialisme, accroître la dépendance par rapport à certains éléments extérieurs et augmenter la pauvreté, le chômage et les tensions sociales.

La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement exige qu'en déterminant les conditions

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

d'utilisation des ressources du Fonds monétaire international l'on prenne en considération les objectifs sociaux et politiques des pays membres ainsi que les priorités économiques qu'ils se sont fixées. Nous estimons que cette exigence doit en pratique être respectée. L'évolution récente de la situation en Afrique a montré combien il était important d'axer le développement économique de ces pays sur la satisfaction des besoins de tous les secteurs de la population et non simplement de leurs secteurs privilégiés.

La République socialiste de Tchécoslovaquie, en tant que pays socialiste, a toujours été le défenseur des pays africains et de la coopération économique. Nous avons toujours aidé les pays africains, notamment par une politique à long terme. Nous avons fourni beaucoup de matériel, nous avons envoyé des experts et nous avons formé des cadres nationaux en Tchécoslovaquie. En 1983-1984, les pays Membres de l'ONU ont été informés de l'aide économique fournie par la Tchécoslovaquie à ces pays et de la part du revenu national que cela représente. En 1984, la Tchécoslovaquie a fourni aux pays en développement une assistance de 0,9 p. 100 du revenu national et les pays les moins développés ont reçu un montant équivalant à 0,15 p. 100 du revenu national.

Dans la mesure des possibilités économiques dont nous disposons nous fournissons aussi bien à des gouvernements qu'à des syndicats, des organisations de jeunes, de femmes et autres organisations publiques du même genre l'assistance humanitaire nécessaire. Néanmoins, là encore, nous allons continuer de concentrer nos efforts sur les mesures à long terme. En même temps, nous sommes catégoriquement hostiles à tout abus de cette assistance, non seulement humanitaire mais à long terme, pour s'ingérer dans les affaires intérieures des pays et pour exercer des pressions politiques sur des Etats souverains.

Nous sommes toujours prêts à faire profiter les pays africains de notre expérience dans l'édification d'une économie planifiée. Nous sommes d'avis que l'expérience que nous avons acquise dans l'édification d'un complexe agro-industriel, le développement des services vétérinaires, l'organisation des marchés agricoles, ainsi que dans le développement des ressources en eau et des ressources forestières, continuera à représenter une contribution importante dans la poursuite du développement des infrastructures économiques des pays africains et constituera pour eux une source d'inspiration.

M. Kulawiec (Tchécoslovaquie)

La Tchécoslovaquie est disposée à transmettre son expérience aux pays africains, aussi bien par l'intermédiaire de l'ONU que dans le cadre de la FAO, ou dans le cadre bilatéral. A titre d'exemple de coopération à long terme entre la Tchécoslovaquie et les pays en développement, sur le plan multilatéral, je mentionnerai l'utilisation du bentonite pour augmenter les récoltes des terres égyptiennes dans le cadre d'un programme de l'ONU.

La Tchécoslovaquie, de même que les autres pays socialistes, est hostile à toute forme d'exploitation. Nous souhaitons la normalisation et l'assainissement des relations économiques internationales. Nous sommes en faveur de la coopération avec tous les pays, indépendamment de leur système social. Cela a été confirmé une fois de plus dans la déclaration adoptée lors de la réunion du Comité consultatif politique des Etats membres du Traité de Varsovie, le 23 octobre 1985 à Sofia. Nous sommes disposés à continuer, dans le cadre de l'ONU et des organismes apparentés, de faire en sorte que les pays en développement d'Afrique et des autres continents puissent surmonter les conséquences du colonialisme et du néo-colonialisme et parvenir à nouveau, par cette voie, à un développement économique équilibré à long terme, dans le respect de la souveraineté des Etats et dans l'intérêt des couches les plus vastes de leur population.

M. FISCHER (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Il y a un an, le monde, brutalement tiré de sa quiétude par la tragédie subsaharienne, découvrait des photos d'enfants affamés et de terres arides et desséchées que les habitants, désespérés, fuyaient, chassés par la faim. Cette situation, qui a mobilisé les médias, avait pour origine la tragique conjonction de désastres naturels, la détérioration des termes de l'échange, une croissance démographique rapide, une déstabilisation intérieure et extérieure et une dégradation progressive de l'environnement.

Les peuples et les gouvernements africains ont conjugué leurs efforts pour faire face à la situation. Ils ont été soutenus par une campagne d'assistance sans précédent de la part de la communauté internationale, dont la contribution généreuse a été d'autant plus remarquable que ce ne sont pas seulement les gouvernements mais également d'innombrables particuliers, artistes et organisations non gouvernementales qui y ont participé.

L'Autriche a apporté sa contribution à ces activités de secours. Lors de la Conférence sur la situation d'urgence en Afrique, qui s'est tenue en mars 1985, mon pays a annoncé son intention de consacrer une somme supplémentaire d'un montant approximatif de 4,5 millions de dollars à un plan d'urgence destiné à fournir une aide logistique et alimentaire bilatérale ainsi qu'une contribution en espèces pour répondre aux appels urgents de la Croix-Rouge, du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés et du FISE. En outre, l'Autriche s'est engagée à contribuer, pour un montant d'environ 10 millions de dollars, au mécanisme spécial pour l'Afrique subsaharienne créé dans le cadre du Groupe de la Banque mondiale. Nous avons également affecté une somme de un million de dollars au Groupe consultatif de recherche internationale agricole. Des efforts substantiels continuent aussi d'être consentis par la population autrichienne et des organisations privées.

Aujourd'hui, la crise a apparemment perdu un peu de son caractère d'urgence, cependant les causes structurelles du désastre demeurent. La situation critique que connaît actuellement l'Afrique n'est pas tant une question de secours d'urgence qu'une question de politiques soutenue de reprise économique. Une politique intérieure adéquate et une aide extérieure sont nécessaires pour améliorer la situation à moyen terme et éviter ainsi le danger d'une nouvelle catastrophe. Cela

M. Fischer (Autriche)

ne peut être réalisé que si la croissance économique est plus rapide que la croissance démographique, si de nouveaux moyens financiers sont disponibles et si une politique nationale réaliste et responsable est appliquée en vue d'utiliser au mieux des ressources rares.

L'Autriche a accueilli favorablement les récentes propositions en vue d'acheminer davantage de ressources provenant des institutions financières vers les pays qui en ont le plus besoin. Il faut espérer que ces propositions, parallèlement à d'autres facteurs tels que le libre accès aux marchés des pays développés et des cours plus favorables des produits de base, permettront de réactiver l'activité africaine.

Les chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine ont rappelé les priorités définies par leur vingt et unième Sommet en soulignant le principe selon lequel la responsabilité du développement incombe aux gouvernements africains eux-mêmes. Néanmoins, la communauté internationale a un rôle non négligeable à jouer dans le redressement de l'économie africaine. Je crois qu'aujourd'hui, après avoir été sensibilisé à la situation et avoir pris conscience de l'ampleur du problème, le monde aura du mal, repris par ses propres soucis, à ignorer la nécessité d'une action continue et concertée en faveur de l'Afrique. Les perspectives y sont trop sombres. Selon les prévisions les plus optimistes de la Banque mondiale, la croissance du produit national brut des pays d'Afrique devrait être nulle pendant les 10 prochaines années. Cette perspective que les nations africaines considèrent comme inacceptable sur les plans social et politique, constituent pour elles et pour la communauté internationale un défi redoutable.

C'est dans le cadre des Nations Unies qu'il faut, tout au moins en partie, répondre à ce défi. C'est à l'initiative du Secrétaire général que la Conférence sur l'Afrique a eu lieu au début de l'année. L'année dernière, l'Assemblée générale a adopté par consensus la Déclaration sur l'Afrique, réaffirmée cette année lors de la seconde session du Conseil économique et social. L'Autriche appuie sans réserve ces instruments.

Les efforts de coordination entrepris par le Bureau des opérations d'urgence en Afrique ont démontré qu'une coordination globale efficace est possible à l'échelle des Nations Unies lorsqu'il faut faire face à une crise commune. C'est là un résultat appréciable. Nous devrions à l'avenir tirer davantage parti de

M. Fischer (Autriche)

cette possibilité de coordination dont nous disposons, notamment pour détecter rapidement et prévenir toute nouvelle situation d'urgence. A cet effet, une coopération étroite entre les organisations sises à New York et le Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, à Genève, est souhaitable. Mais une coordination efficace au cours de la nouvelle phase de redressement à moyen et long termes revêt une importance encore plus grande.

Nous avons pris note de la suggestion de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'année prochaine, pour débattre de façon plus approfondie de la situation économique et critique de l'Afrique subsaharienne. Cette idée semble logique étant donné le caractère urgent et important de cette question qui a déjà été examinée à titre prioritaire l'an dernier au sein du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. A notre avis, cette session extraordinaire devrait être soigneusement préparée par le Secrétariat et par les délégations si nous voulons qu'après tant de discussions préalables elle porte de nouveaux fruits. La meilleure manière d'assurer le succès de cette session serait de mettre l'accent, au préalable, sur un petit nombre de questions concrètes et liées entre elles au lieu de traiter dans le temps relativement bref dont nous disposerons d'un ensemble de questions relatives à la situation économique globale. La délégation autrichienne est prête à participer activement et de façon constructive à la préparation de la session extraordinaire qui, à notre avis, serait utile en ce sens qu'elle devrait permettre d'alerter une nouvelle fois le monde et de ne pas lui faire perdre de vue la situation en Afrique.

Mme DIAMATARIS (Chypre) (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée générale examine pour la deuxième année consécutive la situation économique critique en Afrique.

La misère qui touche des millions de personnes sur le continent africain horrifie absolument toutes les nations de l'Organisation et absolument tout être humain, indépendamment de l'idéologie, de la religion ou de la race.

Il est difficile de comprendre, et plus difficile encore d'expliquer, comment au XXe siècle des millions de personnes peuvent souffrir autant. La simple apparition de ce phénomène est une flétrissure pour notre civilisation.

Néanmoins, nous sommes encouragés par les nombreuses marques de sympathie et par les contributions généreuses émanant de pays, de groupes et de particuliers en vue de soulager les souffrances des peuples africains.

Il faut néanmoins reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire en ce temps de crise et qu'il faut le faire. La tragédie de millions de personnes qui souffrent doit être la tragédie de chacun d'entre nous. En même temps, elle doit servir de catalyseur et provoquer des changements dans les pays intéressés afin d'empêcher à jamais le retour à une telle situation.

L'économie des pays africains est analogue à de nombreux égards à l'économie d'autres pays en développement de certaines régions du monde, notamment une dette extérieure élevée, dont le service exige environ 25 p. 100 de leurs gains à l'exportation, une détérioration des termes de l'échange, un accroissement démographique rapide et une production alimentaire qui ne peut pas suivre ce dernier.

Par ailleurs, un certain nombre de facteurs géographiques, historiques, climatiques et écologiques bien connus ont contribué à créer la situation tragique que connaît aujourd'hui la population africaine et que viennent encore exacerber les effets néfastes de la sécheresse, de la famine et de la désertification.

La grave crise économique à laquelle fait toujours face l'Afrique exige l'adoption d'urgence de mesures concrètes et spéciales pour résoudre le problème.

Outre qu'il faut sans retard répondre à la situation d'urgence, la plus grande attention doit être accordée aux besoins de développement à moyen et à long terme de l'Afrique.

Ma délégation appuie pleinement les mesures d'une action internationale proposées par le Secrétaire général dans son rapport A/39/827 de l'année dernière.

Mme Diamataris (Chypre)

Nous exprimons également notre reconnaissance au Secrétaire général pour le rapport très complet contenu dans le document A/40/372 et Add.1 et 2.

Chypre est convaincue que même si la Déclaration sur la situation critique en Afrique, adoptée à la trente neuvième session de l'Assemblée générale, offre un cadre pour une action internationale, il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de l'assistance aux efforts de développement entrepris par les Etats africains eux-mêmes.

Le Gouvernement chypriote appuie sans réserve le Plan d'action du Mouvement des non alignés, adopté à New Delhi et aux réunions ministérielles de Luanda du Mouvement, et, à cet égard, le Gouvernement et le peuple chypriotes feront tout ce qu'ils peuvent pour contribuer à résoudre cette situation critique.*

M. AL MERREE (Emirats arabes unis) (interprétation de l'arabe) : La crise économique en Afrique s'aggrave à un rythme alarmant. L'inquiétude qu'elle suscite a été exprimée par de nombreux dirigeants politiques dans les déclarations qu'ils ont faites ici dans le cadre du débat général et de la célébration du quarantième anniversaire de la création de l'ONU. En diagnostiquant que la crise économique dont souffre l'Afrique est une crise de développement, le Secrétaire général, dans son rapport A/40/372, place la situation économique en Afrique dans une juste perspective. Il convient donc de l'examiner, de la traiter et de la résoudre dans cette perspective. Cependant, la crise de développement dans les pays sub-sahariens revêt certaines caractéristiques auxquelles nous devons nous attacher. Les économies africaines, qui, comme celles des autres pays en développement, ont été et continuent d'être exposées à tous les effets négatifs de la crise mondiale, dégénèrent de plus en plus en raison de conditions écologiques et climatiques qui affligent le continent africain et qui entraînent la désertification, la sécheresse, la famine et des maladies. Par conséquent, cette caractéristique transforme la crise économique en Afrique en une situation critique d'urgence qui exige une action rapide.

Par conséquent, la situation économique en Afrique doit être traitée sur deux plans ayant une relation mutuelle, chacun affectant sensiblement l'autre : la crise à court terme et la situation à moyen et à long termes. Tout en nous

* M. Makeka (Lesotho), vice-président, assume la présidence.

M. Al Merree (Emirats arabes unis)

félicitant que les dirigeants africains, à la Réunion au sommet de l'OUA, aient réaffirmé que c'est aux pays africains eux-mêmes qu'incombe la responsabilité principale de trouver une solution à la crise, nous sommes pleinement d'accord avec ce qu'a dit M. Adebayo Adedeji, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, dans une déclaration qu'il a faite le 31 août 1985 devant la Deuxième Commission, à savoir que le continent africain ne peut pas par ses seuls efforts faire face à l'énorme coût économique, social et humanitaire que lui impose la crise actuelle. Par conséquent, il revient en grande partie à la communauté internationale, au système de l'ONU et à ses institutions spécialisées d'aider les pays en développement à surmonter cette crise tant à court terme qu'à long terme.

S'agissant des mesures de secours d'urgence à court terme, le maintien d'un état d'alerte s'impose afin d'appuyer la réponse internationale à la situation d'urgence en Afrique. Il doit être maintenu et renforcé afin de satisfaire aux besoins immédiats, notamment dans les domaines alimentaire et agricole.

A cet égard, nous rendons hommage au responsable des Nations Unies pour les opérations d'urgence en Afrique, qui a vérifié et défini les besoins d'urgence et qui a coordonné les courants d'aide émanant d'organisations gouvernementales, d'organisations non gouvernementales et d'organisations humanitaires. Nous espérons que ce rôle va croître et devenir plus efficace.

Une attention accrue doit être apportée au règlement des problèmes qui se posent dans les secteurs des transports et des communications et à la révision de tous les réseaux qui permettent d'accéder aux régions où se trouvent les populations les plus frappées, Nous croyons aussi qu'il faut continuer d'appliquer la résolution 39/29 de l'Assemblée générale ainsi que la Déclaration qui y est annexée.

A un autre niveau, et afin de surmonter la crise économique en Afrique, qui est une crise de développement, il faut lier de façon concertée la réponse à la situation d'urgence aux besoins à moyen et à long termes. La crise du développement économique en Afrique s'inscrit dans la crise économique que connaissent l'ensemble des pays en développement, laquelle est affectée par le niveau des résultats économiques obtenus à l'échelle internationale, par la complexité des relations économiques internationales ainsi que par la coopération économique internationale pour le développement, les politiques relatives au

M. Al Merree (Emirats arabes unis)

commerce international, aux courants financiers, à la dette extérieure et à d'autres questions qui attendent qu'une solution efficace leur soit trouvée dans le cadre des relations entre les pays industrialisés et les pays en développement.

M. Al Merree (Emirats arabes unis)

Si les économies africaines se situent au plus bas niveau d'arriération de celles des pays en développement, du fait qu'elles sont vulnérables à la détérioration des économies sur le plan international, et si tous les indicateurs économiques, notamment les taux de croissance de leurs principaux secteurs de production, dessinent de sombres perspectives quant aux futurs accomplissements économiques des pays africains, il incombe dès lors à la communauté internationale d'accorder une attention particulière au développement de l'Afrique dans le cadre de mesures globales visant à s'attaquer au problème du développement sur le plan international.

A cet égard, nous réitérons notre appui aux résolutions pertinentes de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Luanda en septembre 1985. Nous réaffirmons également la Déclaration de la neuvième réunion ministérielle des Etats membres du Groupe des 77, tenue à New York en octobre 1985.

Sur cette base, nous appuyons l'appel lancé par les pays africains à la communauté internationale pour qu'elle attache toute l'importance voulue à la Déclaration et au Programme de priorités adoptés par le Sommet de l'Organisation de l'unité africaine, tenu à Addis Abeba en juillet 1985.

Nous tenons à dire que nous approuvons et appuyons le désir des pays d'Afrique de convoquer, à l'échelle ministérielle, une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique en Afrique en vue de galvaniser les efforts que la communauté internationale déploie pour trouver des remèdes appropriés afin de répondre aux besoins fondamentaux d'une croissance à long terme des économies africaines. Nous contribuerons ainsi à empêcher le renouvellement, à l'avenir, de la tragédie que connaissent aujourd'hui les peuples africains.

M. KURODA (Japon) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un profond sentiment de préoccupation et de responsabilité que je parle de la tragédie que vit l'Afrique. La situation économique critique là-bas est un défi à tous les peuples du continent africain et à la communauté internationale tout entière. L'effort fait par la communauté internationale l'an dernier pour venir en aide à l'Afrique nous a montré que, s'il est vrai que cette tragédie a été manifestement causée par une sécheresse d'une gravité sans précédent, elle a également des causes

M. Kuroda (Japon)

structurelles profondément enracinées : infrastructure et production agricole déficientes, réseau de transports inadéquat et manque de gestionnaires et de techniciens qualifiés. Le rapport intérimaire établi récemment par le Bureau de secours d'urgence en Afrique indique que la situation s'est quelque peu améliorée, mais que les problèmes fondamentaux et la crise qu'ils ont créée demeurent. Par conséquent, l'on tend de plus en plus à reconnaître qu'un processus solide de redressement et de développement à moyen et à long termes est nécessaire si nous voulons véritablement résoudre cette crise.

Le Gouvernement et le peuple japonais éprouvent un profond sentiment de sympathie pour l'Afrique au moment où elle traverse cette grave crise économique. En réponse à l'appel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Japon a apporté la plus grande assistance possible. Le Japon a fourni une aide alimentaire et agricole à l'Afrique se chiffrant approximativement à 165 millions de dollars des Etats-Unis pour la période allant de janvier de l'an dernier à mars de cette année. Au cours de l'exercice financier 1985, l'assistance bilatérale fournie par le Gouvernement japonais sous forme de dons à l'Afrique sub-saharienne devrait atteindre les 60 milliards de yens, ce qui représente environ 290 millions de dollars au taux de change actuel. Les prêts en yens s'élèveront au total à 100 millions de dollars environ. Les contributions volontaires du Japon au système des Nations Unies s'élèveront à 180 millions de dollars environ, ce qui représente une augmentation de près de 7 p. 100 par rapport à l'exercice financier 1984, et l'on prévoit que près de 30 p. 100 de ces contributions seront consacrés à des activités concernant l'Afrique.

Bien que le Japon ait déjà accordé un volume important d'aide d'urgence, il reconnaît que cette aide d'urgence demeure nécessaire et est en train d'élaborer un programme d'assistance à moyen et à long termes pour l'Afrique. Un élément de ce programme serait l'expansion continue de l'aide dans le domaine du développement agricole, l'accent étant mis sur le moyen d'augmenter la production alimentaire et d'améliorer des éléments d'infrastructure agricole tels que le réseau de transports, les installations de stockage et l'approvisionnement en eau.

A ce propos, nous pensons également qu'une révolution verte, analogue à celle réalisée en Asie et en Amérique latine, est possible en Afrique, et que, grâce à l'utilisation des techniques existantes à cette fin, la reprise de l'agriculture

M. Kuroda (Japon)

africaine pourrait être assurée. C'est en partant de cette idée que mon gouvernement a formulé sa proposition concernant une "Révolution verte pour l'Afrique", que M. Abe, ministre des affaires étrangères du Japon, a annoncée dans son allocution à l'Assemblée générale en septembre. Ce plan global, qui doit encore être affiné et appliqué dans le cadre de consultations étendues avec tous les pays concernés, inclurait la recherche agricole, le reboisement, l'utilisation des techniques de télédétection, l'amélioration des éléments de l'infrastructure agricole et des politiques de stimulation de la production.

Il faut souligner que l'assistance accordée à l'Afrique par le Gouvernement japonais est largement et fermement appuyée par les Japonais. Ceux-ci l'ont prouvé à l'occasion de la campagne nationale couronnée de succès qui a permis de collecter 1 700 000 couvertures à l'intention de l'Afrique, dont la valeur totale s'élève à 20 millions de dollars des Etats-Unis.

Le Gouvernement japonais s'emploie à maintenir, voire à augmenter, le degré d'intérêt que le public porte à la situation grave de l'Afrique. La semaine à partir du 1er novembre a, de nouveau cette année, été déclarée Semaine de l'Afrique dans le cadre de ce que le gouvernement a appelé la Campagne en faveur de l'Afrique. Cette année, la Semaine de l'Afrique mettra l'accent sur les cultures africaines.

Au mois de décembre, avec la coopération du Gouvernement japonais, le Colloque des Nations Unies sur l'Afrique se tiendra à Tokyo. Il mettra en lumière les activités des Nations Unies en faveur de l'Afrique, les politiques de développement de l'Afrique à moyen et à long terme ainsi que les ressources sociales et culturelles de l'Afrique. L'on s'attend à ce que ce colloque renforce l'appui populaire aux Nations Unies.

L'on est de plus en plus conscient aujourd'hui du fait qu'il est extrêmement important que les gouvernements et les peuples africains poursuivent des politiques de développement susceptibles de les rendre véritablement autosuffisants. Nous sommes encouragés par les vaillants efforts que déploient certains gouvernements africains pour faire face à la crise.

M. Kuroda (Japon)

La récente réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine a réaffirmé que ce sont les gouvernements et les peuples africains qui ont eux-mêmes la responsabilité primordiale de répondre à la crise et de retourner la vague de cette tragédie. L'action résolue des gouvernements africains dans ce sens serait extrêmement bienvenue et devrait aller de pair avec une augmentation de l'appui de la communauté internationale tout entière.

L'ampleur de la crise africaine a profondément préoccupé le monde entier, qui a fait preuve de solidarité et a montré qu'il était résolu à travailler avec les peuples africains. A ce propos, l'on devrait souligner que la réaction aux initiatives des Nations Unies a été sans égal et a permis de réaliser des progrès tangibles. Nous sommes très reconnaissants au Secrétaire général de ses efforts. Pour ne donner que quelques exemples de ce qui a été fait à ce jour, je citerai le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, qui a aidé à contrôler la situation et à développer les activités d'assistance des Nations Unies de manière efficace; la Banque mondiale, qui a établi un mécanisme spécial pour l'Afrique sub-saharienne; le Fonds monétaire international qui est en train de mettre au point un plan destiné à apporter des ressources supplémentaires à des conditions favorables et le Groupe d'experts désigné par le Sommet économique de Bonn, qui a présenté un rapport sur le suivi de l'aide à l'Afrique. La réaction très généreuse et positive du public et des organisations privées mérite également d'être spécialement mentionnée. Tout cela montre combien les initiatives des Nations Unies peuvent être efficaces. Nous espérons que les Nations Unies continueront leur rôle de catalyseur dans leurs efforts pour aider l'Afrique à surmonter la crise terrible qu'elle traverse.

A ce sujet, ma délégation appuie la proposition de l'OUA tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale. Une telle réunion permettrait aux Nations Unies de renforcer leur rôle dans l'aide apportée à l'Afrique. Cette session devrait être soigneusement préparée et se dérouler de manière constructive et pragmatique afin de maintenir, voire d'augmenter, la poussée des efforts faits pour aider l'Afrique. Il est clair que l'une des contributions les plus utiles apportées par les Nations Unies au cours des deux dernières années a été de mobiliser l'opinion mondiale et de guider les efforts face à la crise. Nous reconnaissons que les Nations Unies joueront un rôle primordial dans ce domaine en 1986 et au-delà.

M. Kuroda (Japon)

Je sais que les peuples africains ont le potentiel nécessaire pour rendre leurs sociétés et leurs économies solidement autonomes. Le Colloque des Nations Unies sur l'Afrique, dont j'ai déjà parlé, discutera des différents aspects de la situation, en mettant l'accent sur le potentiel de l'Afrique. Je suis fermement convaincu qu'une mobilisation efficace de ce potentiel et l'assistance de la communauté internationale à cette fin sont la clef du redressement et du développement à moyen et à long termes. Voilà pourquoi ma délégation n'a jamais cessé de souligner l'importance de la mise en valeur des ressources humaines lors des réunions du Conseil économique et social et du PNUD. Etant donné que toutes les structures économiques et sociales sont essentiellement le résultat de l'activité humaine, il est évident que la mise en valeur et l'utilisation efficace des ressources humaines se trouve au centre de la relance du processus de développement en Afrique. Dans toutes les discussions sur l'Afrique qui auront lieu à l'avenir, ma délégation portera un intérêt tout particulier à cette question. Une session extraordinaire nous donnerait une occasion utile d'avoir des débats orientés vers l'avenir, de consolider le cadre d'une coopération plus étroite entre toutes les parties concernées, et de renforcer et de rehausser l'efficacité des activités des Nations Unies.

M. SEEREKISSOON (Maurice) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a l'honneur, au nom du Groupe africain, de présenter le projet de résolution sur la situation économique critique en Afrique, au titre du point 30 de l'ordre du jour. Ce projet a d'ores et déjà été déposé et nous croyons savoir qu'il a déjà été distribué.

Dans l'ensemble, ce texte a un caractère de procédure. Il contient deux grands objectifs : l'objectif principal, c'est la décision de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux problèmes économiques à plus long terme en Afrique, y compris le processus préparatoire et la documentation nécessaires à la session. Le second objectif est de faire en sorte que l'Assemblée générale formule des commentaires généraux sur la situation d'urgence qui a menacé des millions d'Africains dans de nombreuses parties du continent et qui persiste dans de nombreux pays malgré les pluies satisfaisantes de cette année.

Qu'il me soit permis de m'attarder maintenant sur le dispositif du projet, le préambule se passant de commentaires. L'Assemblée est, bien entendu, au courant de

M. Seereekissoon (Maurice)

la proposition faite au 21ème Sommet de l'OUA, tendant à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique en Afrique. Nos chefs d'Etat et de gouvernement sont parvenus à cette conclusion après mûre considération. Ils ont pensé, comme il est maintenant reconnu de toutes parts, qu'encre que la situation d'urgence, par définition, exige une réaction prompte et généreuse si l'on veut sauver des vies, il est également indispensable d'examiner les causes profondes de cet état d'urgence; d'une part, pour empêcher que d'autres urgences se produisent et, d'autre part, pour permettre à l'Afrique de reprendre un développement autonome. Nos dirigeants ont été encouragés par une réaction internationale extrêmement positive devant la situation d'urgence et espèrent qu'un soutien international semblable sera fourni à l'égard de la question du rétablissement et des problèmes à plus long terme.

Nos dirigeants ont, avant tout, réaffirmé que la responsabilité du développement de l'Afrique appartenait à ses populations et à ses gouvernements. A cet effet, ils se sont engagés à entreprendre tous les efforts nécessaires sur les plans national et régional pour parvenir à cet objectif. Le paragraphe 1 du dispositif, qui prend note de l'issue du 21ème Sommet de l'Organisation de l'unité africaine, tend à souligner l'engagement dont je viens de parler et les efforts qui l'accompagnent, et à mettre en relief les domaines essentiellement prioritaires, tels que les conçoivent les Africains eux-mêmes.

Au paragraphe 2, l'Assemblée décide de convoquer une session extraordinaire au niveau ministériel, consacrée à la situation économique critique en Afrique. Nous avons proposé que la session commence le 28 avril 1986.

M. Seereekissoon (Maurice)

Nous prévoyons que la session durera une semaine. La date a été choisie afin de bien préparer la session.

Le paragraphe 3 indique de façon générale l'idée maîtresse de la session extraordinaire, à savoir le relèvement et les problèmes à moyen et à long termes auxquels l'Afrique doit faire face. Parmi ces problèmes, les plus importants, comme le soulignaient tant la déclaration adoptée l'an dernier à l'Assemblée que la Déclaration et le Programme d'action prioritaire adoptés par le sommet de l'OUA en juillet dernie, sont ceux de l'alimentation et de l'agriculture, de la dette, et les questions connexes des mouvements de ressources et des recettes d'exportation, ainsi que l'infrastructure et d'autres secteurs de soutien. Nous espérons que la session aboutira à des mesures concrètes en vue du règlement de ces problèmes.

Au paragraphe 4, l'Assemblée générale décide de créer un comité préparatoire de la session extraordinaire. Nous croyons savoir que ce comité tiendra un certain nombre de réunions limitées dans les quelques semaines qui précéderont immédiatement la session afin de permettre des consultations et des négociations sur l'issue de la session, car une session d'une semaine ne sera pas suffisante pour mener à bien cette tâche. Pour faciliter le travail du Comité, le Secrétaire général est prié, au paragraphe 5, de fournir tout le soutien et les services nécessaires au Comité.

Le paragraphe 6 concerne la documentation du Comité préparatoire et de la session. Ce paragraphe est assez clair en ce qui concerne les directives à l'intention du Secrétaire général. Nous espérons que tous les organismes appropriés du système des Nations Unies fourniront des données dans leur domaine de compétence. Les rapports porteront surtout sur les questions que j'ai détaillées, quand j'ai parlé du paragraphe 3 du dispositif du projet.

Les paragraphes 7, 8 et 9 traitent essentiellement de la situation d'urgence et des réactions qu'elle suscite. Les réactions de la communauté internationale, du Secrétaire général et du système des Nations Unies sont reflétées dans ces paragraphes. Par ces paragraphes, nous tenons à dire notre reconnaissance aux personnes, groupes d'artistes, organisations gouvernementales ou non gouvernementales et aux gouvernements de tous les pays qui ont réagi à cette situation d'urgence. Nous voudrions également transmettre notre reconnaissance au Mouvement des non-alignés et au Groupe des 77 pour leur soutien indéfectible. Nous sommes reconnaissants également au Bureau des opérations d'urgence en Afrique (BOUA) et à M. Bradford Morse, ainsi qu'à son équipe dévouée, tant au siège que sur

M. Seereekissoon (Maurice)

le terrain. L'urgence de la situation étant toujours d'actualité, le Secrétaire général et le BOUA doivent suivre la situation et assurer une réaction concertée de la part du système et de la communauté internationale devant l'urgence.

Pour conclure, le Groupe africain espère que ce projet de résolution sera adopté par consensus. Le Groupe est disposé à entamer des consultations avec tous les pays concernés afin de faciliter l'adoption au plus vite de ce projet.

M. McDOWELL (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) :

L'Assemblée se réunit ici aujourd'hui pour trois raisons essentielles : premièrement, reconnaître l'ampleur de la crise à laquelle font face les populations des régions affectées d'Afrique; deuxièmement, reconnaître l'aide vitale dispensée, ces derniers mois, d'abord par les gouvernements par l'intermédiaire des organisations bilatérales et multilatérales, puis par des organisations non gouvernementales et, enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, par des particuliers, pour alléger et faire cesser les souffrances nées de cette crise; troisièmement, nous engager, en tant que membres de la communauté internationale, à faire de nouveaux efforts pour la survie et le progrès des populations des régions affectées d'Afrique.

Cette crise, qui affecte une grande partie de l'Afrique, est sans précédent. Je voudrais me faire l'écho des propos de l'administrateur du Programme de développement des Nations Unies, qui dirige également le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, M. Bradford Morse. En mars dernier, il a déclaré devant la Conférence pour les annonces de contribution :

"La crise que traverse l'Afrique est, sans nul doute, la catastrophe la plus tragique que cette planète ait connue. Elle pourrait faire plus de morts que la première guerre mondiale."

Aujourd'hui, neuf mois après cette déclaration, il nous est possible d'évaluer les réactions à cette situation. Elles ont été des plus rassurantes. Nous devons reconnaître ici les efforts considérables que la communauté internationale et les pays africains eux-mêmes ont consentis pour diminuer les souffrances et redonner l'espoir à des millions d'êtres humains sur le continent, mais il reste encore beaucoup à faire.

Les orateurs qui m'ont précédé ici ou dans d'autres occasions au cours de cette session de l'Assemblée générale ont défini et analysé la nature des problèmes de l'Afrique. On s'accorde à dire que la responsabilité d'une grande partie de ces

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

souffrances est imputable à des causes naturelles, singulièrement à une sécheresse prolongée - certaines parties du continent ont connu une grande sécheresse pendant près de deux décennies, avec seulement des répités intermittents, mais il est maintenant également admis, en particulier dans les nations africaines les plus gravement touchées, que la responsabilité de la crise incombe avant tout à l'humanité.

C'est l'admission de cette responsabilité qui a permis de coordonner efficacement les efforts de secours et de relèvement. Un ensemble d'ajustements de politique de la part des pays africains individuels, visant à rectifier des déséquilibres sociaux et économiques antérieurs, et une injection massive d'aide internationale et de relèvement, nous permettent maintenant d'espérer que la catastrophe que nous redoutions tous n'assouvira pas sa vengeance sur ce continent.

Des centaines de milliers de vies ont été sauvées. Des hommes, des femmes, et, en particulier, des enfants, qui avaient commencé l'année sans réel espoir de la voir s'achever, ont désormais une chance. L'engagement dont j'ai parlé tout à l'heure, doit consister à faire en sorte que cette chance se transforme en un avenir digne de ce nom, et pas seulement en une vie qui, pour reprendre les termes du philosophe, est "pénible, brutale et courte".

J'ai parlé de l'engagement de la communauté internationale envers l'Afrique. Au cours des mois décisifs de 1984 et cette année, des aliments et d'autres secours essentiels ont été distribués aux plus nécessiteux. A certains moments, les systèmes de fournitures ont été utilisés au maximum de leur capacité - ils n'ont pas parfaits et parfois ils n'ont pas fonctionné - mais nous devons reconnaître que la tâche était immense. Dans une mesure remarquable, les problèmes ont été réglés. Nous devons rendre hommage à ceux qui se sont battus pour accomplir ce qui semblait impossible : faire parvenir des aliments et des abris aux affamés, aux sans-abri, aux malades et aux agonisants.

La coopération entre les pays donateurs internationaux et les Etats affectés d'Afrique a été un facteur crucial dans cette lutte. Il y a eu des moments - il faut le reconnaître - notamment au début des secours internationaux, où des aspects de cette coopération ont été mis à rude épreuve. Il était par exemple difficile de comprendre pourquoi les transports si nécessaires pour faire parvenir les aliments aux régions éloignées sont restés paralysés, parfois faute d'un engagement total à soulager les souffrances. C'est ce genre de choses qu'il est parfois difficile d'expliquer au public partout dans le monde.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Je voudrais évoquer tout particulièrement le rôle clef joué par le Secrétaire général et l'Organisation elle-même en vue d'attirer l'attention internationale sur la crise africaine. Il en est fait mention dans la résolution qui vient d'être présentée et nous l'appuyons. L'initiative du Secrétaire général de créer un Fonds d'affectation spécial pour la situation d'urgence en Afrique, son appel en faveur d'une aide adressée à la communauté internationale et la création du Bureau des opérations d'urgence en Afrique sont d'excellents exemples du rôle pivot des Nations Unies dans les affaires internationales. Nous devons également faire remarquer que les médias internationaux ont, à cet égard, joué un rôle très important. Nous leur rendons hommage.

J'ai parlé du Bureau des opérations d'urgence en Afrique et de son directeur, M. Bradford Morse. La Nouvelle-Zélande a la plus grande estime pour le travail de ce bureau et pour la petite équipe d'hommes et de femmes très dévoués qui l'assurent. Comme il convient à une organisation de secours en cas d'urgence, créée en vue d'accomplir un travail spécifique dans des délais très brefs, on pourrait peut-être dire, en toute déférence envers celui qui le dirige, que le Bureau est "maigre mais musclé". En tant que l'un des premiers pays qui ont contribué au fonds d'urgence mis en place par le Secrétaire général, nous avons apprécié le travail efficace accompli par le Bureau pour faire en sorte que les fonds parviennent rapidement aux régions les plus atteintes. N'ayant pu prendre part aux missions bilatérales envoyées sur place en Afrique, nous n'aurions pu participer aussi pleinement aux opérations de secours aux victimes de la famine sans l'aide du Bureau. Nous lui rendons hommage pour son travail et notons avec un intérêt tout particulier l'excellente coopération qui existe entre les gouvernements locaux et les organismes spécialisés de secours qui travaillent en Afrique.

La crise à laquelle est confrontée l'Afrique a profondément ému la communauté internationale et suscité de chaleureuses réactions. L'aide promise par les gouvernements - aliments, équipements, médicaments, abris et autres - est arrivée à flots. Au cours des 18 derniers mois, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a fourni environ cinq millions de dollars néo-zélandais versés à divers programmes d'aide, de relèvement et de développement, le plus souvent sous les auspices des Nations Unies.

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

Ceci a eu lieu au niveau gouvernemental. Mais je tiens à évoquer une autre forme d'aide, une aide non moins vitale : ce qu'on pourrait appeler l'"aide de peuple à peuple. Dans ce pays, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, nous avons assisté il y a quelques mois aux concerts de rock, Band Aid et Live Aid réunis, qui ont été retransmis en direct dans de nombreuses régions du monde. Des citoyens néo-zélandais ont donné, à titre individuel, 4,5 millions de dollars néo-zélandais en un seul jour en faveur de cet appel d'aide à l'Afrique. Ils l'ont fait car ils ont été émus par ces souffrances; c'était leur façon d'en témoigner. Auparavant, ils avaient manifesté leur sollicitude d'une autre manière. Des personnes, des groupes religieux et des organisations charitables se sont groupés pour affréter un cargo qu'ils ont rempli de vivres et de produits de secours. Un bateau, le Ngahere, a mouillé dans de nombreux ports de Nouvelle-Zélande, recueillant des vivres, les machines agricoles nécessaires au travail de développement, des médicaments et autres produits nécessaires pour combattre la famine. L'équipage était constitué de syndicalistes volontaires néo-zélandais. Il a fait route vers Port Soudan où il a déchargé son contenu.

Le message du Ngahere et de son chargement est important. Ce n'était pas un simple chèque, une aide de gouvernement à gouvernement, payée avec des dollars anonymes provenant des contribuables. Cet argent est directement sorti des poches des citoyens néo-zélandais, des personnes de toute origine, de toute profession, émus par la tragédie à laquelle étaient confrontés d'autres êtres humains à l'autre bout de la terre. Je voudrais simplement réaffirmer que le Gouvernement de Nouvelle-Zélande et les Néo-Zélandais continueront d'apporter leur aide pour parer aux besoins actuels de l'Afrique en matière de secours et de développement.

Mes observations ont principalement porté sur les besoins de l'Afrique en matière de secours et de développement et de la réaction de la communauté internationale face à cette crise. Il ne faut en aucun cas voir là une volonté quelconque minimiser d'autres aspects de la situation économique critique que connaît le continent. D'autres ont traité des problèmes de la dette et de l'ajustement structurel.

Qu'il me soit permis de dire, en conclusion, que la Nouvelle-Zélande reconnaît pleinement la ferme résolution des nations africaines de revenir à une situation économique saine et équilibrée. A cette fin, il faut que soit allégé le fardeau de

M. McDowell (Nouvelle-Zélande)

la dette du continent. Sa gravité, les options limitées dont disposent de nombreuses nations africaines pour s'engager sur la voie de la prospérité dans un avenir prévisible, renforcent la nécessité pour toutes les parties d'aborder la situation actuelle avec souplesse et sous des angles nouveaux. La réalité et le bon sens doivent prévaloir si l'on veut que les nations affligées d'Afrique mettent à profit les efforts déployés ces derniers mois. Faisons-en sorte que ce soit possible.

Tout comme le représentant du Japon, qui m'a précédé à cette tribune, je puis assurer l'Assemblée que ma délégation entendra l'appel qu'a lancé le représentant de Maurice lorsqu'il a présenté le projet de résolution en faveur de la convocation l'an prochain d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question. Préparons avec le plus grand soin cette session; portons notre regard au-delà des besoins immédiats de secours vers une phase de relèvement pour empêcher que la situation actuelle ne se reproduise et amorcer une nouvelle étape de développement à long terme. A cet égard, notre organisation peut devenir l'instance de coordination de ces opérations à plus long terme.

M. HOGUE (Australie) (interprétation de l'anglais) : C'est la deuxième année consécutive que l'Assemblée générale se penche sur la situation économique critique en Afrique. L'année dernière, à cette même époque, la communauté internationale s'est mobilisée devant l'ampleur des souffrances causées par l'amplitude de la sécheresse dans une grande partie de l'Afrique sub-saharienne. Cette action s'est concrétisée non seulement par l'adoption à l'unanimité d'une déclaration sur la situation économique critique en Afrique, mais aussi par une action concertée de la communauté internationale pour faire face aux besoins engendrés par la sécheresse. La publicité mondiale dont a fait l'objet la tragédie africaine a permis de renforcer la prise de conscience de tous les Etats, qui s'est traduite par un afflux impressionnant de fonds, provenant d'organismes officiels et privés, en vue d'atténuer les conséquences immédiates de la sécheresse.

Ma délégation estime juste de dire que l'Australie a apporté une contribution généreuse à la crise alimentaire en Afrique. Nous avons principalement fait parvenir une aide alimentaire d'urgence et aidé les institutions internationales concernées, mais l'Australie a de même, en tant que donateur bilatéral, aidé à la mise en place de programmes alimentaires d'urgence, par l'envoi de vivres, et de

M. Hogue (Australie)

projets nourriture/travail concernant le reboisement et la récupération de terres. Les effets conjugués de l'action entreprise par la communauté internationale, comme l'a récemment noté le Directeur du Bureau des opérations d'urgence en Afrique ont permis d'éviter qu'une catastrophe majeure ne se produise en 1985, qui aurait pu causer la perte de millions de vies humaines. Ma délégation tient ici à mettre l'accent sur les efforts déployés par le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, qui a coordonné l'aide apportée à cette crise par le système des Nations Unies. Nous estimons que le Bureau a apporté une précieuse contribution et a aidé à minimiser les souffrances humaines engendrées par la crise grâce une action cohérente du système des Nations Unies. Nous tenons à faire valoir ici le rôle essentiel joué par M. Morse, directeur du Bureau, mais également par M. Jansson au cours de son mandat d'adjoint du Secrétaire général pour les opérations d'urgence en Afrique.

La situation à laquelle est confrontée l'Afrique aujourd'hui est analogue et cependant différente de ce qu'elle était il y a un an. Comme le note le dernier rapport sur la situation d'urgence en Afrique produit par le Bureau, les pluies sont revenues dans certains endroits et la sécheresse semble avoir reculé, du moins pour cette année, mais les problèmes demeurent. Dans bien des parties du continent les récoltes ne sont pas encore faites et les besoins d'aide se font toujours sentir aussi pressants. Même après les récoltes, de nouveaux problèmes se font jour tels que les destructions de récoltes par les insectes ou les oiseaux. Cependant, on peut espérer que le gros de la sécheresse est derrière nous. A cet égard, la situation est autre que ce qu'elle était il y a 12 mois. Si la situation économique critique de l'Afrique n'était que la conséquence de la toute dernière sécheresse, nous pourrions envisager, à juste titre, l'avenir avec quelque optimisme. Mais si la toute dernière sécheresse a amplifié et exacerbé les difficultés que connaît l'Afrique, d'autres éléments, plus complexes et plus profonds que la seule sécheresse, en sont à l'origine. C'est en ce sens que la situation à laquelle nous devons faire face est identique à celle qui prévalait en 1984.

M. Hogue (Australie)

Le rapport du Secrétaire général (A/40/372) montre clairement que l'Afrique est un continent ravagé par l'impact cumulé de pressions démographiques et politiques, de la désertification croissante, de problèmes structurels graves, de politiques agricoles inadaptées, notamment la politique des prix, et d'un contexte économique international défavorable qui se traduit en partie sur les marchés mondiaux par des distorsions des prix des matières premières dont dépendent les pays africains pour leurs devises étrangères. Il est clair que la communauté internationale a l'obligation de s'occuper de la situation de l'Afrique et d'entreprendre une action concertée pour aider les pays africains à surmonter la crise engendrée par ces facteurs. Il ne s'agit pas là simplement d'un exercice théorique de multilatéralisme, mais d'une condition essentielle si l'on veut mettre fin à la souffrance humaine qui accompagne cette crise. Si, dans l'avenir immédiat, il convient d'apporter rapidement une aide d'urgence pour répondre aux besoins les plus pressants de l'Afrique, la communauté internationale devrait maintenant se tourner vers l'avenir et envisager des politiques d'assistance à long terme pour éviter que les pays touchés par la famine soient dépendants sur le plan alimentaire et pour qu'ils restaurent leur infrastructure sociale et économique.

Ma délégation estime, en se fondant sur les déclarations faites au cours du débat, que l'on a généralement compris aujourd'hui qu'il fallait voir plus loin que les situations d'urgence à court terme et envisager une croissance et un développement à plus long terme de la région et les politiques correspondantes. Nous estimons que la croissance et le développement à plus long terme des pays de l'Afrique subsaharienne dépendront dans une large mesure de politiques efficaces dans l'emploi des ressources et les ajustements structurels. Il faudra des efforts concertés des pays donateurs pour fournir une assistance à long terme pour le relèvement de la région. Il faudra également, comme l'a admis notamment au mois de juillet le Sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans sa déclaration, que les gouvernements africains agissent eux aussi. Si l'on veut surmonter les obstacles au développement futur de la région, il est essentiel d'avoir des politiques agricoles efficaces. Ma délégation s'est réjouie de noter les améliorations récentes de la production alimentaire d'un certain nombre de pays africains, qui traduisent bien la priorité qu'ils ont accordée au secteur agricole dans l'application de leurs politiques nationales et la répartition des ressources nationales. Nous nous félicitons de l'engagement, inscrit dans la Déclaration du

M. Hogue (Australie)

sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), d'accroître de 20 à 25 p. 100 la part de l'investissement public allouée à l'agriculture. Etant donné qu'il faudra encore une assistance d'urgence, au moins dans l'avenir immédiat, nous estimons que la mise au point de stratégies nationales de sécurité alimentaire destinées à augmenter la contribution des secteurs agricoles nationaux, peut avoir beaucoup d'effet sur les perspectives à long terme. Les stratégies nationales de sécurité alimentaire sont également essentielles pour garantir que l'aide alimentaire d'urgence ne vienne pas déprimer les secteurs agricoles intérieurs en décourageant la production locale par le maintien de prix artificiellement bas, ou en favorisant une modification des schémas de consommation, ou en permettant aux gouvernements d'éviter de prendre les difficiles décisions politiques nécessaires pour améliorer le rendement de leur agriculture nationale. Ces stratégies peuvent également aider à lutter contre la tendance nouvelle, consistant à se servir de l'aide alimentaire d'urgence pour pénétrer des marchés, l'aide devenant ainsi un instrument de la stratégie commerciale des donateurs plutôt qu'un moyen d'aider celui qui en bénéficie. L'Australie a toujours préconisé une rigoureuse discipline multilatérale qui garantisse que l'aide alimentaire pallie dûment les situations d'urgence tout en contribuant au développement des pays bénéficiaires.

Il n'y a malheureusement pas de solution toute faite à la situation économique critique que connaît l'Afrique. Si la situation est dans l'ensemble la même, malheureusement, dans beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne, comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport (A/40/372 et Add. 1 et 2), les problèmes se conjuguent différemment selon les pays. Alors qu'il pourrait sembler séduisant de trouver la panacée en apportant une solution globale à la situation, des solutions véritables exigeront une approche par pays ce qui permettra d'identifier les problèmes propres à chacun.

C'est pourquoi ma délégation continue de douter que la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour examiner la situation économique critique de l'Afrique soit la façon la plus pratique de mettre au point une action internationale efficace pour remédier à cette situation, notamment parce que cela risque de recouper des arrangements institutionnels existants. Cependant, nous reconnaissons qu'il faut assurer non seulement la cohésion mais également la coordination dans le cadre de cette action internationale. Ma délégation pense notamment qu'il faut faire en sorte que le genre de coordination instaurée dans le

M. Hogue (Australie)

cadre du système des Nations Unies pour répondre à la situation d'urgence - largement déterminée par l'action de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - se poursuivra quand ce système s'attaquera aux problèmes structurels sous-jacents.

Ma délégation est par conséquent prête à appuyer la proposition de convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, dans l'espoir que cette session non seulement permettra de trouver des mesures pratiques orientées vers l'action pour faire face aux problèmes structurels sous-jacents de l'Afrique, mais aussi que ces mesures s'inscriront dans le cadre d'une action coordonnée pour traiter la crise africaine. Nous nous promettons de prendre une part active à la préparation minutieuse nécessaire pour que la session extraordinaire soit en mesure d'atteindre ces objectifs.

M. AL-MOHAMED (Oman) (interprétation de l'arabe) : Pour la deuxième année consécutive, l'Assemblée générale examine la situation économique critique en Afrique. C'est là un exemple éclatant de ce que la volonté internationale peut accomplir quand elle va dans la bonne direction. Cette année, un certain nombre de mesures encourageantes ont été prises pour venir à bout de ce problème, la plus importante d'entre elles étant la création par le Secrétaire général des Nations Unies du Bureau des opérations d'urgence en Afrique à partir du 1er janvier 1985. Cette année également, il y a eu une conférence internationale sur la situation d'urgence en Afrique, qui s'est réunie en mars dernier à Genève. De même, l'action d'autres organes et institutions des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est très précieuse et encourageante. La communauté internationale a réussi à faire reculer la famine, la malnutrition, la maladie et la pauvreté en Afrique; cependant, beaucoup reste à faire, surtout dans le domaine de la santé de base dans les régions affectées.

Le fait qu'il y ait eu quelques pluies ne signifie pas la fin de la crise car les risques de famine provoqués par la sécheresse et la désertification ne sont pas un phénomène passager qui peut disparaître du jour au lendemain. Voilà pourquoi il faudrait poursuivre les opérations d'urgence pour permettre aux populations touchées de compter une fois de plus sur leurs propres efforts.

M. Al-Mohamed (Oman)

Mon pays a toujours entretenu des liens étroits d'amitié avec la plupart des pays d'Afrique, surtout ceux qui se trouvent dans la partie orientale du continent. Depuis notre renaissance en 1970, l'Oman a développé et renforcé ces relations dans tous les domaines. Lorsque les pays d'Afrique ont été atteints par la sécheresse et la désertification, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour venir en aide aux pays touchés, afin qu'ils puissent prendre les mesures voulues pour affronter cette épreuve. Avec nos frères, les autres membres du Conseil pour la coopération entre les Etats du Golfe, dont le sixième Sommet s'est achevé hier dans la capitale de mon pays, nous avons fait tout notre possible pour alléger les souffrances de nos frères africains qui ont traversé une épreuve sans précédent, de celles que l'on voit rarement dans l'histoire et dont les conséquences sont encore visibles dans les secteurs sociaux et économiques des pays atteints.

M. Al-Mohamed (Oman)

C'est une source de satisfaction de constater les progrès réalisés par les pays africains face à la crise. Cela montre leur volonté de compter sur leurs propres efforts. Malgré la situation économique difficile qui règne dans les pays de l'Afrique subsaharienne, ces pays ont fait de véritables efforts d'ajustement qui méritent admiration et éloge. Grâce à ces efforts, aux niveaux national et international, et à d'autres mesures également, ils sont parvenus à réduire le déficit de leur balance de paiements de 25 milliards de dollars en 1981-1982 à 11 milliards de dollars en 1984. Bien que la réduction du déficit n'atteigne pas celle que d'autres régions ont pu réaliser, compte tenu de la situation économique difficile des pays de l'Afrique subsaharienne, elle est louable et mérite d'être encouragée et appuyée.

Nous partageons l'avis des orateurs précédents qui ont déclaré qu'un traitement juste de la situation économique critique en Afrique devrait dépasser les mesures propres à éviter les dangers et les problèmes de la famine. En fait, ces efforts devraient tendre à relancer la croissance économique, sans laquelle tous les efforts déjà déployés n'auront été que de simples palliatifs. Cela, ajouté au fait que, selon des projections démographiques, le continent africain comptera 690 millions d'habitants d'ici l'an 2000, devrait inciter la communauté internationale à empêcher une détérioration de l'économie des pays de l'Afrique subsaharienne à prendre des mesures appropriées pour stimuler le processus de développement économique et à trouver des solutions appropriées pour répondre aux besoins sociaux, économiques et de développement de ces pays.

Nous tenons à remercier le Secrétaire général de son rapport sur la situation économique critique en Afrique, document A/40/372 et Add.1 et 2. Nous partageons son point de vue lorsqu'il écrit que l'arrivée des pluies dans les pays africains atteints par la sécheresse n'aurait que des résultats limités, si l'on ne fournit pas à l'agriculture tous les intrants nécessaires. Nous pensons également comme lui que l'arrivée des pluies ne signifie pas que les pays affectés ne continueront pas à avoir besoin de recevoir des secours de la communauté internationale. Par la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique adoptée par l'Assemblée générale le 3 décembre 1984, la communauté internationale s'est vue charger du devoir humanitaire d'entreprendre les mesures nécessaires pour relancer le processus de développement en Afrique en fournissant les fonds nécessaires,

M. Al-Mohamed (Oman)

en donnant des conseils sur la manière de moderniser les techniques agricoles à tous les niveaux, en s'attaquant à la désertification, en assurant la reprise des projets industriels en Afrique et en tenant compte également des aspects sociaux du développement pour assurer un meilleur avenir à nos frères africains. Leur épreuve est la nôtre et nous travaillerons ensemble pour la surmonter.

M. BEIN (Israël) (interprétation de l'anglais) : Cinq cents millions d'êtres humains, 14 p. 100 de la population mondiale, vivent dans un état de malnutrition. Des millions de personnes meurent de faim chaque année. Des milliers d'Africains savent que si la situation ne change pas rapidement et radicalement, ce sera leur dernière année de vie.

Cent quarante-cinq points sont inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale cette année, dont un certain nombre sont dépassés, répétitifs et n'offrent rien qui puisse nous aider à atteindre notre objectif commun de vivre dans un monde meilleur qui ne connaisse ni la guerre, ni le terrorisme, ni la faim, ni la misère. Et pourtant, bien que la situation économique critique en Afrique soit un problème réel, elle ne fait l'objet que d'un seul point de l'ordre du jour. Ce point devrait être au centre de nos efforts et de nos délibérations.

De nombreux pays et nations d'Afrique sont confrontés à un danger immédiat horrible. Ce n'est pas un danger politique. C'est un danger qui dépasse toute politique ou idéologie; c'est un danger qui nous menace tous, qui est aigu en Afrique aujourd'hui mais qui pourrait s'étendre à de nombreuses nations d'autres continents; c'est une catastrophe mondiale en puissance. Nous devons agir vite et de façon concertée.

La famine qui existe aujourd'hui en Afrique est assurément l'une des plus importantes que ce continent ait jamais connues. Si nous n'agissons pas immédiatement, nous aurons en l'an 2000 un monde de cauchemar.

D'ici l'an 2000, la population mondiale atteindra six milliards d'êtres humains. Si nous n'agissons pas immédiatement, la dégradation du sol due à une érosion non surveillée pourrait réduire les zones cultivables et productives d'environ un sixième de leur surface actuelle, alors que le rendement agricole nécessaire pour nourrir six milliards d'êtres humains sera de 50 à 60 p. 100 supérieur à ce qu'il est aujourd'hui.

Le rapport du Secrétaire général indique que certains programmes d'assistance sérieux ont été entrepris. Israël estime cependant que cela n'est pas suffisant et

M. Bein (Israël)

que l'assistance et l'aide au développement fournies au cours de la dernière décennie n'ont pas permis de développer l'agriculture traditionnelle.

Les communautés rurales du monde entier, notamment en Afrique, manquent des ressources financières ainsi que des connaissances techniques pour reconstituer les éléments nutritifs de leurs sols. Elles ont donc des rendements faibles et la surface de terres cultivées par habitant est très limitée. Ce sont les mêmes raisons qui provoquent la dégradation du sol, l'érosion de surface résultant de techniques de production inappropriées, liées à l'épuisement des pâturages et à la monoculture.

M. Bein (Israël)

C'est un cercle vicieux qu'il faut rompre. Tout d'abord, en améliorant l'agriculture traditionnelle de manière à en faire une agriculture sûre, stable et sédentaire. Il faut convaincre la population rurale qu'il y va de son avantage. Elle doit non seulement continuer à appliquer ses méthodes traditionnelles d'agriculture, mais faire également des efforts pour la rapprocher d'une agriculture non traditionnelle. Elle doit aussi s'efforcer d'améliorer ses techniques de culture et ne devrait pas négliger l'importance des activités qui suivent la moisson.

Notre problème est de savoir comment motiver ces communautés prises dans le labyrinthe de la faim et de la sécheresse, de l'insécurité et de l'instabilité, des catastrophes naturelles et politiques, comment les convaincre de rompre ce cercle vicieux. Nous devons agir maintenant. Il n'y a pas de temps à perdre en d'autres conférences, en délibérations inutiles. Il faut agir, et agir immédiatement, si l'on ne veut pas que la dégradation des sols augmente et que l'épidémie de famine s'étende à d'autres pays et à d'autres communautés.

A la Conférence sur la situation d'urgence en Afrique, convoquée par le Secrétaire général à Genève en mars de cette année, Israël, par l'intermédiaire du Directeur général de son ministère des affaires étrangères, a présenté certaines directives en vue de solutions éventuelles. Ces directives se fondent sur la propre expérience d'Israël. De nombreux experts dans ce domaine estiment qu'Israël est un laboratoire naturel de développement. Israël est un pays jeune; 37 années seulement ont passé depuis que nous avons regagné notre indépendance. Pendant cette brève période, nos experts ont réussi à faire passer le pays d'une situation d'austérité totale et de semi-famine, par des étapes de développement rapide dont le taux annuel d'expansion était de 10 p. 100, au niveau auquel nous nous trouvons aujourd'hui, où nous produisons pratiquement tous les produits alimentaires dont nous avons besoin, et où nous exportons même le surplus de récoltes complètement nouvelles et novatrices en direction de terres lointaines.

Tout cela dans un pays qui entre dans la catégorie des pays situés dans une zone semi-aride, avec un niveau de précipitations annuelles moyen de 500 mm. Et ces précipitations sont inégalement réparties, plus de la moitié du territoire israélien recevant moins de 180 mm d'eau annuellement.

Nous avons dû développer notre agriculture dans des conditions semblables à celles de nombreux pays d'Afrique. Israël n'a pratiquement pas de ressources

M. Bein (Israël)

naturelles, et bien que nous ayons une abondance de sainteté, nous n'avons malheureusement aucun pétrole. Nous avons donc dû compter entièrement sur la seule ressource dont nous disposions, une ressource humaine, notre peuple.

De nombreux experts internationaux ont prédit que dans la région semi-aride du Moyen-Orient, il faudrait au moins une génération, c'est-à-dire 25 ans, afin de doubler la production alimentaire. Israël n'a pas seulement doublé sa production alimentaire, il l'a multipliée par 12, et cela en deux décennies. Nous avons accompli cela avec les seules ressources dont nous disposions, à savoir nos ressources humaines.

Le mouvement national d'Israël, le sionisme, est fondé sur les notions d'égalité et de partage. Theodore Herzl, fondateur du sionisme moderne, nous exhortait déjà, au début de ce siècle, à aider nos frères africains afin de les mettre en mesure de se libérer des préjugés et de la persécution.

C'est pourquoi nous avons toujours estimé qu'il était de notre devoir de partager avec les pays en développement les connaissances que nous avons acquises empiriquement. Je suis fier de pouvoir dire que je parle en connaissance de cause car, au cours de ces dernières années, en tant que directeur de la coopération internationale d'Israël, j'ai été personnellement mêlé à la planification et à l'application des programmes d'assistance technique à de nombreux pays d'Afrique et d'ailleurs.

Pendant les 26 ans au cours desquels nous avons participé aux efforts de développement internationaux, nous avons coopéré avec plus de 100 pays et formé plus de 50 000 hommes et femmes des pays en développement. Ces jeunes hommes et femmes ont été formés dans différentes disciplines, l'accent étant placé surtout sur l'agriculture, le développement des communautés rurales, la santé, l'éducation et les coopératives.

Israël a développé ses connaissances dans certains domaines d'intérêt spécial pour les régions frappées par la sécheresse. Ces domaines comprennent l'augmentation des précipitations, y compris l'ensemencement des nuages, la préservation hydrique dans les exploitations en cultures pluviales et la production plus élevée dans les zones irriguées. Dans la région semi-aride du Negev, de grands travaux de recherche ont été faits pour mettre au point des programmes de captage des eaux et de préservation hydrique qui puissent être efficacement

M. Bein (Israël)

appliqués aux communautés rurales de petite densité, isolées dans les régions semi-arides est prédisposées à la sécheresse d'Afrique.

Les deux tiers de la consommation en eau d'Israël proviennent de sources au sol développées au cours des trois dernières décennies. Cette technique, appliquée avec succès en Israël, peut être utilisée pour développer des travaux d'irrigation de petite et moyenne envergure, loin des rivières intarissables. Elle pourrait être appliquée sans que cela entraîne de grandes dépenses et les longs retards qui interviennent lors de la construction de barrages et de canaux importants. Ces idées, nous semble-t-il, devraient s'accompagner de mesures empêchant l'érosion des sols, encourageant les cultures sédentaires dans des zones de peuplement peu coûteuses, tout en assurant en même temps la disponibilité de services de base et en introduisant des pratiques de double culture, nécessitant des activités agricoles faibles et une irrigation partielle.

Des crédits orientés ainsi que des systèmes de vulgarisation pourraient être mis au point avec l'aide des secteurs publics et privés qui assureraient un marché aux produits agricoles tout en fournissant des installations destinées à abriter les récoltes et des systèmes d'irrigation à faible coût, tout cela dans le cadre de plans de développement sous-régionaux relativement modestes.

La propre expérience de développement rapide d'Israël a démontré le succès de cette phase du développement rural intégré. C'est en raison de la pénurie d'eau et de terre qu'Israël a fait un usage optimum de ses ressources dans le but d'en tirer un rendement optimum.

Pour suppléer à cette pénurie de ressources matérielles, on a mis l'accent sur le développement de tous les aspects du facteur humain, des ressources humaines. La formation à tous les niveaux de la hiérarchie agricole, y compris le développement des systèmes de vulgarisation, est, jusqu'à ce jour, la base même du succès d'Israël dans l'évolution de son agriculture. Le fermier israélien se range parmi les mieux formés du monde, et les services de vulgarisation servent d'exemple à de nombreux pays en développement.

En Israël, nous sommes persuadés que ces directives fondées sur notre propre expérience en matière de développement sont viables et adaptables à un grand nombre de pays d'Afrique et d'ailleurs. Toutefois, la famine aiguë qui sévit dans certains pays appelle aussi une réaction immédiate. C'est pourquoi les experts

M. Bein (Israël)

israéliens développent actuellement des systèmes plus efficaces de livraison d'aide alimentaire qui fourniront une ration calorique et une ration protéique plus élevées. En même temps, ces systèmes seraient le trait d'union entre une telle assistance et les programmes régionaux de développement des terres et des eaux déjà mentionnés.

Les objectifs du développement international appellent un changement urgent de direction. C'est là le défi de cette décennie. Il est possible d'atteindre ce but, en dépit de la pénurie de terres arables et d'eau, et en dépit des maigres ressources dont disposent divers pays.

M. Bein (Israël)

Nous estimons que, dans le domaine du développement, il y a un véritable défi à la coopération mondiale. Unissons nous dans un véritable esprit de fraternité. Protégeons nos frères. Encourageons ensemble une évolution qui viendra rompre le cercle vicieux de la pauvreté, de l'érosion et de la dégradation des terres agricoles de l'Afrique et du reste du monde en développement. Unissons-nous également pour développer la richesse essentielle du monde, les ressources humaines.

Israël a déjà entrepris un certain nombre de projets en Afrique. Nous nous sentons tenus de partager les fruits de notre expérience avec nos frères d'Afrique. Nous ne sommes pas riches sur le plan financier; cependant, nous sommes riches en expérience et en ressources humaines. Nos succès sont nombreux, mais nous avons également commis des erreurs. Nous pouvons aider nos amis d'Afrique à ne pas les reproduire.

Israël est un réservoir de bonne volonté et partage avec les peuples d'Afrique un esprit de fraternité. Ce n'est pas notre budget qui peut les aider, mais notre expérience peut le faire et nous nous y emploierons. Israël propose donc d'entamer immédiatement des discussions concernant les problèmes de sécheresse et de production alimentaire avec chaque pays d'Afrique ou avec quiconque le désire.

Pour conclure, je voudrais citer les paroles prononcées par Yitzhak Shamir, premier ministre d'Israël, dans cette instance l'année dernière :

"Israël invite tous les gouvernements à renoncer à leurs différences politiques et à leurs intérêts économiques étroits pour se donner la main dans une campagne contre la famine. Israël continuera à coopérer avec les autres nations dans les domaines de la technique et du développement et est prêt à s'associer aux autres gouvernements, aux institutions internationales et aux organisations non gouvernementales pour essayer de relever ce grand défi à l'humanité." (A/39/PV.18, p. 41)

M. BARNETT (Jamaïque) (interprétation de l'anglais) : La persistance de la crise économique en Afrique et ses conséquences nocives pour un continent et un peuple avec lesquels mon pays a les liens les plus étroits amènent ma délégation à participer une fois de plus au débat sur ce point. Il nous paraît de première importance que l'impulsion suscitée par des discussions antérieures au sujet de la crise, ici et ailleurs, soit maintenue et accrue. L'année écoulée a révélé une générosité et une bonne volonté dignes d'éloges de la part de la communauté

M. Barnett (Jamaïque)

internationale face à la situation économique critique en Afrique. Mais l'année écoulée a également montré toute l'ampleur du problème et nous a fait tous comprendre que l'Afrique avait surtout besoin non pas d'une assistance à court terme suscitée par les médias - aussi souhaitable et bienvenue soit-elle - mais d'efforts soutenus à plus long terme afin de résoudre de graves problèmes de structure et de favoriser la croissance et le développement.*

La réaction de la communauté internationale aux besoins d'urgence de l'Afrique mérite d'être applaudie. Nous notons le rôle joué non seulement par les gouvernements et le système même des Nations Unies mais par un grand nombre d'organisations non gouvernementales. La Jamaïque tient tout particulièrement à dire sa reconnaissance au Secrétaire général pour ses efforts inlassables et rendre hommage au travail du Bureau des opérations d'urgence qui s'acquitte de la tâche difficile de mobiliser et de coordonner l'assistance d'urgence à des millions d'êtres humains dans des régions vastes et dispersées. Ces efforts ont permis de sauver des vies humaines. Ils ont allégé les souffrances de millions de personnes, surtout dans les 21 pays les plus affectés par la sécheresse et les pénuries alimentaires. En outre, nous sommes encouragés d'apprendre que l'amélioration des conditions climatiques aura sans doute pour résultat de meilleures récoltes cette année et qu'il y a eu une amélioration relative de la situation d'urgence dans certains pays. Cependant, nous notons que la situation dans d'autres pays tels que le Soudan et l'Ethiopie reste critique et que, malgré tout, la crise est toujours là. Il est évident que la venue des pluies a également eu pour effet d'attirer l'attention sur des besoins non encore satisfaits dans des domaines importants autres que l'alimentation - par exemple les besoins de la santé et de l'hygiène, l'équipement pour les transports et les projets hydrauliques.

Cela souligne que l'assistance à l'Afrique doit être soutenue et continue. Le secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a fait remarquer que :

"Pour tragique et dévastatrice qu'elle soit, la situation d'urgence actuelle n'est rien d'autre qu'une manifestation d'une crise plus générale, profondément enracinée et débilitante du développement en Afrique."

* M. Marinescu (Roumanie), vice-président, assume la présidence.

M. Barnett (Jamaïque)

Nous sommes tout à fait d'accord sur ce point. En fait, s'il est un élément positif que l'on puisse discerner dans une crise aussi dévastatrice que la crise actuelle, c'est l'accent opportunément placé sur le développement de l'Afrique à long terme. Certes, ce fut toujours là un souci primordial de l'Afrique, mais il semble que son caractère d'urgence ressorte plus clairement que par le passé, tant en Afrique que dans les autres continents. C'est un fait que cet accent sur le développement à long terme s'est manifesté avec toujours plus de vigueur dans les discussions sur la crise actuelle.

Il nous suffira de citer le récent deuxième mémorandum spécial de la Conférence de la Commission économique pour l'Afrique des ministres sur l'action internationale pour relancer l'initiative en vue du développement à long terme et de la croissance économique en Afrique, la Déclaration sur la situation économique en Afrique et le Programme prioritaire quinquennal adopté en juillet dernier par la vingt et unième session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et, si je peux revenir cinq ans en arrière, le Plan fondamental d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos. La voie du développement de l'Afrique a été tracée comme il convient; il s'agit maintenant d'y consacrer la volonté et les ressources nécessaires.

Nous pourrions relever à ce dernier propos certains éléments favorables comme des discussions concernant l'emploi des ressources du Fonds d'affectation spéciale qui se sont récemment déroulées à Séoul et qui promettent d'être utiles à bien des pays africains, et la création du Service spécial pour l'Afrique sub-saharienne par la Banque mondiale en juillet dernier.

Les perspectives immédiates pour l'Afrique, surtout dans les pays au sud du Sahara qui ont été affectés par la sécheresse, ne sont pas bonnes. A part la mort et les perturbations causées par des conditions climatiques hostiles, ces pays ont été parmi les plus durement atteints par la longue récession internationale et ploient maintenant sous le fardeau de la dette et des marchés des matières premières qui s'effondrent. La croissance dans l'Afrique au sud du Sahara n'a été en moyenne que de 1,5 p. 100 en 1984. Encore que les projections permettent d'entrevoir des résultats légèrement améliorés en 1985 et 1986, le revenu par habitant ne montera sans doute pas. La Jamaïque appuie entièrement la proposition des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA tendant à convoquer une session

M. Barnett (Jamaïque)

extraordinaire de l'Assemblée générale pour examiner en profondeur la situation économique critique en Afrique. Je voudrais terminer en affirmant la solidarité du Gouvernement et du peuple de la Jamaïque avec l'Afrique dans la crise économique qu'elle traverse. La Jamaïque pense qu'il est de l'intérêt de tous les peuples sur tous les continents que l'Afrique, avec ses ressources humaines et matérielles considérables et son potentiel économique évident, ne puisse languir dans un état dangereux de sous-développement. Pour le bien de ses peuples et pour celui de l'humanité, le potentiel de l'Afrique doit être libéré. La communauté internationale doit trouver la volonté et les ressources voulues pour appuyer de manière constante les efforts entrepris par les gouvernements et les peuples d'Afrique pour transformer le continent en un pôle important de croissance de l'économie internationale. Nous croyons en fait que c'est là l'une des exigences essentielles d'un ordre économique mondial plus éclairé.

M. THIOUNN PRASITH (Kampuchea démocratique) : La crise profonde qui secoue l'économie mondiale en cette fin de siècle continue de s'aggraver dans les pays en développement, en particulier dans les pays les plus pauvres, dont un grand nombre se trouvent en Afrique. La reprise économique inégale et précaire que connaissent quelques pays industrialisés depuis la fin de la longue et grave récession de 1980-1982 n'a pas permis aux pays en développement en général, et encore moins aux pays les moins avancés, de redresser leur développement économique.

L'Afrique qui, selon les indicateurs économiques et sociaux disponibles, comprend la moitié des pays enclavés, les trois quarts des pays les moins avancés et les plus défavorisés et aussi les plus fortes concentrations de réfugiés et de personnes déplacées, est de loin la plus gravement affectée par l'incertitude et les effets négatifs qui caractérisent l'économie internationale de l'heure. La plupart des pays africains, contraints de freiner, voire de cesser totalement, leurs activités de développement du fait de l'effondrement des prix des produits de base, de la stagnation et de la diminution en valeur réelle de l'aide publique au développement, de la montée du protectionnisme et du lourd endettement, ont enregistré un déclin sensible de leur niveau de vie au cours de ces dernières années. Certains d'entre eux risquent de subir une faillite économique aux conséquences désastreuses, tant sur le plan politique que sur celui du développement économique et social. Le taux annuel de la croissance économique des pays les moins avancés d'Afrique est tombé de 2,5 p. 100 en 1975-1980 à 0,8 p. 100 en 1981-1984.

A ces éléments exogènes défavorables, qui transcendent les capacités des peuples et des gouvernements africains, viennent s'ajouter des facteurs climatiques désastreux. La sécheresse persiste et continue de sévir en Afrique, en particulier dans le Sahel. Bien que, dans certaines régions du continent, les pluies atteignent presque leur niveau habituel, elles arrivent trop tard : les gens sont déjà dans des camps de réfugiés, ayant quitté leurs villages car leurs champs sont devenus stériles et leur bétail est décimé. La désertification continue de faire rage, empiétant sur des terres précédemment arables au rythme de 60 à 70 000 km² par an. En outre, l'Afrique a souffert périodiquement d'autres calamités naturelles telles que les cyclones et les inondations causées par des pluies diluviennes violentes.

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

La conjonction de ces deux facteurs a grandement perturbé le développement économique et social des pays africains et causé la plus catastrophique situation économique de l'histoire contemporaine du continent. Les conséquences et les répercussions de cette situation tragique, au niveau du pays comme à l'échelle du continent, ont déjà été très pertinemment mises en relief dans le rapport du Secrétaire général et le deuxième Mémoire spécial adopté par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique. Plus d'un million de nos frères et soeurs africains ont déjà péri. Dix millions d'autres ont été littéralement jetés sur les routes, forcés par la famine et la maladie d'abandonner leurs foyers et leurs villages ancestraux à la recherche de nourriture et d'eau. Vingt pays africains au sud du Sahara sont encore affectés par la sécheresse, dont neuf très gravement. Au total, plus de 30 millions de personnes sont en danger de mort. Les écosystèmes qui ont entretenu la vie pendant des siècles et fait de l'Afrique, étymologiquement, le symbole de "la fertilité et le continent des fruits" se sont maintenant effondrés. Telle est l'ampleur de la crise économique en Afrique, qui a provoqué de très grands bouleversements internes débordant même des frontières des divers pays touchés et qui constitue à long terme une menace pour la survie des populations africaines et de leur civilisation.

Devant cette situation, dont l'effet sur leur économie déjà fragile est foudroyant, les pays africains ont à maintes reprises réaffirmé leur détermination d'adopter des voies et moyens pour relever ce défi. Les chefs d'Etat ou de gouvernement africains ont récemment réitéré que :

"le développement de notre continent incombe au premier chef à nos gouvernements et à nos peuples. Nous sommes [...] résolu à prendre individuellement et collectivement des mesures concrètes pour le développement économique de notre continent..." (A/40/666, p. 4)

Le président Kountché, du Niger, a souligné que :

"Les Africains n'abandonnent pas facilement. Beaucoup ont semé trois ou quatre fois durant la même année dans l'espoir que les pluies viendraient et qu'il y aurait une récolte; c'est seulement quand il n'y a plus eu de semences qu'ils sont partis."

Le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, la Déclaration de Hararé, les Mémoires spéciaux des ministres de la CEA, pour n'en citer que quelques-uns,

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

sont autant de manifestations de la détermination, des efforts courageusement déployés et des mesures concrètes prises par les peuples et gouvernements africains en vue de faire face à ce double défi, à savoir assurer les besoins immédiats de millions d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards, empêcher la famine et la maladie de s'étendre, et assurer en même temps le développement et la croissance économiques à long terme.

Il est bien compréhensible que, face à cette situation catastrophique, l'on s'attache en premier lieu aux mesures immédiates puisque c'est la vie des millions de personnes gravement touchées par la famine et d'autres calamités naturelles qui est en jeu. A cet égard, il est réjouissant de constater que, répondant à l'appel vibrant de l'Afrique, les gouvernements, individus de par le monde, organismes et institutions des Nations Unies ont fait des efforts considérables pour venir en aide aux pays affectés. Grâce à leur assistance humanitaire et à la bonne coordination entre les pays victimes et les organismes et institutions internationaux, des progrès importants ont été réalisés pour contenir les ravages de la famine, de la maladie et de la malnutrition. La création du Bureau des opérations d'urgence en Afrique au début de cette année et la convocation de la Conférence sur la situation d'urgence en Afrique, à l'initiative du Secrétaire général - à qui ma délégation tient à rendre un profond hommage pour ses efforts inlassables et son attachement indéfectible aux idéaux et aux principes de la Charte -, s'avèrent très bénéfiques. Car elles permettent, d'une part, d'assurer une mobilisation et une utilisation utiles de ressources considérables et, d'autre part, de continuer à sensibiliser la communauté internationale sur la misère sous laquelle ploie l'Afrique et sur les mesures d'urgence qui s'imposent dès à présent pour mettre fin à cette situation.

Cependant, il est entièrement justifiable de lier la réaction mondiale actuelle à la situation d'urgence en Afrique aux besoins du développement et de la croissance économiques à long terme de ce continent, si la communauté internationale veut s'attaquer à la racine du phénomène. Les chefs d'Etat ou de gouvernement africains ont très justement fait valoir à cet égard que l'aide d'urgence ne serait nécessaire que pendant quelque temps, tandis que l'essentiel des efforts devrait être axé sur une aide au développement à plus long terme, afin d'éviter de faire de la crise un phénomène permanent et de prévenir son retour. Le

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

président Abdou Diouf, du Sénégal, parlant au nom de l'OUA à la tribune de notre assemblée générale a dit que : le mal devrait être attaqué à la racine. Alors que, face à la crise économique africaine, les réactions, tant des gouvernements, des individus et des diverses institutions pour ce qui est d'assurer les besoins immédiats étaient, dans l'ensemble, très efficaces et extrêmement louables, beaucoup reste encore à faire pour aider à restructurer les économies africaines.

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

Il conviendrait de fournir des ressources supplémentaires pour permettre aux gouvernements et peuples africains de s'attaquer aux problèmes structurels tels que la production alimentaire et agricole, la lutte contre la sécheresse et la désertification, le développement industriel, la mise en place des infrastructures et d'autres, définis dans le Plan d'action de Lagos et l'Acte final, et réitérés par les ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). L'ampleur et la complexité de la crise économique et sociale que traverse l'Afrique sont si grandes que, pour la surmonter, les gouvernements et peuples africains ont grandement besoin de l'aide extérieure. L'Afrique a besoin de cette aide internationale pour mettre en valeur ses immenses richesses et potentialités naturelles qui demeurent inexploitées dans son sous-sol, sur ses terres volcaniques, dans ses mers, etc. Sur le plan agricole, elle renferme 800 millions d'hectares de terres potentiellement arables, dont seulement 170 millions sont actuellement utilisés pour l'agriculture.

Les catastrophes naturelles ne sont pas seules responsables de la situation économique critique qui sévit en Afrique. En effet, l'Afrique est fortement pénalisée par un environnement extérieur hostile, un système de relations économiques internationales injustes et inéquitables et des politiques macro-économiques incohérentes. Parmi les variables économiques critiques qui créaient des obstacles insurmontables au développement économique et social des pays africains et menaçaient même leur stabilité politique, le problème de la dette extérieure paraît une source de profonde préoccupation. La dette extérieure de l'Afrique qui était estimée à 158 milliards de dollars E-U en 1984 devrait dépasser 170 milliards cette année, et le taux du service de la dette excéderait 27 p. 100 des exportations en 1985. Et ce problème est d'autant plus inquiétant que, jusqu'aujourd'hui, les principales institutions financières semblaient délibérément laisser l'Afrique en dehors des mécanismes de négociation de la dette et que peu d'importance a été accordée par la communauté internationale à ce problème. A cet effet, ma délégation soutient la tenue d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique, proposée par la Conférence au sommet de l'OUA et appuyée par la deuxième session ordinaire du Conseil économique et social en juillet dernier. Une telle conférence permettra sans doute aux créanciers et aux emprunteurs africains d'échanger des points de vue afin de trouver des solutions

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

appropriées à court, moyen et long termes. Aussi, accueillons-nous avec satisfaction la prochaine convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en Afrique qui servira de tribune aux pays industrialisés, aux pays africains et aux institutions internationales concernées pour examiner ensemble ce problème afin de trouver des solutions adéquates pour le redressement économique de ce continent.

Cela fait maintenant deux années consécutives que le Conseil économique et social traite de la situation économique critique en Afrique en tant que question de la plus haute priorité. La communauté internationale a déjà très généreusement et efficacement sauvé la vie de millions de personnes en fournissant à temps les aides humanitaires nécessaires. Mais il nous incombe maintenant d'aider encore nos frères et soeurs africains à relancer et à accroître l'efficacité de leur économie en vue d'édifier un avenir meilleur. Nous avons, l'année dernière, d'une façon explicite, pris un engagement historique en adoptant par consensus la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique, qui constitue la base d'une action concertée de la part de la communauté internationale. Il est temps d'honorer notre engagement.

Le Kampuchea démocratique, pays non aligné et en développement le plus démuné, victime de surcroît d'une guerre d'agression et de génocide la plus dévastatrice que l'on sait, mesure dans toute son ampleur la situation douloureuse à laquelle sont en train de faire face avec courage, détermination, ténacité et dignité les peuples et les gouvernements africains. En dépit de ses propres difficultés et des problèmes graves qui menacent la survie même de la nation, du peuple et de sa civilisation, mon gouvernement se joindra toujours aux louables efforts déployés par les peuples et gouvernements africains et la communauté internationale pour relever ce défi. C'est dans ces sentiments que mon gouvernement s'est toujours efforcé dans la mesure de ses très modestes moyens, et dans une situation difficile de guerre, de participer, en réponse à l'appel du Secrétaire général, à la Conférence internationale sur l'aide d'urgence aux pays africains, en apportant sa modeste contribution en témoignage de sa solidarité et de son amitié fraternelle et indéfectible avec les pays et les peuples frères africains.

Etant eux-mêmes victimes d'une guerre d'invasion et d'occupation, le peuple du Kampuchea et son gouvernement de coalition éprouvent une grande indignation envers

M. Thiounn Prasith (Kampuchea démocratique)

la politique d'agression du régime raciste de Pretoria qui constitue un autre obstacle majeur à l'émancipation économique des pays et des peuples en Afrique australe s'ajoutant aux calamités naturelles et à l'environnement économique défavorable.

Nous demeurons convaincus que les nobles efforts, le courage et la détermination des gouvernements et peuples africains de s'attaquer de front, individuellement et collectivement, à la situation critique et pressante de leurs pays continueront à être secondés et soutenus activement et efficacement par toute la communauté internationale. En effet, nous l'avons déjà souligné, ce n'est pas là une question d'altruisme mais une nécessité vitale née de l'interdépendance globale. De l'issue de cette bataille gigantesque contre ce fléau à l'échelle de tout un continent dépendent non seulement la survie de millions d'êtres humains - nos frères et soeurs africains - mais aussi la dignité de tous les autres êtres humains, notre dignité à nous tous, ainsi que la paix et la stabilité dans le monde, que nous tous voulons préserver conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies dont nous venons de célébrer avec solennité le quarantième anniversaire.

C'est dans ces sentiments que nous sommes convaincus que le projet de résolution A/40/L.15 qui vient d'être présenté par le distingué ambassadeur de Maurice sera adopté par consensus.

M. AKHTAR (Pakistan) (interprétation de l'anglais) : Un grand nombre de pays africains connaissent aujourd'hui une situation économique critique créée par de longues périodes de sécheresse et aggravée par l'absence ou le retard de la réaction de la communauté internationale. C'est une région qui, jusqu'aux années 70, a lutté pour son développement économique qui lutte maintenant pour sa survie.

La situation actuelle en Afrique découle d'un mélange de facteurs climatiques néfastes, d'une crise économique mondiale qui a suscité un environnement externe hostile ainsi que des effets désastreux de la colonisation. Les économies fragiles des pays affectés ont été ébranlées par la sécheresse et la famine, ce qui a appelé le besoin d'apporter des changements radicaux aux programmes de développement de ces pays.

Devant ce grave défi, les pays africains ont réagi avec audacité et imagination. La Déclaration et le Programme adoptés par les chefs d'Etat et de

M. Akhtar (Pakistan)

gouvernement africains en juillet dernier, à Addis-Abeba, témoignent du courage et du sens pratique dont ils ont fait preuve pour résoudre leur problème.

Nombre des orateurs qui m'ont précédé ont évoqué les difficultés auxquelles se heurtent les peuples africains, allant de la famine, de la désertification, de la famine, de la malnutrition et du fardeau toujours plus lourd de la dette aux sombres perspectives d'un développement économique et social à long terme. Ils ont également indiqué qu'une solution viable à un problème de cette envergure exige la coopération internationale et les efforts conjugués de la communauté internationale.

Nous nous félicitons donc que la communauté internationale ait réagi de manière positive à la crise en Afrique. Un grand nombre d'initiatives ont été prises pour acheminer l'assistance d'urgence à court terme ainsi que l'assistance technique et économique à long terme.

M. Akhtar (Pakistan)

Dans ce contexte, nous tenons à féliciter le Secrétaire général des Nations Unies d'avoir créé le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, qui, sous la direction de M. Bradford Morse, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), joue un rôle de premier plan dans la coordination de l'aide de la communauté internationale. Les initiatives du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de la Conférence islamique et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales traduisent une volonté commune de rester aux côtés de nos frères africains en cette heure critique.

Nous sommes conscients que nous ne devons pas, face à la situation en Afrique, nous borner à une aide d'urgence. Nous devons simultanément fournir toute l'assistance technique et économique nécessaire à la reprise d'un programme visant à assurer le développement économique à long terme.

Le Gouvernement et le peuple du Pakistan sont pleinement conscients de l'urgence et de la gravité des problèmes auxquels l'Afrique est aujourd'hui confrontée. Je puis assurer l'Assemblée que, comme par le passé, le peuple du Pakistan est aux côtés de ses frères africains et qu'en dépit de ses ressources limitées, il est prêt à lui apporter toute l'aide possible afin d'atténuer les conséquences de la famine en Afrique.

Le Pakistan a déjà fourni une assistance d'urgence sous la forme de 7 500 tonnes de céréales aux pays touchés par la famine et il s'est engagé à fournir 10 000 tonnes de riz pour tenter de remédier à la famine en Afrique.

Afin de répondre au désir des Pakistanais de s'associer aux efforts du gouvernement pour aider les pays d'Afrique touchés par la famine, un Fonds de secours aux victimes de la famine a été créé par le Président du Pakistan pour recueillir les dons en espèces du public. Le Fonds a commencé ses opérations en recevant une journée de traitement de tous les fonctionnaires de l'Etat, y compris les employés des banques nationales et des entreprises du secteur public. Les recettes du Fonds serviront à augmenter l'assistance fournie aux pays touchés d'Afrique.

Le 17 mars 1985, le Pakistan a observé une journée de solidarité avec les peuples d'Afrique touchés par la famine et le Ministère des postes et télégraphes du Pakistan prépare actuellement l'émission d'un timbre-poste témoignant de la préoccupation du Pakistan à l'égard de la situation critique en Afrique.

M. Akhtar (Pakistan)

En outre, le Gouvernement pakistanais envisage actuellement un programme de secours à moyen et à long terme sous forme d'assistance technique et autre. Ce programme est destiné à faire face aux besoins en matière d'infrastructure d'appui au développement des pays touchés.

Nous sommes certains que grâce à leur courage et à leur héroïsme traditionnels, les peuples d'Afrique sauront, avec la coopération de la communauté internationale, surmonter la crise et replacer leurs pays dans la voie du progrès, de la prospérité et du développement économique.

Nous tenons à les assurer qu'ils ne sont pas seuls dans cette lutte pour la survie et le développement. Nous serons à leurs côtés tout au long de la route.

M. ZVEZDIN (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Qu'il me soit permis de remercier sincèrement toutes les délégations qui nous ont adressé des vœux à l'occasion de notre fête nationale. Aujourd'hui, en effet, 7 novembre, nous célébrons le soixante-huitième anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre. La réaction en chaîne des transformations que cette révolution a suscitées a profondément changé l'aspect social de la planète. On a vu apparaître le système mondial du socialisme et s'effondrer les empires coloniaux tandis que des dizaines de jeunes Etats indépendants apparaissaient sur la carte politique du monde. Ces processus ont trouvé leur expression dans l'adoption, par l'Assemblée générale, de nombreux documents importants concernant les principes des relations internationales, comme la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par laquelle l'Assemblée générale, il y a 25 ans, a proclamé le droit de toutes les nations à l'autodétermination, à l'indépendance et au développement économique et a condamné la politique de domination et d'exploitation étrangères. Les années qui se sont écoulées depuis ont été une période d'éveil tumultueux pour le continent africain qui, secouant le joug du colonialisme, a vu ses peuples s'engager dans la voie d'un développement politique indépendant.

Depuis quelque temps, la situation en Afrique suscite à nouveau la vive préoccupation de la communauté internationale, comme en témoigne entre autres choses l'adoption d'une déclaration par l'Assemblée générale et d'une résolution par le Conseil économique et social sur la situation économique critique sur ce continent.

M. Zvezdin (URSS)

Il serait naïf de croire que la crise actuelle est uniquement le résultat de conditions climatiques défavorables ou du jeu de facteurs démographiques. On ne manque pas d'études pour nous convaincre qu'il faut rechercher la cause première de la crise dans l'époque coloniale, lorsque les colonialistes adaptaient par la force l'économie naissante du continent à leurs propres besoins en méconnaissant les intérêts des populations africaines.

Ayant hérité de l'ère coloniale un faible développement des forces productrices, une dépendance totale par rapport à la spéculation sur les marchés mondiaux des matières premières et un retard socio-économique général, les jeunes Etats africains, même après la conquête de leur indépendance politique, sont restés dans une situation inégale dans la division internationale du travail imposée par le capitalisme.

Toutes les tentatives faites par les Etats africains pour conquérir leur indépendance économique se sont heurtées à la résistance des puissances impérialistes et de leurs monopoles pratiquant de propos délibéré une politique d'exploitation des ressources humaines et naturelles du continent.

La Déclaration sur la situation économique critique en Afrique adoptée lors de la vingt et unième session de Chefs d'Etat ou de gouvernement de l'OUA, cite à juste titre parmi les causes fondamentales des difficultés économiques du continent africain la détérioration des termes de l'échange et la diminution concomitante des recettes d'exportation, une croissance sans précédent des taux d'intérêt et les fortes fluctuations du cours des devises. C'est ainsi que la dette extérieure des pays africains a atteint un niveau sans précédent, épuisant l'économie déjà vulnérable du continent. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), de 30 à 80 p. 100 des recettes d'exportation des pays du continent servent à amortir la dette. D'après la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), rien que pour cette année, 38 pays africains au sud du Sahara devront payer 11,1 milliards de dollars au titre du service de la dette. Tout cela concourt à la fuite des ressources financières du continent africain ce qui, selon les estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), se chiffre à plus de neuf millions de dollars par an.

En conséquence, le niveau de vie des populations africaines décline depuis une dizaine d'années et continuera sans doute à le faire jusqu'à la fin du millénaire.

M. Zvezdin (URSS)

Tel est le rôle réel réservé dans le monde aux pays africains par le système économique capitaliste du fait de ce que l'on appelle le "libre jeu" des forces du marché.

Cependant, ceux qui mènent ce libre jeu se refusent, non seulement à reconnaître honnêtement leurs responsabilités dans les maux économiques de l'Afrique, mais, au mépris de la logique la plus élémentaire, ils demandent que les pays du continent se soumettent complètement à cette "magie du marché" et laissent les coudées franches aux entreprises privées et aux capitaux étrangers. Qui plus est, on cherche à faire retomber toute la faute de la situation pénible qui règne en Afrique sur les pays africains eux-mêmes, à l'expliquer par les erreurs commises dans leurs plans de développement national et par l'accent mis sur le secteur public de leur économie, qui empêcherait les fluctuations "saines" du marché. Nous jugeons inadmissibles et antihumaines les tentatives de ce genre, qui ont pour but de profiter de la situation critique des pays africains afin de s'ingérer dans leur politique intérieure et étrangère et, partant, de bloquer le processus de libération économique du continent.

Il est également inquiétant de constater que, depuis quelque temps, on voit de plus en plus se joindre à cette politique répréhensible les organismes internationaux de crédit, notamment le Fonds monétaire international, qui, comme l'a souligné à l'Assemblée générale le Président de la République-Unie de Tanzanie, M. Julius Nyerere :

"est utilisé par les nations les plus riches pour imposer à l'échelon international leurs propres politiques économiques aux pays sous-développés."

(A/40/PV.13, p .17)

M. Zvezdin (URSS)

Il convient de relever également que de nombreux pays d'Afrique se sont trouvés entraînés dans la course aux armements imposée par l'impérialisme et qu'ils doivent de ce fait supporter une lourde part des dépenses militaires. Sur le trillion de dollars qui, selon les calculs de certains spécialistes, devront être consacrés à la mise en place du nouveau système américain de défense dans l'espace extra-atmosphérique, le tiers environ proviendra de ce que les sociétés transnationales et d'autres investisseurs étrangers auront retiré de l'exploitation des ressources minérales et des autres richesses naturelles de l'Afrique.

Nous appuyons les recommandations des audiences publiques quant à la cessation de tout soutien de la part des sociétés transnationales au régime de l'apartheid et à l'occupation illégale en Namibie. L'Assemblée générale doit exiger de la manière la plus catégorique que ces recommandations soient appliquées sans retard.

L'analyse des causes des difficultés économiques que connaît l'Afrique montre que ces causes ont un caractère très complexe et par conséquent leur solution doit porter également sur tous les aspects du problème. La sécheresse et la famine ne peuvent pas être surmontées uniquement par des mesures d'urgence. Il est souligné dans la Déclaration de l'OUA que "la lutte actuellement menée pour sauver des vies humaines et pour réduire les conséquences de famine ne doit pas être le seul objet de l'attention et du soutien et de la coopération internationaux" et il est nécessaire "de faire disparaître les causes de la crise alimentaire et agricole en Afrique". C'est précisément sur ces objectifs que doivent se concentrer les efforts de la communauté internationale à l'occasion de l'élaboration de solutions à long terme des problèmes économiques du continent africain.

Dans l'ensemble, nous jugeons positifs les efforts entrepris par les organisations du système des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales ou gouvernementales afin d'apporter assistance aux pays d'Afrique, mais nous voudrions formuler une mise en garde contre les tentatives qui viseraient à faire servir le drapeau des Nations Unies de couvert à une ingérence dans les affaires intérieures d'Etats souverains, et ceci s'applique notamment aux questions de l'assistance bilatérale. Malheureusement, on perçoit des tentatives semblables dans les activités de certaines organisations et en particulier celles du Bureau des opérations d'urgence en Afrique.

Pour l'Union soviétique, la coopération avec les pays d'Afrique et l'octroi à ces pays d'une assistance désintéressée ne constituent pas une action en quelque

M. Zvezdin (URSS)

sorte ponctuelle; il s'agit là de l'expression de la politique systématique de notre Etat qui ne subit pas le flux et le reflux de la conjoncture. Cette politique a été réalisée dès les tout premiers jours de l'existence du continent africain libéré du colonialisme et se poursuit à ce jour.

Aujourd'hui, le représentant des Etats-Unis nous a présenté des calculs - qu'il a peut-être faits lui-même - concernant l'assistance donnée par les pays socialistes aux pays d'Afrique. Ils ne correspondent évidemment pas aux faits. En même temps, je tiens à signaler à l'Assemblée générale que nous n'avons pas trouvé dans sa déclaration d'analyse complète des raisons de la situation économique critique que traversent les pays d'Afrique. De toute évidence, il y avait là quelques lacunes. Il a omis de nous dire que les pays à économie de marché, et notamment les Etats-Unis, ont porté un coup des plus préjudiciables aux pays africains au début des années 80, et qu'il faudra de longues années pour en faire disparaître les conséquences. Il a omis de nous dire que le Gouvernement des Etats-Unis pratiquait une politique de taux d'intérêt élevés, qui provoque la fuite de millions de dollars hors des pays africains. Il a omis de dire bien des choses encore quant aux raisons véritables, aux énormes difficultés que connaissent actuellement les pays africains, et qui montrent à l'évidence que le préjudice qui leur est ainsi causé augmente de manière cyclique l'importance de l'aide nécessaire.

Notre coopération avec les pays africains porte sur le domaine de la production en matériel et, au premier chef, sur le développement de l'industrie qui représente plus de 70 p. 100 du volume de l'assistance, ce qui constitue l'une des conditions essentielles pour venir à bout du retard économique. Au cours des 10 dernières années, l'assistance donnée par l'Union soviétique aux pays africains a été multipliée par 5,5. Avec l'assistance de l'Union soviétique, les pays d'Afrique ont équipé plus de 300 installations industrielles; 286 autres installations sont en construction ou à l'état de projet. Sur les terres cultivables dont l'Afrique dispose, grâce à l'assistance de l'Union soviétique, il sera possible de produire 7,7 millions de tonnes de graines par an. L'Union soviétique continuera à accorder un soutien et une assistance économique et politique aux peuples africains qui luttent pour parvenir à une indépendance économique véritable, en le faisant sous des formes qui répondent à notre structure sociale et dans la limite de nos possibilités.

M. Zvezdin (URSS)

Nous continuerons également à nous efforcer d'intensifier le rôle des Nations Unies, destiné à permettre aux pays africains à se doter d'une indépendance économique véritable.

Ainsi que l'a souligné Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique :

"Il est du devoir des Nations Unies de contribuer par tous les moyens possibles à accélérer le processus de décolonisation dans le domaine économique, et à procéder à la restructuration des relations économiques internationales sur une base équitable et démocratique. Les Nations Unies doivent se faire entendre dans des protestations contre l'exploitation des pays en développement par les sociétés transnationales, le pillage de leurs ressources naturelles et leur strangulation dans le noeud coulant de la dette."

Dans la lutte pour la libération économique et le progrès social de leurs peuples, les Etats africains pourront toujours compter sur toute l'assistance et tout le soutien de l'Union soviétique.

M. JURASZ (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Puis-je, en premier lieu, adresser aux délégations de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, et par leur intermédiaire à leurs gouvernements et à leurs peuples, nos vœux les plus fraternels à l'occasion de leur fête nationale, pour le soixante-huitième anniversaire de la Grande Révolution d'octobre.

Le cas de l'Afrique reste un cas douloureux mais, en même temps, offre une occasion unique pour les peuples des Nations Unies de se regrouper et de coopérer en une généreuse opération internationale visant à améliorer de façon durable le destin de l'Afrique en apportant des modifications hautement nécessaires à l'ordre économique international injuste qui existe actuellement et en consacrant ses efforts à une reconstruction et un relèvement pacifiques et à l'élimination des causes sociales, politiques et économiques de la crise.

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, prenant la parole à la session d'été du Conseil économique et social, a déclaré ce qui suit :

"Au cours des 12 mois écoulés, les conditions socio-économiques en Afrique ont continué d'être fortement influencées par des facteurs adverses internes et

M. Jurasz (Pologne)

externes qui, ensemble, ont contribué à aggraver la crise économique et sociale à laquelle est confronté le continent."

Les solutions doivent nécessairement correspondre à la nature des problèmes.

L'on ne peut qu'être d'accord avec le Comité de la planification pour le développement lorsqu'il dit que :

"... à moins de s'attaquer aujourd'hui de façon plus efficace aux racines mêmes des problèmes de l'Afrique, la reproduction de catastrophes similaires ne manquera pas de se produire au cours des décennies à venir. Il est essentiel que nous consacrons dès aujourd'hui de vigoureux efforts pour sauver l'avenir de l'Afrique."

M. Jurasz (Pologne)

Il y a quelques jours, le Directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, M. Edouard Saouma, a déclaré devant la Deuxième Commission que le développement à long terme de l'Afrique était entravé par des circonstances défavorables et extérieures - je répète "extérieures" -, notamment dans le domaine du commerce et de la dette. M. Saouma a présenté des statistiques convaincantes mais alarmantes, que nous devons garder présentes à l'esprit en discutant la situation économique critique de l'Afrique. Ces données comprennent les faits suivants : De 1981 à 1983, les exportations des pays africains ont diminué de 7 p. 100 en volume et de près de 20 p. 100 en valeur. Les prix à l'exportation de la plupart des produits agricoles ont fortement diminué au cours des 12 derniers mois et, dans certains cas, ont chuté de 20 à 30 p. 100. Une nouvelle diminution des termes de l'échange est prévue pour la fin de l'année 1985. Une dette extérieure énorme de plus de 170 milliards, représentant plus de 40 p. 100 du PNB des pays africains, s'est accrue. Plus de 30 p. 100 de leurs recettes d'exportations sont consacrés au service de la dette.

Derrière les données statistiques concernant l'Afrique et les tendances et orientations économiques se déroule un drame humain de pauvreté, de la faim, de désespoir et de malaise socio-politique.

En mars 1985, la Conférence de Genève sur la situation critique en Afrique a identifié 20 pays affectés par cette situation. Quelque 199 millions d'individus vivent dans ces pays et l'on estime à quelque 35 millions le nombre de personnes les plus sévèrement touchées. Parmi ces gens, il y en a 10 millions qui ont dû quitter leurs foyers et leurs terres à la recherche de vivres, d'eau et de pâturage pour leurs troupeaux.

Nous voudrions rendre hommage au Secrétaire général, à M. Bradford Morse et à M. Saouma pour les efforts infatigables qu'ils ont déployés pendant l'opération de secours d'urgence en Afrique.

Hier, j'ai eu l'honneur de déclarer devant la Deuxième Commission que la crise de la dette actuelle - comparée à celle des années passées - revêt une nouvelle dimension qualitative, parce qu'elle affecte la majorité des pays africains. Comme on le déclare justement dans le rapport de 1985 du Conseil du commerce et du développement, la dette pèse non seulement sur les pays débiteurs et leurs créanciers, mais aussi sur l'ensemble du processus du développement ainsi que sur

M. Jurasz (Pologne)

le système du commerce et des paiements. Il est donc justifié de dire que l'avenir de l'économie mondiale est essentiellement fonction de la solution qui sera apportée à ce problème. Cela vaut tout particulièrement pour les pays africains.

Les possibilités pour les pays africains d'assurer leur service de la dette sont limitées. La majorité des pays débiteurs n'ont pas la possibilité de réduire davantage ni leurs importations ni la consommation interne ni l'investissement.

La crise de la dette est donc un défi pour l'Afrique, ainsi que pour l'ensemble de la communauté internationale.

Il n'est donc pas étonnant que ce grave problème se trouve examiné en de nombreuses instances, et notamment dans le cadre du système des Nations Unies. Le Gouvernement polonais pense qu'on devrait renforcer le rôle que pourraient jouer les Nations Unies en la matière. C'est dans cet esprit que mon Chef d'Etat, le général Wojciech Jaruzelski, dans l'allocution qu'il a faite, il y a quelques semaines, devant l'Assemblée générale a présenté l'idée de créer, sous l'égide du Secrétaire général, un centre de recherche sur la dette et le développement - ce centre, instance importante, regrouperait des experts et des représentants des gouvernements, contribuerait considérablement à l'élaboration d'une stratégie pour la dette et, partant, rehausserait le prestige des Nations Unies.

Ma délégation se joint à tous les représentants qui ont appuyé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique en Afrique.

Mon pays, qui a amorcé la reprise après une période de récession qui s'est poursuivie de 1979 à 1982, a fait tout son possible dans le cadre de ses possibilités actuelles pour apporter une aide d'urgence à quelques pays d'Afrique.

Cette assistance, sous forme de produits alimentaires, médicaments et vêtements, est fournie par le Comité polonais de solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ainsi que par la Croix-Rouge polonaise et le Comité national de l'UNICEF. Depuis des mois, les forces aériennes polonaises acheminent des secours jusqu'aux lieux les plus reculés de l'Ethiopie. Cette opération est partie intégrante de l'opération logistique de secours.

Des milliers de jeunes gens et de jeunes femmes africains ont étudié en Pologne et des dizaines de milliers de Polonais, notamment des équipes médicales, des enseignants d'université et des techniciens, aident les pays d'Afrique.

M. Jurasz (Pologne)

La Pologne a développé de manière soutenue sa coopération économique et technique avec de nombreux pays en développement africains et elle est disposée à l'intensifier et à l'élargir dans l'avenir.

M. ORAMAS-OLIVA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Le point de notre ordre du jour relatif à la situation économique critique en Afrique revêt une importance particulière pour Cuba. Il est bien connu que mon pays a toujours consacré, et continue de consacrer, toutes les ressources que lui assurent ses modestes moyens à l'aide des pays africains pour leur permettre de surmonter la situation d'urgence dans laquelle ils se trouvent et de créer, à plus long terme, des conditions qui empêcheraient que ne se reproduisent les conditions actuelles et qui permettraient à ces pays de progresser sur la voie d'un développement accéléré et indépendant.

Les problèmes auxquels l'Afrique doit faire face aujourd'hui ont des causes multiples qui, par enchaînement, ont atteint des proportions véritablement inquiétantes qui affectent réellement des millions d'êtres humains.

D'une part, les structures héritées du colonialisme et renforcées par le pillage néo-colonialisme ont entravé, et souvent empêché, un développement des forces de production comparable à celui d'autres continents. L'accès à la technologie et au progrès moderne de la science s'est trouvé limité, ainsi que la capacité à en faire usage pour développer les divers secteurs économiques. Les sociétés africaines, surtout agricoles et monoproductrices, se sont trouvées bien plus vulnérables aux déséquilibres extérieurs ainsi qu'aux assauts d'une crise économique sans précédent en ces temps modernes. L'aggravation sans précédent des termes de l'échange des pays en développement, la chute brutale des cours des matières premières, les taux d'intérêt bancaires élevés, la rigueur des conditions imposées aux prêts et les déséquilibres marqués du système monétaire international figurent parmi les éléments qui ont affecté de manière décisive les pays sous-développés au cours des dernières années et dont les effets se sont fait sentir avec une force particulière sur le continent africain.

M. Oramas-Oliva (Cuba)

Dans ces conditions, la dette extérieure de l'Afrique, qui atteint déjà des proportions dramatiques, loin d'être fortuite, est déterminée par un milieu économique international extrêmement hostile qui ne laisse présager aucune solution rapide ni durable du fait que les structures sont inadéquates pour y faire face. En d'autres termes, les pays africains n'ont pas actuellement les moyens de faire face à leur dette extérieure qui représente aujourd'hui, pour l'ensemble du continent, près de 40 p. 100 du produit national brut et dont le service qui, en 1984, s'élevait à près de 10 milliards de dollars, absorbe plus de 30 p. 100 des recettes d'exportation et, dans de nombreux cas, plus de 50 p. 100 de ces recettes.

Il suffit de rappeler que, lors de la présentation de son rapport à cette session, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a déclaré :

"L'Afrique n'est simplement pas en mesure de financer son développement; elle en est empêchée par le poids toujours plus lourd d'une dette insupportable. Elle se trouve défavorisée dans les relations commerciales par un retour obstiné au protectionnisme et par les faibles cours des matières premières. Elle continue d'être victime des fluctuations des changes et des taux d'intérêt élevés qui dominent les marchés financiers. La réduction de l'aide internationale à des conditions favorables l'affecte de manière profonde.

Tant que ces restrictions externes ne seront pas supprimées, il y aura lieu de craindre que les efforts déployés par les pays africains eux-mêmes en vue de leur mobilisation et de leur redressement resteront, dans une large mesure, inefficaces.

Bien souvent, cependant, les politiques d'ajustement structurel destinées à réduire le déficit des finances publiques ont donné lieu à un déclin des importations et à des coupes sombres dans les budgets. Les programmes d'investissement et, par conséquent, l'activité économique intérieure sont ainsi compromis et le chômage augmente."

Il ne fait aucun doute que la crise africaine est essentiellement une crise de développement, mais les conditions climatiques qui ont provoqué une sécheresse sans précédent ont incommensurablement aggravé la situation, notamment, la production alimentaire qui présentait déjà un problème grave.

M. Oramas-Oliva (Cuba)

Mais si les conditions générales qui règnent sur le continent africain sont critiques, la lutte des pays situés au sud du Sahara pour leur survie revêt quant à elle un caractère dramatique. Le rapport du Secrétaire général sur ce sujet met en lumière des données qui témoignent du caractère dramatique de la situation : dans ces pays le revenu par habitant dépasse rarement 400 dollars par an; l'espérance de vie est de 47 ans seulement, le chiffre le plus bas de toutes les régions du monde; 25 p. 100 seulement de la population disposent d'eau potable; le taux d'alphabétisation chez les adultes est inférieur à 30 p. 100; la mortalité infantile dépasse de 50 p. 100 celui de l'ensemble des autres pays en développement; environ 100 millions de personnes souffrent de malnutrition aiguë et des centaines de milliers de gens, chaque année, meurent de faim ou d'une sous-alimentation qui a détruit leur résistance à la maladie. Sur les 36 pays les moins avancés du monde, 26 se trouvent au sud du Sahara.

Dans ces conditions, nous ne pouvons méconnaître le fait que les attaques perpétrées par le régime raciste d'Afrique du Sud, principalement contre les Etats de première ligne, visent dans la majorité des cas des installations économiques ou l'infrastructure de ces pays afin d'aggraver encore la situation, et cherchent à dominer ces pays par la force et à les empêcher d'exercer leur droit souverain de suivre une voie véritablement indépendante.

Nous nous félicitons des mesures prises par de nombreux pays et organes des Nations Unies, ainsi que par d'autres instances internationales en vue d'alléger la situation économique critique que traversent les pays africains. Contribuer à sauver la vie de milliers d'êtres humains est à nos yeux un devoir élémentaire de solidarité. Mais nous lançons une mise en garde contre la tendance à concevoir cette aide comme une simple manifestation de solidarité avec les pays africains. En réalité, notre engagement à l'égard des peuples d'Afrique ne peut se limiter à apporter des palliatifs d'urgence qui ne permettent pas la création de conditions définitives susceptibles de concrétiser dans l'avenir les aspirations au développement de ce continent. Ignorer ce fait équivaldrait à perpétuer le sous-développement et la situation misérable de ces pays qui ne survivent que grâce à l'aide internationale.

C'est pourquoi les efforts doivent également se concentrer sur la lutte contre les effets des conditions climatiques, la création des structures et

M. Oramas-Oliva (Cuba)

infrastructures nécessaires et la diffusion des connaissances techniques et technologiques si indispensables aux peuples africains pour assurer leur véritable développement indépendant. Mais l'essentiel, sans lequel rien de ce qui précède ne pourra se matérialiser pleinement, est la création d'un climat extérieur nouveau, grâce à l'instauration réelle du nouvel ordre économique international, où la justice et l'équité régneront dans les relations économiques internationales, et où l'avènement d'une coopération internationale désintéressée et vouée au progrès authentique des peuples sera favorisé.

Nous saluons la décision du Groupe des 77 de souscrire au projet de résolution qui, entre autres, demande la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la situation économique critique en Afrique. Nous sommes certains que des mesures seront prises à cette occasion, qui permettront le développement à long terme de l'Afrique, conformément aux aspirations les plus légitimes des pays et peuples de ce continent, lesquelles ont été exprimées dans diverses déclarations et programmes d'action adoptés par l'Organisation de l'unité africaine et par la Commission économique pour l'Afrique. Pour notre part, nous réaffirmons que la participation de Cuba sera, comme toujours, positive et solidaire.

Enfin, nous voudrions faire état des travaux réalisés par le Bureau des Nations Unies pour les opérations d'urgence en Afrique, par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), par le Programme des Nations Unies pour le développement (ONUDI), par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), et par d'autres organes, qui ont contribué à la croisade internationale pour soulager la situation critique du continent africain. Nous estimons que ces activités doivent se poursuivre et s'intensifier.

M. Oramas-Oliva (Cuba)

Il est nécessaire d'assurer la pleine participation de la communauté internationale pour trouver une solution à la grave situation économique de l'Afrique et principalement celle des pays industrialisés qui disposent à cet effet de ressources matérielles et financières. Cette participation ne doit pas se réduire à l'octroi d'une aide aux pays d'Afrique mais se traduire par une ferme volonté politique qui permette une véritable restructuration de l'économie mondiale et l'instauration d'un climat international politique et de sécurité qui facilite l'octroi de ressources considérables indispensables au sauvetage et au développement de tout un continent. Il faut que cesse la course aux armements, que l'on abandonne le rêve de la "guerre des étoiles" et que les ressources ainsi libérées soient consacrées au développement de tous les pays et plus particulièrement de ceux de l'Afrique pour que leurs peuples puissent connaître une vie meilleure.

M. TURKMEN (Turquie) (interprétation de l'anglais) : Depuis ces deux dernières années, la crise en Afrique préoccupe au premier chef la communauté internationale. Elle a sensibilisé l'opinion publique de la plupart des pays. Il est encourageant de constater que, face à cette situation de crise, le système des Nations Unies et les gouvernements Membres ont réagi de façon très positive. Le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, créé par le Secrétaire général l'année dernière, constitue une base solide pour une action internationale concertée. Ce bureau et d'autres organes des Nations Unies ont joué un rôle remarquable pour faire face à la situation d'urgence en de nombreuses régions d'Afrique. En un moment où l'esprit de coopération internationale entre les pays développés et ceux en développement a besoin d'être stimulé, le soutien massif apporté par les Nations Unies et les gouvernements Membres aux pays d'Afrique confrontés à la crise constitue un exemple concret de solidarité internationale.

Je voudrais également dire combien nous apprécions les efforts concertés des gouvernements africains dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que les activités de la Commission économique pour l'Afrique qui nous ont permis de cerner avec précision les besoins d'urgence à moyen et à long termes nécessaires au développement économique de l'Afrique. Aujourd'hui, les pays d'Afrique dans leur ensemble doivent faire face à des problèmes importants dans divers secteurs de leur économie. Il est évident que cette situation est due à des

M. Turkmen (Turquie)

facteurs internes et externes. Tout d'abord, je voudrais évoquer brièvement quelques-uns des facteurs internes qui semblent importants aux yeux de mon pays, lui-même pays en développement qui a connu une douloureuse expérience par le passé.

La situation alimentaire du continent, qui se détériore depuis deux décennies, constitue l'élément le plus important. D'autre part, la croissance démographique a été plus rapide que la production alimentaire. Etant donné la grave sécheresse qui persiste depuis 1967, les perspectives d'avenir dans le secteur alimentaire restent des plus sombres malgré l'aide urgente acheminée vers différentes parties du continent. Il est inquiétant d'apprendre, par la lecture du rapport du Secrétaire général que, dans plus de la moitié des pays d'Afrique, la production céréalière par habitant est bien inférieure à 140 kg, ce qui correspond à un régime alimentaire minimum. Il est également inquiétant d'apprendre que, chaque année, près de 70 000 km² de terres agricoles utiles sont transformées en désert dans la région du Sahara. Dans la situation actuelle, marquée par la famine et le désespoir, la communauté internationale se doit d'entendre l'appel qui lui est lancé et accroître ses efforts pour surmonter la crise alimentaire. La situation nécessite également une action internationale pour faire face aux besoins du secteur agricole tels qu'engrais, semences améliorées, équipements essentiels et irrigation.

Outre l'agriculture, le processus d'industrialisation de l'Afrique se heurte à de graves difficultés. Les changements structurels tant souhaités des pays africains stagnent. Le fossé se creuse toujours entre l'épargne et l'investissement. Dans les pays africains à faible revenu, l'épargne est tombée de 16 p. 100 en 1970 à 6 p. 100 du produit national brut en 1981. Le taux des exportations des produits manufacturés par rapport à l'ensemble des exportations des pays africains est inférieur à celui de 1970. Il nous semble que la communauté internationale devrait maintenant s'attaquer aux obstacles qui freinent l'industrialisation de l'Afrique : absence de ressources pour les investissements, devises étrangères insuffisantes et conditions peu propices au marché extérieur des produits manufacturés. Ces problèmes requièrent l'attention soutenue de la communauté internationale.

Les pays africains connaissent également de graves difficultés dans le domaine du commerce extérieur. Dans l'ensemble, les exportations des autres pays en

M. Turkmen (Turquie)

développement ont été meilleures que celles des pays africains. Le fossé s'élargit entre les besoins de l'importation de l'économie africaine tels que biens d'équipement et produits intermédiaires pour maintenir le processus de développement et les revenus provenant des exportations et nécessaires à leur acquisition. Selon des documents de la FAO, le montant des exportations africaines a diminué d'environ 20 p. 100 de 1981 à 1983. Ce fossé toujours plus profond a découragé différents pays africains et a entravé leurs initiatives relatives à divers projets de développement. Le déclin des termes de l'échange dans les pays d'Afrique a constitué un facteur négatif. Au cours des 15 dernières années, la diminution des termes de l'échange dans les pays africains à faible revenu a atteint plus de 13 p. 100. Les cours en baisse des matières premières ainsi que les pratiques protectionnistes en vigueur sur une grande échelle, particulièrement dans les nations développées, ont encore limité les perspectives d'avenir dans le domaine du commerce des pays d'Afrique. A ce stade, nous estimons que la communauté internationale doit absolument envisager certains changements importants dans le mécanisme du commerce international afin de créer des conditions plus favorables aux exportations africaines.

Pour les pays africains, la dette extérieure constitue un autre sujet de grave préoccupation. Selon la récente déclaration de M. Adedeji, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, la dette extérieure des pays d'Afrique s'est montée à 158 milliards de dollars en 1984 et elle atteindra vraisemblablement 170 milliards à la fin de cette année. D'autre part, selon M. Saouma, directeur général de la FAO, cette dette représente plus de 40 p. 100 de leur produit national brut. Plus de 30 p. 100 du revenu des exportations servent à assurer le service de la dette. Ainsi le poids de la dette supporté par les pays africains comparé au produit national brut et au niveau des exportations est beaucoup plus lourd que pour d'autres pays en développement.

Il n'est pas douteux que les opérations de secours d'urgence organisées par la communauté internationale ont été fort utiles car ils ont permis d'atténuer les souffrances endurées par l'Afrique. Toutefois, il est évident que ces opérations ne constituent pas le remède au problème profond du développement dans ce continent. Il convient donc de donner progressivement la priorité aux besoins de

M. Turkmen (Turquie)

développement du peuple africain. Des efforts soutenus doivent se poursuivre pour mobiliser les ressources et coordonner l'assistance multilatérale aux pays africains afin de leur permettre de passer d'une situation d'urgence à un redressement à long terme.

La situation actuelle et les sombres perspectives pour l'Afrique exigent de nouvelles mesures coordonnées des pays africains et de la communauté internationale pour assurer un avenir meilleur aux habitants de ce continent. A cet effet, les principes fondamentaux du Plan d'action de Lagos, adoptés par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, pourraient constituer une base utile car ce plan demande une réduction de la croissance démographique, l'augmentation de la production agricole, l'industrialisation à partir des matières premières nationales, l'adoption de taux de change plus réalistes et le développement de l'éducation.

M. Turkmen (Turquie)

Pour terminer, je voudrais souligner que la Turquie appuie pleinement les initiatives internationales destinées à surmonter la crise actuelle en Afrique. L'année dernière, nous nous sommes joints avec beaucoup de sympathie à la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique, qui a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale. En tant que pays en développement, la Turquie fait de son mieux compte tenu de ses ressources limitées pour contribuer aux programmes concernant l'Afrique. A cet effet, la Turquie a annoncé cette année une contribution de 10 millions de dollars à la Conférence sur la situation d'urgence en Afrique. Nous avons donc pris les mesures voulues pour orienter cette aide vers les pays affectés par la famine.

Mon pays appuie la convocation l'an prochain d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui a été demandé par les chefs d'Etat ou de gouvernement africains, consacrée à la situation économique critique en Afrique. Nous espérons que cette session extraordinaire de l'Assemblée générale aura des résultats concrets et donnera une impulsion nouvelle aux politiques appropriées.

M. KOSTOV (Bulgarie) : Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter très cordialement les délégations de l'Union soviétique, de l'Ukraine et de la Biélorussie à l'occasion de leur fête nationale - soixante-huitième anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre.

La situation économique difficile d'un grand nombre de pays en développement en Afrique est toujours au centre de l'attention de l'Organisation des Nations Unies et c'est bien explicable. En dépit des efforts pour alléger la situation critique de ces pays, le produit national brut per capita continue à baisser, la production agricole et celle de produits alimentaires et de biens de consommation sont de plus en plus limitées. Le commerce de ces pays est sérieusement désorganisé. Leur dette extérieure s'accroît. Tous ces facteurs, auxquels s'ajoutent des conditions climatiques particulièrement défavorables dans certaines régions, ont conduit à une aggravation encore plus sévère des problèmes de la famine, des maladies et de la misère de millions d'Africains.

Dans les récents forums économiques de l'ONU, mon pays a exprimé, de concert avec la communauté internationale tout entière, sa préoccupation à propos des dures épreuves qui ont frappé les peuples du continent africain. Nous ne voudrions pas manquer cette occasion pour réaffirmer notre appui à toutes les initiatives ayant

M. Kostov (Bulgarie)

pour but d'apporter une aide désintéressée aux peuples africains. Nous appuyons aussi l'initiative de convoquer une session spéciale de l'Assemblée générale sur la situation critique en Afrique. Il s'agit d'une aide absolument nécessaire, vitale, si l'on veut alléger le sort de millions d'êtres humains.

Cependant, cette aide, aussi vaste soit-elle, ne suffira malheureusement pas à résoudre de manière fondamentale les problèmes des pays africains. Les calamités naturelles qui ont frappé ces dernières années le continent africain ne nous semblent pas être la véritable cause de l'aggravation de ces problèmes.

N'est-ce pas un paradoxe, comme l'a fait ressortir la Déclaration sur la situation critique en Afrique, que ce continent, en dépit de ses énormes richesses naturelles, reste le moins développé du point de vue économique?

Les racines de la grave crise économique que traversent les pays africains résident, comme il appert aussi du rapport du Secrétaire général, dans leur passé de pays colonisés. L'exploitation coloniale impitoyable est la base de la structure économique arriérée du continent, et elle explique la possibilité limitée de ces pays de faire face seuls aux problèmes économiques qui les assaillent.

Ce fait est relevé également dans le Programme d'action de Lagos, où il est dit que pendant les 20 dernières années l'Afrique a fait l'objet d'une exploitation directe de la part des forces néo-colonialistes avec pour objectif d'influer, à leur propre avantage, sur la politique, l'économie et le développement des pays africains.

La sécheresse et autres intempéries ont seulement montré la faiblesse de l'économie africaine et sa vulnérabilité dans les conditions de la situation internationale aggravée et de la déstabilisation du système des rapports économiques internationaux qui s'est ensuivie.

Nous nous rallions donc au point de vue de ces pays africains qui estiment que la sécheresse et la famine ne sauraient être surmontées seulement par des mesures d'urgence qui s'expriment en livraisons temporaires venant de l'extérieur. Une telle aide peut sans doute alléger la situation, mais elle ne conduira certainement pas à la solution globale des problèmes. La solution, il faut la chercher dans la libération des économies africaines de leur héritage colonial, dans la restructuration sur une base juste et démocratique des rapports économiques internationaux, garantissant aux pays africains et aux autres pays en développement des conditions d'égalité dans l'économie mondiale.

M. Kostov (Bulgarie)

Cette restructuration nécessaire ne saurait être réalisée par des mesures unilatérales et temporaires, par des tentatives d'imposer des modèles de développement à économie de marché en cherchant à prouver les avantages de ces modèles et en affichant des opérations de sauvetage au prix de concessions politiques aux monopoles occidentaux, au prix de la renonciation aux justes revendications à l'égalité des partenaires. Toutes ces tentatives barrent la route aux efforts des pays africains de sortir de la situation critique et visent à éterniser l'inégalité économique ainsi que la dépendance politique de ces pays.

Dans ce contexte, nous partageons les vues exprimées en conclusion dans le deuxième Mémoire spécial de la Commission économique pour l'Afrique, appelant à prendre des mesures pour éliminer le caractère durable de la crise des économies africaines et soulignant que les causes de cette crise résident dans la conjoncture économique internationale qui se fonde sur la politique économique de l'impérialisme.

Nombre de documents des Nations Unies relèvent avec raison que la détérioration des conditions de la coopération économique internationale continue à influencer négativement sur l'économie des pays en développement, notamment sur celle des pays africains.

Particulièrement néfastes s'avèrent à cet égard la politique protectionniste, le recours aux diverses sanctions et mesures économiques coercitives, les tentatives de profiter des difficultés économiques des pays en développement pour leur imposer des concessions politiques.

Avec les autres pays socialistes, la République populaire de Bulgarie se déclare résolument et d'une manière constante en faveur d'actions efficaces pour l'élimination de l'exploitation et des inégalités dans les rapports économiques internationaux, pour l'abolition des mesures discriminatoires et des échanges inégaux pour l'établissement d'un rapport acceptable et économiquement équilibré entre le prix des matières premières et ceux des produits industriels, pour un contrôle sur les activités des compagnies transnationales, pour la fourniture et l'utilisation des crédits à des conditions normales, bref pour une démocratisation des rapports économiques dans leur ensemble.

Cette position a été clairement réaffirmée dans la Déclaration de la réunion de Sofia, en octobre dernier, des pays membres du Traité de Varsovie, qui rejettent

M. Kostov (Bulgarie)

toute forme d'exploitation, toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures et l'emploi des rapports économiques en tant qu'arme de pression politique, pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Mettre fin au reflux constant des ressources des pays en développement, et tout particulièrement des pays africains, sous la forme de bénéfices des compagnies transnationales reste l'essentiel à faire. Les données, même les moins exhaustives, montrent que les pertes annuelles des pays africains suite aux activités des compagnies transnationales s'élèvent à plus de six milliards de dollars. D'autre part, des ressources énormes peuvent être libérées et mises au service du développement si, une fois pour toutes, il est mis fin à la course aux armements insensée, inspirée par les milieux agressifs en Occident.

M. Kostov (Bulgarie)

La République populaire de Bulgarie mène une politique constante de coopération et d'extension des liens économiques avec les pays d'Afrique et les autres pays en développement sur la base du strict respect des principes de l'égalité, de l'avantage mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Une information concrète sur la coopération entre mon pays et les pays africains et sur l'assistance qu'il accorde à ces pays figure dans les déclarations de la délégation bulgare aux dernières sessions du Conseil économique et social, à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale et à la Conférence internationale sur la situation économique critique de l'Afrique.

Je tiens à rappeler que la coopération économique, scientifique et technique que la Bulgarie réalise avec les pays d'Afrique repose sur une base planifiée et à long terme. Elle tient compte de leurs besoins réels et les aide à se doter d'une infrastructure économique qui puisse leur assurer un développement équilibré et indépendant. Dans la mesure de ses moyens, et grâce aux 60 accords de coopération économique, scientifique et technique en vigueur avec divers pays africains, la Bulgarie aide à la construction et à la mise en service d'entreprises industrielles, d'unités agro-industrielles, agricoles, hydrotechniques, etc.

Une assistance considérable est apportée par la Bulgarie à la formation des cadres des pays africains. En 1983-1984, 3 345 étudiants africains obtenaient des diplômes ou suivaient des études dans des établissements d'études supérieures dans mon pays. Cette assistance est subordonnée aux besoins concrets des pays africains et se conforme aux perspectives à long terme de leur développement économique.

Mon pays a adopté toute une série de mesures visant à stimuler les échanges commerciaux avec les pays en développement, dont les pays africains, et accorde, notamment, des droits préférentiels aux produits importés par ces pays. Ce régime de préférences comprend aussi une réduction de 50 p. 100, ou bien l'exemption intégrale, des droits d'importation frappant certains articles provenant de ces pays et importés par la Bulgarie.

Les échanges commerciaux de la Bulgarie avec les pays d'Afrique accusent un développement dynamique et ont atteint, en 1984, plus de 1,1 million de dollars. Les machines et les produits alimentaires prédominent dans ces échanges.

La Bulgarie a été l'un des premiers pays au monde à répondre à l'appel à l'aide aux pays africains frappés par des catastrophes naturelles. Rien que pour

M. Kostov (Bulgarie)

aider à remédier à la situation catastrophique en Ethiopie, fin 1984, la Bulgarie a fourni au gouvernement de ce pays une assistance s'élevant à 12 millions de léva.

En vue d'aider à couvrir les besoins les plus urgents des pays africains, la Bulgarie a fourni, fin 1984, une assistance sous forme d'aliments, de médicaments et de vêtements, qui s'élève à 16,5 millions de léva. Dans cette assistance, ne sont pas incluses les aides rassemblées et fournies par les organisations de masse en Bulgarie, comme la Croix-Rouge, le Comité de solidarité, les organisations de jeunesse, etc.

Nous sommes loin de penser que l'assistance bulgare aux pays en développement d'Afrique pourra être décisive dans la solution des problèmes complexes qu'ils ont à surmonter. Il s'agit de l'assistance d'un petit pays qui, lui-même, a des problèmes de développement à surmonter. Mais il s'agit d'une assistance fournie par un peuple qui respecte et soutient la volonté des peuples africains de s'assurer un développement économique dans l'égalité et l'indépendance, ainsi que leurs espoirs pour un avenir meilleur.

M. RESHETNYAK (République socialiste soviétique d'Ukraine)

(interprétation du russe) : Tout d'abord, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour remercier les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Bulgarie qui, du haut de cette tribune, ont félicité notre délégation, notamment, à l'occasion du soixante-huitième anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre, fêtée aujourd'hui par les peuples de l'Union soviétique, dont celui de la RSS d'Ukraine.

L'année qui s'est écoulée depuis que l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, a adopté une déclaration sur la situation économique critique en Afrique n'a malheureusement pas apporté de changement sensible et favorable à la situation critique dans laquelle se trouvent maintenant les pays et les peuples d'Afrique. Ainsi que le montre le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, la crise économique et sociale grave que traverse l'Afrique persiste, ce qui suscite la profonde inquiétude de la communauté internationale, que nous partageons entièrement. Bien entendu, la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles ont aggravé et intensifié la crise et, en particulier, la situation alimentaire en Afrique mais, en même temps, elles ont montré à l'évidence tout l'aspect social et économique du problème. Dans la déclaration commune faite

M. Reshetnyak (RSS d'Ukraine)

à la précédente session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les délégations des pays socialistes ont souligné que la crise économique et sociale que connaît actuellement l'Afrique trouve ses racines dans son passé colonial et constitue une conséquence de la politique néo-colonialiste pratiquée par les puissances impérialistes.

Il ne s'agit pas seulement d'une responsabilité historique afférente aux conséquences de l'exploitation colonialiste des ressources humaines et naturelles de l'Afrique dans le passé, mais il s'agit également du pillage à caractère néo-colonialiste qui persiste à ce jour. L'exportation des bénéfices tirés par les sociétés transnationales des pays d'Afrique qui, pour la période de 1970 à 1982, se chiffrent, selon certaines données, à 33 milliards de dollars, les lourds remboursements imputables au service de la dette et la réduction des revenus des exportations de matières premières ont entraîné une hémorragie des ressources financières des pays africains. Le retard caractéristique que subit le développement de l'Afrique, loin de se réduire, s'est encore aggravé.

C'est le problème de l'alimentation qui présente le plus d'acuité, encore que le continent africain dispose de ressources immenses qui suffiraient à multiplier, plusieurs fois, le volume de la production alimentaire. Toutefois, le désir des forces impérialistes de maintenir l'Afrique au rang d'annexe, qui leur fournit des matières premières, et de marché, où elles écoulent leurs produits manufacturés, constitue l'une des raisons pour lesquelles la solution du problème est retardée.

Nous partageons l'opinion exprimée dans la Déclaration de la vingt et unième réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) concernant l'aggravation persistante de la situation économique des pays africains et les raisons de cette aggravation. Il s'agit de la crise économique profonde existante et de l'état actuel injuste et inégal des relations économiques.

Pour dramatique que soit la situation, la sécheresse et la famine ne peuvent pas être vaincues uniquement au moyen de mesures extraordinaires d'urgence. Il est indispensable, comme le propose du reste la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de concentrer tous les efforts sur les aspects à long terme des problèmes économiques du continent africain, dont les racines s'étendent au-delà de l'Afrique et rejoignent les aspects défavorables de la situation économique mondiale que subissent les jeunes Etats indépendants.

M. Reshetnyak (RSS d'Ukraine)

Parmi les diverses mesures et moyens qui permettraient de résoudre les problèmes actuels de l'Afrique, nous voudrions tout particulièrement attirer l'attention sur des mesures telles que l'évolution constante dans la voie d'une restructuration sociale et économique, la mobilisation des ressources intérieures, le renforcement du secteur d'Etat et du secteur coopératif de l'économie, ainsi que le respect de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, le développement d'industries, la formation de cadres nationaux, la limitation des activités du capital privé étranger, surtout celui des sociétés transnationales et la mise sur pied d'une planification à l'échelle de la nation tout entière et sur la base d'une utilisation équilibrée de toutes les sources de développement.

Pour ce qui est de la solution radicale du problème de l'alimentation, nous appuyons l'opinion selon laquelle il s'impose de transformer la structure de l'économie héritée du passé colonial, d'élaborer un programme alimentaire national, et de conjuguer les mesures de renouvellement social et technique à l'utilisation de formes progressistes de propriété et d'exploitation foncière. A cet égard, il paraît tout à fait indiqué de faire en sorte que l'agriculture africaine puisse, peu à peu, sortir de l'impasse et qu'une base sûre pour assurer la suite de son développement soit créée en vue de résoudre réellement le problème de l'alimentation.

On ne peut pas, non plus, manquer de relever les conséquences négatives déstabilisatrices de la politique d'agression de l'Afrique du Sud sur l'économie des Etats de la partie australe du continent africain.

Les problèmes complexes et difficiles qui s'attachent à l'élimination de la crise en Afrique doivent également être examinés dans le contexte de la lutte générale que mènent les forces progressistes pour la paix, la sécurité internationale et le désarmement, pour la restructuration des relations économiques internationales, sur une base équitable et égale et pour le renforcement de l'unité et de la solidarité des peuples et des pays d'Afrique, sur une très large base anti-néo-colonialiste.

M. MUÑIZ (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La délégation argentine souhaite unir sa voix à celle des orateurs précédents pour remercier une fois de plus le Secrétaire général de ses efforts pour mobiliser la communauté internationale et l'amener à faire face à la situation économique critique à laquelle se heurtent les pays d'Afrique.

Les représentants de ces nations ont exposé en détail la grave réalité qui est celle de ce continent et, par leurs interventions devant cette assemblée, nous ont fait part de leurs efforts pour trouver une solution à ces problèmes.

Nous, pays en développement, voyons dans le continent africain le reflet plus grave des problèmes dont nous souffrons : la détérioration des termes de l'échange, le protectionnisme croissant des pays développés, la chute des prix internationaux des matières premières, le poids démesuré de la dette extérieure, aggravé par les taux d'intérêt élevés.

La présence de problèmes structurels dans les relations économiques internationales exige un effort commun de la communauté internationale pour aboutir à un nouvel ordre si l'on désire véritablement trouver des solutions définitives à nos problèmes.

Dans le rapport du Secrétaire général se trouvent examinés un certain nombre de facteurs qui, ensemble, font obstacle à toute possibilité d'assurer le bien-être des peuples affectés par l'urgence alimentaire et de procurer les bases minimales pour la réadaptation et le développement des pays africains les plus touchés.

Ainsi, parmi les facteurs externes, on observe la chute des exportations africaines provoquée par une diminution de la demande internationale et les répercussions du protectionnisme. Comme les autres pays en développement, les économies africaines souffrent d'un déséquilibre chronique de leur balance des paiements, par suite du déficit de leur commerce extérieur, aggravé par la détérioration des termes de l'échange déjà évoquée et l'accroissement de la dette extérieure qui en découle. Ainsi, les pays africains, comme tant d'autres en Asie et en Amérique latine, exportent, puisés dans leur pauvreté, d'énormes capitaux qui se trouvent ainsi soustraits à la satisfaction des besoins fondamentaux de leurs populations et aux efforts de relance de leur propre développement.

Récemment, la communauté internationale, par les institutions spécialisées des Nations Unies, comme la FAO, le PAM, le HCR et l'UNDRO, a été alertée sur la

M. Muñiz (Argentine)

situation d'urgence qui existait en Afrique grâce à des analyses bien définies du problème et d'importantes campagnes publicitaires

La réaction fut positive. Nous ne pouvons que nous féliciter de la réponse apportée par les gouvernements donateurs et des efforts de coordination de l'assistance fournis par le système des Nations Unies depuis 1983. Cette mobilisation internationale n'a pas cessé et elle continue d'être encouragée dans divers documents tels que la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique adoptée par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, le Plan d'action des pays non alignés d'avril 1985, les résolutions du Conseil de la FAO et d'autres instruments de grande importance.

Dans ce contexte, ma délégation se félicite de la décision du Secrétaire général de créer le Bureau des opérations d'urgence en Afrique, comme instrument nécessaire pour assurer la coordination et l'approvisionnement régional des ressources mises à la disposition des programmes et des institutions des Nations Unies.

Il est indispensable de noter que les priorités en ce qui concerne le type de demandes, que ce soit sur le plan alimentaire, de l'assistance technique ou du financement des projets, doivent être fixées par les pays intéressés eux-mêmes en fonction de leurs stratégies et programmes nationaux.

A cet égard, nous appuyons le Plan de Lagos et la Déclaration de Harare, documents où les gouvernements africains eux-mêmes fixent leurs objectifs et définissent les moyens d'y parvenir, et nous prenons acte de la récente Déclaration adoptée à Addis-Abeba. Dans cet esprit, mon pays a orienté toutes ses mesures de coopération économique entre pays en développement et de coopération technique entre pays en développement vers l'objectif de l'autosuffisance alimentaire et de la formation en matière d'utilisation et de production des produits alimentaires.

La République argentine, comme tous les autres pays en développement n'échappe pas à l'effet négatif des courants économiques internationaux comme ceux qui existent en ce moment. Cependant, nous sommes arrivés à contribuer modestement mais efficacement aux efforts déployés pour subvenir aux besoins urgents de la crise en Afrique.

Ainsi avons-nous continué à acheminer des produits alimentaires tout en prêtant notre coopération technique aux pays qui en ont besoin pour améliorer et

M. Muñiz (Argentine)

augmenter leur production et le traitement des produits alimentaires. Dans ce dernier domaine, les mesures de coopération alimentaire comprennent l'enseignement et l'introduction de technologies adaptées au milieu, l'éducation, la formation et le perfectionnement du personnel, etc.

Pour mettre en oeuvre ces idées, mon pays s'est engagé à apporter une contribution substantielle en blé argentin pour contribuer à divers programmes de développement rural et améliorer la production agricole que le Programme alimentaire mondial poursuit dans les pays en développement.

Dans ce but, 15 000 tonnes de blé argentin seront distribuées sous forme de dons aux pays africains par le canal de ce programme. L'opération en est à son stade final.

En même temps, et sans perdre de vue la nécessité d'intégrer l'aide d'urgence à l'assistance à moyen et à long termes, mon pays a identifié des domaines de coopération dans divers projets aux niveaux multilatéral et bilatéral, orientés vers l'établissement de bases appropriées au développement et au redressement.

Dans ce contexte, l'Argentine a récemment été admise à la Banque africaine de développement et participe depuis des années au Fonds africain de développement. Elle a également élaboré un système de crédits destinés aux pays africains et a signé des accords économiques et financiers bilatéraux avec au moins 15 pays de la région.

Au niveau de la coopération scientifico-technique, le Gouvernement argentin a procédé à des échanges de missions d'étude et à la préparation de projets agricoles, de réformes administratives, de pêcheries, de formation professionnelle et d'infrastructure de transport maritime.

Finalement, l'Argentine continuera d'apporter son plein appui à toutes les initiatives politiques émanant du système des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés, pour le relèvement et la réhabilitation de l'Afrique.

M. Muñiz (Argentine)

Il n'existe malheureusement pas de solution immédiate pour venir à bout de la crise qui frappe une grande partie du continent africain. Les indices encourageants ne manquent cependant pas. La communauté internationale est aujourd'hui beaucoup plus consciente de l'ampleur de la situation et y a réagi promptement.

Mais la coopération économique entre pays en développement a ses limites, nées des difficultés mêmes auxquelles ces pays sont en butte.

Le règlement de la crise actuelle en Afrique n'interviendra que grâce à une intensification de la coopération et de l'aide de la communauté internationale tout entière. Tout en renouvelant notre engagement commun de surmonter la situation critique en Afrique, nous devons en même temps faire preuve de la volonté politique de corriger ces injustices afin d'éviter que de telles situations d'urgence ne se reproduisent dans l'avenir, en Afrique ou ailleurs dans le monde.

M. MARDOVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie) (interprétation du russe) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier sincèrement les délégations qui viennent de nous féliciter à l'occasion du soixante-huitième anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'octobre fêtée aujourd'hui par les peuples de l'Union des Union des Républiques socialistes soviétiques, y compris la RSS de Biélorussie et toute l'humanité progressiste.

La délégation de la RSS de Biélorussie partage l'inquiétude ressentie par la communauté internationale face à la situation critique qui sévit en Afrique à l'heure actuelle. La RSS de Biélorussie s'est toujours déclarée et se déclare encore pour une coopération et une coordination intensifiée en vue du règlement de ce problème.

La situation critique dans cette partie du monde est liée - comme les déclarations de nombreuses délégations l'ont souligné ici - aux conditions naturelles et climatiques défavorables qui sévissent depuis quelques années.

Toutefois, on ne saurait passer sous silence le fait que la situation en Afrique, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est principalement le résultat des faiblesses du potentiel économique de la plupart des Etats africains, dont les racines historiques remontent au passé colonial du continent. La persistance du néo-colonialisme et de l'exploitation économique continue des ressources naturelles et humaines par les anciennes puissances coloniales en sont les causes.

M. Mardovich (RSS de Biélorussie)

Aussi estimons nous que les mesures adoptées pour venir en aide à l'Afrique n'atténuent que partiellement le problème. Une solution constructive et à long terme de la crise de l'Afrique exige que l'on mette un terme aux relations inégales et inustes qui caractérisent l'économie mondiale. L'énorme dette étrangère des pays africains, la création par des pays capitalistes développés de barrières protectionnistes contre l'exportation de produits manufacturés en provenance de pays en développement, la politique sur les pressions économiques, etc., illustrent parfaitement ces injustices.

L'économie des Etats africains subit l'immense préjudice dû aux activités des sociétés transnationales qui règnent en maîtres dans la partie australe de l'Afrique. Comme cela a été souligné lors d'auditions publiques qui ont récemment eu lieu aux Nations Unies sur les activités des transnationales en Afrique australe, ces sociétés entravent sensiblement la suppression de la dépendance coloniale du continent, renforcent la situation de plus en plus inégale des pays en développement dans le système de relations économiques et encouragent le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, qui contraint les pays en développement à dépenser des ressources rares pour venir à bout de leur retard économique et social en vue de renforcer leurs capacités de défense.

Les pays africains ont besoin non seulement de mesures à court terme mais également de transformations sociales et économiques progressives et de fonds qui élimineraient les causes profondes de la crise économique permanente. Ces transformations incluraient le renforcement du secteur public de l'économie, l'application de méthodes modernes de planification, des réformes agraires et une participation active de toutes les couches de la population, notamment des femmes et des jeunes, au développement de leur pays.

Ma délégation partage pleinement l'opinion émise par diverses délégations selon laquelle la création d'une base économique stable pour développer une industrie et une agriculture modernes et former des cadres nationaux constituerait une base solide pour une solution à long terme des problèmes de développement économique de l'Afrique. Mon pays a, pour sa part, toujours été conscient des besoins des pays africains afférents à la mise en oeuvre de cette tâche. De nombreux types d'équipement industriel, de matériel agricole, de transport et de travaux publics, ainsi que d'autres types de produits manufacturés fabriqués en RSS

M. Mardovich (RSS de Biélorussie)

de Biélorussie sont envoyés aux pays africains par l'intermédiaire de toutes les organisations commerciales de toute l'Union. Notre pays attache une très grande importance à la formation de cadres destinés aux pays africains en développement. Des collèges et des lycées spécialisés en RSS de Biélorussie forment à l'heure actuelle plus de 5 500 étudiants, de 99 pays du monde, dont beaucoup viennent de pays africains. Ils reçoivent toutes les conditions nécessaires pour leur permettre de travailler dans leurs pays. Ces étudiants disposent d'une solide base pédagogique et reçoivent un enseignement de haut niveau.

En même temps, de nombreux spécialistes de Biélorussie travaillent dans les pays africains; ils transmettent leurs connaissances et leur expérience et préparent souvent de manière directe les cadres nationaux.

En outre, nous partageons pleinement l'opinion selon laquelle l'Afrique peut surmonter son retard social et économique. Il faut multiplier les efforts de la communauté internationale pour créer des conditions d'économie extérieure favorables au développement accéléré du continent et s'efforcer constamment de mettre en oeuvre les documents fondamentaux des Nations Unies, telle que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, la Déclaration et le Programme d'action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies. Nous pensons que l'attachement des Etats aux principes de la coopération économique, reflété dans ces documents, détermine dans une large mesure l'efficacité des efforts de la communauté internationale pour permettre à la communauté internationale de surmonter la situation critique en Afrique.

La séance est levée à 21 heures.